



**Société Anonyme au capital de 1 218 674 €**

**Siège social : 3 rue la Boétie  
75 008 Paris**

**RCS de Paris : B 352 042 345**

## **PROSPECTUS SIMPLIFIE**



Par application des articles L 412-1 et L 621-8 du Code Monétaire et Financier, l'Autorité des Marchés Financiers a apposé son visa numéro 05-528 en date du 10 juin 2005 conformément aux articles 214.1 à 214.21 de son règlement général.

Ce prospectus simplifié a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Ce visa délivré après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la Société, n'implique pas authentification des éléments comptables et financiers présentés.

### **AVERTISSEMENT DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS :**

" L'Autorité des marchés financiers attire l'attention du public sur les éléments suivants :

- Le paragraphe 5.2. du présent prospectus simplifié décrit les relations entre les entités HARVEST et HARVEST Gestion aux termes desquelles HARVEST GESTION facture à HARVEST des prestations de services pour un montant HT de K€ 396 pour l'année 2004. Cette facturation est à mettre en regard du chiffre d'affaires et du résultat net qui s'élèvent respectivement à K€ 6 741 et à K€ 345 au 31 décembre 2004. L'attestation des intermédiaires financiers comprend un paragraphe dans lequel le Listing Sponsor indique avoir examiné ces relations et atteste que la mise en application de la convention entre ces deux entités n'est pas de nature à remettre en cause les intérêts des actionnaires minoritaires de la Société HARVEST ;
- Conformément aux dispositions de l'article 3.2 des règles d'Alternext, l'admission des titres dont l'admission est demandée sur ce marché est subordonnée à ce que l'Offre réalisée dans le cadre du Placement donne lieu à une souscription effective d'un montant au moins égal à 2.500.000 euros. A défaut, les ordres émis par les souscripteurs seront caducs et annulés ;
- Les titres faisant l'objet de la présente opération ne seront pas admis aux négociations sur un marché réglementé et ne bénéficieront donc pas des garanties correspondantes. En revanche, des garanties spécifiques relatives à la transparence financière de la société et à la protection des actionnaires minoritaires sont décrites aux paragraphes 1.7 et 3.1.17. De surcroît, la nature de l'opération réalisée implique de respecter les règles de l'appel public à l'épargne. »



**EUROLAND FINANCE**

**Listing Sponsor**



**BANQUE PALATINE**

**Introduceur**

**Des exemplaires de ce prospectus simplifié sont disponibles sans frais  
au siège social de la société HARVEST  
ainsi qu'après des sociétés Euroland Finance et Banque Palatine.**

## SOMMAIRE

<b>1.</b>	<b>RESPONSABLE DU PROSPECTUS SIMPLIFIE ET ATTESTATIONS</b>	<b>8</b>
1.1	Responsable du prospectus simplifié	8
1.2.	Attestation du responsable du prospectus simplifié	8
1.3.	Responsables du contrôle des comptes	8
1.4.	Attestation du responsable du contrôle des comptes	8
1.5.	Attestation des intermédiaires financiers	9
1.6.	Responsable de l'information financière	10
1.7.	Engagement de la Société	10
1.8.	Calendrier indicatif de communication financière	10
1.9.	Contrat d'animation – Listing Sponsor	10
<b>2.</b>	<b>RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION</b>	<b>11</b>
2.1.	Renseignements relatifs à l'admission sur l'Alternext d'Euronext Paris	11
2.1.1.	Nature	11
2.1.2.	Nombre	11
2.1.3.	Valeur Nominale	11
2.1.4.	Forme des actions (article 12 des statuts)	11
2.1.5.	Date d'Inscription et Première Cotation	11
2.1.6.	Date de Jouissance des actions	11
2.1.7.	Libellé d'inscription à la cote d'Alternext	11
2.1.8.	Code ISIN	12
2.1.9.	Nomenclature et dénomination du secteur d'activité	12
2.2.	Renseignements relatifs à la présente opération	12
2.2.1.	Cadre de l'opération	12
2.2.1.1.	Assemblée ayant autorisé l'émission	12
2.2.1.2.	Conseil d'Administration ayant autorisé l'émission	12
2.2.1.3.	Objectifs de l'opération	13
2.2.2.	Modalités de diffusion des actions et fixation du prix d'émission	13
2.2.2.1.	Diffusion des actions	13
2.2.2.2.	Fixation du prix des actions	14
2.2.2.3.	Eléments d'appréciation du prix d'Offre – Source Euroland Finance	14
2.2.2.4.	Evolution de la répartition du capital après opération	17
2.2.2.5.	Etablissement Introdacteur – Centralisation du service financier	17
2.2.2.6.	Produits et charges relatifs à l'opération	17
2.2.2.7.	Incidence de l'émission	18
2.2.3.	Caractéristiques de l'Offre	18
2.2.3.1.	Nombre d'actions offertes dans le cadre du Placement	18
2.2.3.2.	Calendrier indicatif	19
2.2.3.3.	Modalités définitives de l'Offre	19
2.2.4.	Caractéristiques de l'Offre aux Salariés	22
2.2.5.	Garantie	22
2.3.	Renseignements complémentaires	22
2.3.1.	Droits attachés aux actions	22
2.3.2.1.	Droits et obligations attachés aux actions (article 14 des statuts)	22
2.3.2.2.	Quorum et vote en assemblée (articles 25 à 33 des statuts)	24
2.3.3.	Régime fiscal des actions	26
2.4.	Places de cotation	29
2.5.	Tribunaux compétents	29
<b>3.</b>	<b>RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA SOCIETE ET SON CAPITAL</b>	<b>30</b>
3.1.	Renseignements de caractère général concernant la Société	30
3.1.1.	Dénomination Sociale (article 3 des statuts)	30
3.1.2.	Siège Social (article 4 des statuts)	30
3.1.3.	Date de constitution	30
3.1.4.	Durée de vie (article 5 des statuts)	30
3.1.5.	Forme juridique (articles 1 et 6 des statuts)	30
3.1.6.	Exercice Social (article 34 des statuts)	31

3.1.7.	Objet Social (article 2 des statuts)	31
3.1.8.	Registre du Commerce et des Sociétés	32
3.1.9.	Code d'activité NAF	32
3.1.10.	Affectation et répartition des bénéfices (articles 35 et 36 des statuts)	32
3.1.11.	Mise en paiement des dividendes (article 37 des statuts)	32
3.1.12.	Assemblées générales (articles 25 à 33 des statuts)	32
3.1.13.	Droits de vote double (article 29 des statuts)	34
3.1.14.	Dissolution - Liquidation (articles 39 et 40 des statuts)	35
3.1.15.	Forme - Identification des porteurs de titres (article 12 des statuts)	35
3.1.16.	Franchissement de seuil (article 14 des statuts)	36
3.1.17.	Garantie de cours (Article 14 des statuts)	36
3.1.18.	Consultation des documents sociaux	37
<b>3.2.</b>	<b>Renseignements de caractère général concernant le capital social</b>	<b>37</b>
3.2.1.	Montant du capital social (article 7 des statuts)	37
3.2.2.	Modification du capital et des droits attachés aux actions	37
3.2.3.	Acquisition par la Société de ses propres actions	37
3.2.4.	Capital autorisé non émis	37
3.2.5.	Capital potentiel	38
3.2.6.	Tableau d'évolution du capital social au cours des 5 dernières années	39
<b>3.3.</b>	<b>Répartition du capital et des droits de vote</b>	<b>39</b>
3.3.1.	Répartition du capital et des droits de vote actuelle	39
3.3.2.	Modifications intervenues dans la répartition du capital et des droits de vote au cours des 5 dernières années	40
<b>3.4.</b>	<b>Marchés des instruments financiers</b>	<b>40</b>
<b>3.5.</b>	<b>Etats des inscriptions et nantissements</b>	<b>40</b>
<b>3.6.</b>	<b>Politique de distribution des dividendes</b>	<b>40</b>
<b>4.</b>	<b>RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA SOCIETE</b>	<b>42</b>
<b>4.1.</b>	<b>Présentation générale de l'activité de la Société</b>	<b>42</b>
4.1.1.	Activité de la Société	42
4.1.2.	Historique de la Société	43
4.1.3.	Profil des principaux dirigeants de la Société	44
4.1.4.	Répartition de l'activité par métier et par région	45
<b>4.2.</b>	<b>Positionnement de la Société sur ses principaux marchés</b>	<b>45</b>
4.2.1.	Marché porteur des services financiers en France	46
4.2.2.	Métier de la Société	51
4.2.3.	Offre de la Société	51
4.2.3.1.	Offre progiciels	52
4.2.3.2.	Offre formation	54
4.2.3.3.	Une gamme complète de services	55
4.2.3.4.	Répartition du chiffre d'affaires par produits et services	55
4.2.4.	Environnement concurrentiel	56
4.2.4.1.	Patrimoine Management et Technologies	56
4.2.4.2.	Autres concurrents sur le marché des grands comptes	56
4.2.4.3.	Autres concurrents sur le marché des indépendants	57
<b>4.3.</b>	<b>Stratégie de la Société</b>	<b>58</b>
4.3.1.	Importance des efforts de Recherche et Développement	58
4.3.2.	Politique industrielle	59
4.3.3.	Enjeux stratégiques à moyen terme sur les marchés d'HARVEST	60
4.3.3.1.	Les grands comptes Institutionnels	60
4.3.3.2.	Le marché des Indépendants	61
4.3.3.3.	Le marché des Particuliers	62
<b>4.4.</b>	<b>Organisation opérationnelle et moyens humains</b>	<b>62</b>
4.4.1.	Organisation opérationnelle	63
4.4.2.	Organigramme opérationnel	64
4.4.3.	Données sur les effectifs	64
<b>4.5.</b>	<b>Faits exceptionnels et litiges</b>	<b>65</b>
<b>4.6.</b>	<b>Marques déposées</b>	<b>66</b>
<b>4.7.</b>	<b>Analyse des risques</b>	<b>67</b>
4.7.1.	Risques liés à l'activité	67
4.7.1.1.	Risques clients	67
4.7.1.2.	Risques fournisseurs	67
4.7.1.3.	Risques sociaux	68
4.7.1.4.	Risques lié à l'évolution du marché	68
4.7.1.5.	Dépendance à l'égard des dirigeants et des collaborateurs clefs	68
4.7.1.6.	Risques industriels liés à l'environnement	68
4.7.2.	Risques de marché	68
4.7.2.1.	Risques de liquidité	68

4.7.2.2.	<i>Risques de taux de change</i>	69
4.7.2.3.	<i>Risques de taux d'intérêt</i>	69
4.7.2.4.	<i>Risques sur actions</i>	69
4.7.3.	<i>Risques juridiques liés aux contrats clients</i>	69
<b>4.8.</b>	<b>Assurances et couverture des risques</b>	<b>70</b>
<b>5.</b>	<b>PATRIMOINE ET SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE</b>	<b>71</b>
<b>5.1.</b>	<b>Comptes sociaux de la Société HARVEST</b>	<b>71</b>
5.1.1.	<i>Rapport du Commissaire aux Comptes</i>	71
5.1.2.	<i>Principales données comptables sociales de la Société</i>	72
5.1.3.	<i>Annexes aux données comptables sociales de la Société</i>	76
<b>5.2.</b>	<b>Conventions réglementées</b>	<b>94</b>
5.2.1.	<i>Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées</i>	94
5.2.2.	<i>Convention réglementée HARVEST Gestion - HARVEST</i>	94
<b>5.3.</b>	<b>Honoraires du Commissaire aux Comptes</b>	<b>99</b>
<b>6.</b>	<b>GOVERNEMENT D'ENTREPRISE</b>	<b>100</b>
<b>6.1.</b>	<b>Composition et fonctionnement des organes d'administration et de direction</b>	<b>100</b>
6.1.1.	<i>Fonctionnement des organes d'administration et de direction</i>	100
6.1.2.	<i>Composition du conseil d'administration</i>	102
6.1.3.	<i>Rapport du Président sur le contrôle interne</i>	103
6.1.4.	<i>Rapport du Commissaire aux comptes sur le rapport du Président sur le contrôle interne</i>	107
<b>6.2.</b>	<b>Intérêts et rémunérations des dirigeants</b>	<b>108</b>
6.2.1.	<i>Intérêts des dirigeants dans le capital de la Société</i>	108
6.2.2.	<i>Rémunérations et avantages en nature attribués aux dirigeants</i>	108
6.2.3.	<i>Options de souscription d'actions attribuées aux dirigeants et salariés</i>	109
6.2.4.	<i>Actifs nécessaires à l'exploitation de la Société qui seraient la propriété des dirigeants et/ou principaux actionnaires</i>	110
<b>7.</b>	<b>RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA SOCIETE</b>	<b>111</b>
<b>7.1.</b>	<b>Evolution récente</b>	<b>111</b>
<b>7.2.</b>	<b>Perspectives d'avenir</b>	<b>111</b>

## PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DE L'OPERATION :

### Société émettrice :

Dénomination sociale :	HARVEST
Secteur d'activité :	722 A
Nationalité de la Société :	Française

### Actionnaires cédants :

HARVEST Gestion  
FCPI Axa Placement Innovation

### Actions dont l'admission sur Alternext d'Euronext Paris est demandée :

La totalité des actions composant le capital d'HARVEST à la date du présent prospectus simplifié, soit 1 218 674 actions intégralement souscrites, entièrement libérées et toutes de même catégorie, ainsi que l'ensemble des actions nouvelles devant être émises ou susceptibles de l'être, dans le cadre de l'opération. Ainsi, le nombre maximum total d'actions dont l'admission est demandée s'élève à 1 328 674, y compris 110 000 actions issues de l'opération d'augmentation de capital. A ce nombre s'ajoutent 6 700 actions nouvelles offertes dans le cadre d'une augmentation de capital réservée aux salariés de la Société et 16 060 actions nouvelles à provenir de l'éventuel exercice des BSPCE.

### Structure du placement :

Préalablement à la première cotation, il est prévu que la diffusion de certaines des actions existantes et des actions nouvelles dans le public (le « Placement ») se réalise dans le cadre :

- d'une offre au public en France réalisée sous la forme d'une « offre à prix ouvert », principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre Publique »),
- d'un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « Placement Global »).

Si la demande exprimée dans le cadre de l'Offre Publique le permet, le nombre définitif d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'Offre Publique sera au moins égal à 10 % du nombre total d'actions offertes dans le cadre du Placement, avant éventuel exercice de la Clause d'Extension. Ainsi, le nombre minimum d'actions offertes dans le cadre de l'Offre Publique est de 39 019, le nombre maximum d'actions théoriquement allouées au Placement Global est de 351 173, avant éventuel exercice de la Clause d'Extension. Les nombres définitifs d'actions affectées à l'Offre Publique d'une part et au Placement Global d'autre part seront arrêtés dans le respect des principes édictés à l'article 7 de la décision n°2000-01 du Conseil des Marchés Financiers.

### Actions objet du placement :

Le nombre total maximum d'actions offertes au public est de 390 192, auxquelles s'ajoutent 6 700 actions nouvelles offertes dans le cadre d'une augmentation de capital réservée aux salariés. La provenance des actions offertes au public est la suivante :

- 280 192 actions existantes de la Société, toutes de même catégorie, nombre susceptible d'être augmenté d'un maximum de 58 528 actions en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension, portant dans ce cas, le nombre d'actions existantes à céder à 338 720, actions qu'HARVEST Gestion et FCPI Axa Placement Innovation, actionnaires de la Société, ont décidé de céder. 220 000 titres devraient être cédés par HARVEST Gestion, ce nombre étant susceptible d'être porté à 278 528 en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension, et 60 192 titres par FCPI Axa Placement Innovation.
- 110 000 actions nouvelles de la Société, toutes de même catégorie, sans clause de surallocation.

Il est entendu que l'opération d'augmentation de capital sera prioritaire par rapport aux cessions de titres.

En fonction de l'importance de la demande, les Actionnaires Cédants, en accord avec la Société et Banque Palatine en sa qualité d'Introduceur, pourront décider d'augmenter le nombre d'actions initialement offertes dans le cadre du Placement à hauteur de 58 528 actions existantes (la « Clause d'Extension »), soit 15 % du

nombre d'actions mis initialement à la disposition du public. Cette décision sera prise au plus tard lors de la fixation du prix des actions dans le cadre de l'Offre Publique et du Placement Global, soit le 23 juin 2005 et fera l'objet d'un communiqué le même jour, en fin d'après midi.

A titre indicatif, il est possible de préciser que le prix par action devrait être compris entre 8,80 euros et 10,20 euros. Cette indication ne préjuge pas du prix définitif qui pourra se situer en dehors de cette fourchette et sera fixé à l'issue de la période de construction du livre d'ordres, soit le 23 juin 2005. Il fera l'objet d'un communiqué le 23 juin 2005 en fin d'après midi et devrait être publié dans la presse le 24 juin 2005. Toutefois, si le prix définitif retenu pour l'opération devait être inférieur à 8,80 €, le nombre d'actions faisant l'objet du placement serait revu par les Actionnaires Cédants, un nouveau visa de la part de l'Autorité des Marchés Financiers devra en conséquence être délivré sur un prospectus précisant les nouvelles modalités de l'opération.

#### **Cession d'actions existantes :**

Les actions cédées portent jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 et donneront droit aux dividendes éventuellement payés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Le produit brut de la cession de titres HARVEST pourrait atteindre 3 217 840 euros en cas de cession du nombre maximum d'actions, y compris grâce à l'exercice de la Clause d'Extension, à un prix égal au point médian de la fourchette indicative de prix mentionnée ci-dessus, soit 9,50 euros.

#### **Augmentation de capital :**

Les actions nouvelles portent jouissance à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 et donneront droit aux dividendes éventuellement payés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

Le produit brut de l'émission de titres HARVEST pourrait atteindre 1 045 000 euros, à un prix égal au point médian de la fourchette indicative de prix mentionnée ci-dessus, soit 9,50 euros.

#### **Garantie de bonne fin :**

L'émission des actions nouvelles ne fait pas l'objet d'une garantie de bonne fin telle que décrite dans l'article L 225-145 du Code de Commerce. En conséquence, les négociations sur les actions nouvelles, tout comme les négociations sur les actions existantes, interviendront postérieurement à l'émission du certificat du dépositaire, soit dès la réception des fonds par ce dernier (c'est-à-dire à la date de règlement / livraison). Si les trois-quarts (75 %) de l'augmentation de capital d'un montant de 1 045 000 euros, prime d'émission incluse, n'étaient pas réalisés, l'opération serait annulée et les ordres seraient caducs.

Il est précisé que l'opération d'introduction sur le marché Alternext d'Euronext Paris ne sera réalisée qu'après constatation par Euronext d'une ouverture effective du capital de la Société pour un montant minimal de 2,5 millions d'euros calculé sur la base du prix définitif des actions offertes dans le cadre de cette opération.

#### **Cotation :**

Les négociations d'actions HARVEST sur l'Alternext d'Euronext Paris devraient débuter le 29 juin 2005.

**Code ISIN :** FR0010207795

#### **Calendrier indicatif de l'opération :**

10 juin 2005	Obtention du visa AMF
13 juin 2005	Publication par Euronext Paris de l'avis d'ouverture de l'opération
15 juin 2005	Début du Placement Global et de l'Offre Publique
22 juin 2005	Clôture de l'Offre Publique
23 juin 2005	Clôture du Placement Global
	Fixation du prix des actions
	Publication par Euronext Paris de l'avis de résultat de l'Offre Publique
	Première cotation des actions de la Société

Communiqué indiquant le dimensionnement final de l'Offre Publique et du Placement Global ainsi que le prix définitif des actions

24 juin 2005	Publication dans la presse d'un communiqué indiquant le dimensionnement final de l'Offre Publique et du Placement Global ainsi que le prix définitif des actions
28 juin 2005	Règlement / Livraison
29 juin 2005	Début des négociations des actions de la Société sur l'Alternext d'Euronext Paris

### **Objectifs de l'opération :**

L'augmentation de capital réalisée par HARVEST dans le cadre de la présente opération a pour objectif de lui donner davantage de ressources financières afin de poursuivre sa croissance et en particulier pour :

- financer la commercialisation de ses produits auprès des Indépendants intervenant dans les domaines de la gestion de patrimoine,
- poursuivre les efforts de recherche et développement pour accroître la qualité et les fonctionnalités des produits existants et assurer le développement des nouveaux produits, relais de croissance de la Société pour les exercices à venir,
- saisir éventuellement certaines opportunités de croissance externe sur ce segment de niche que constitue l'édition de logiciels d'aide à la décision financière, patrimoniale et fiscale.

Cette opération d'Introduction sur le marché Alternext d'Euronext Paris est également une réelle opportunité pour HARVEST de concrétiser les efforts menés depuis de nombreuses années pour le développement de son image de marque et renforcera la notoriété de la Société auprès de ses clients et partenaires.

Pour FCPI Axa Placement Innovation, l'opération de cession d'une partie des titres HARVEST détenus correspond à un souci de liquidité pour cet investissement, FCPI Axa Placement Innovation ayant accompagné HARVEST depuis 1999. Il est à noter que, post opération, FCPI Axa Placement Innovation conservera une participation d'environ 4,5 % au capital de la Société.

Enfin, pour HARVEST Gestion, holding regroupant les intérêts de Messieurs PINEAU et DUPIOT, fondateurs de la Société, l'opération de cession d'une partie des titres HARVEST détenus correspondant à une volonté de rendre partiellement liquide leur investissement au terme de 15 années de développement.

### **Contact Investisseurs :**

Monsieur Jean Michel DUPIOT  
Directeur Général d'HARVEST

Tél : 01 53 30 28 00  
Fax : 01 53 30 28 01

### **Intermédiaires financiers :**

Banque Palatine – Introduceur / Centralisateur / Service Titres – 52, avenue Hoche 75 008 Paris  
Euroland Finance – Listing Sponsor – 62 rue la Boétie 75 008 Paris

### **Conseil juridique :**

Rabant Associés – Société d'avocats – 19, avenue Franklin D. Roosevelt – 75 008 Paris

### **Mise à disposition du prospectus :**

Des exemplaires du prospectus sont disponibles sans frais au siège social d'HARVEST, auprès des intermédiaires financiers mentionnés ci-dessus, ainsi que sur le site Internet de l'Autorité des Marchés Financiers (<http://www.amf-france.org>) et sur le site Internet de la Société (<http://www.harvest.fr>).

## **1. RESPONSABLE DU PROSPECTUS SIMPLIFIE ET ATTESTATIONS**

*Dans le présent prospectus simplifié, l'expression « HARVEST » ou la « Société » désigne la Société HARVEST.*

### **1.1 Responsable du prospectus simplifié**

Monsieur Jean Michel DUPIOT  
Directeur Général d'HARVEST

### **1.2. Attestation du responsable du prospectus simplifié**

« A ma connaissance, les données du présent prospectus simplifié sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leur jugement sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la Société HARVEST, ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts. Elles ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée ».

Fait à Paris, le 10 juin 2005

Monsieur Jean Michel DUPIOT  
Directeur Général d'HARVEST

### **1.3. Responsables du contrôle des comptes**

#### **■ Commissaire aux comptes titulaire**

Monsieur Benoît de BLIGNIERES  
215, rue du Faubourg Saint Honoré – 75 008 Paris  
Commissaire aux comptes titulaire depuis le 4 septembre 1989  
Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2007.

#### **■ Commissaire aux comptes suppléant**

Monsieur Vincent RUSE  
Commissaire aux comptes suppléant depuis le 4 septembre 1989  
Mandat expirant à l'issue de l'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2007.

### **1.4. Attestation du responsable du contrôle des comptes**

En ma qualité de commissaire aux comptes de la société HARVEST et en application de l'article 214-6-2 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, j'ai procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes historiques données dans le présent prospectus simplifié, établi à l'occasion de l'admission des actions de la société HARVEST à la cote d'Alternext d'Euronext Paris.

Ce prospectus simplifié a été établi sous la responsabilité du Directeur Général. Il m'appartient d'émettre un avis sur la sincérité des informations qu'il contient portant sur la situation financière et les comptes.

Mes diligences ont consisté, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à apprécier la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, à vérifier leur concordance avec les comptes ayant fait l'objet d'un rapport. Elles ont également consisté à lire les autres informations contenues dans le



prospectus, afin d'identifier le cas échéant les incohérences significatives avec les informations portant sur la situation financière et les comptes, et de signaler les informations manifestement erronées que j'aurai relevées sur la base de ma connaissance générale de la société acquise dans le cadre de ma mission.

Les comptes annuels pour les exercices clos les 31 décembre 2002, 31 décembre 2003 et 31 décembre 2004 arrêtés par le Conseil d'administration, selon les principes comptables français, ont fait l'objet d'un audit par mes soins selon les normes professionnelles applicables en France et ont été certifiés sans réserve, ni observation.

Sur la base de ces diligences, je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations portant sur la situation financière et les comptes, présentées dans ce prospectus simplifié.

Paris, le 10 juin 2005

Le Commissaire aux Comptes

Benoît de BLIGNIERES

### **1.5. Attestation des intermédiaires financiers**

Banque Palatine, Banque Introdutrice / Centralisatrice, Prestataire de Services d'Investissement, et EuroLand Finance, Listing Sponsor et Prestataire de Services d'Investissement, confirment avoir effectué, en vue de l'opération d'Introduction sur le marché Alternext d'Euronext Paris des actions de la Société HARVEST, les diligences professionnelles d'usage.

Ces diligences ont notamment pris la forme de la vérification des documents produits par HARVEST ainsi que d'entretiens avec des membres de la direction et du personnel de la Société, conformément au schéma type d'Alternext.

En particulier, Euroland Finance, en sa qualité de Listing Sponsor, a examiné les relations entre les entités HARVEST Gestion et HARVEST telles que décrites dans le paragraphe 5.2. du présent prospectus simplifié et atteste que la mise en application de la convention entre ces deux entités n'est pas de nature à remettre en cause les intérêts des actionnaires minoritaires de la Société HARVEST.

Banque Palatine et EuroLand Finance attestent, conformément aux règles d'Alternext, que les diligences ainsi accomplies n'ont révélé dans le contenu du prospectus aucune inexactitude ni aucune omission significative de nature à induire l'investisseur en erreur ou à fausser son jugement.

Cette attestation est délivrée sur la base des documents et renseignements fournis par HARVEST à Banque Palatine et à EuroLand Finance, ces derniers les ayant présumés exhaustifs, véridiques et sincères.

Cette attestation ne constitue pas une recommandation de Banque Palatine ou de EuroLand Finance de souscrire aux titres d'HARVEST, ni ne saurait se substituer aux autres attestations ou documents délivrés par HARVEST et/ou son commissaire aux comptes.

Paris, le 10 juin 2005

**Banque Palatine**  
Monsieur Jean-Paul RIGAL

**EuroLand Finance**  
Monsieur Marc FIORENTINO  
Président

## **1.6. Responsable de l'information financière**

Monsieur Jean Michel DUPIOT  
Directeur Général d'HARVEST

Tél : 01 53 30 28 00

Fax : 01 53 30 28 01

## **1.7. Engagement de la Société**

Conformément aux règles d'Alternext, HARVEST s'engage à assurer :

1) La diffusion sur son site Internet et sur le site d'Alternext en français ainsi qu'en anglais le cas échéant, les informations suivantes :

- dans les quatre mois qui suivent la clôture de l'exercice un rapport de gestion comprenant ses états financiers (article 4.2 des Règles d'Alternext),

- dans les quatre mois après la fin du 2ème trimestre, un rapport semestriel (article 4.2 des Règles d'Alternext),

- la convocation aux assemblées générales et tout document transmis aux actionnaires et cela dans le même délai que pour ces derniers (article 4.4 des Règles d'Alternext),

- toute information susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de ses titres conformément aux dispositions de l'article 4.3 des Règles d'Alternext sans préjudice des obligations du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers et de tout autre texte de niveau supérieur concernant l'appel public à l'épargne,

- tout franchissement à la hausse ou à la baisse par toute personne agissant seule ou de concert de seuils de participations représentant 50 % ou 95 % du capital ou des droits de vote. Cette publication est faite dans un délai de 5 jours de bourse suivant celui où il en a connaissance,

- les déclarations des dirigeants concernant leur cession de titres.

2) Sans frais pour les porteurs, le service des titres, le paiement des dividendes ou toute distribution auquel elle procédera.

## **1.8. Calendrier indicatif de communication financière**

Mi octobre 2005 : Résultats semestriels au 30 juin 2005

Mi avril 2006 : Résultats annuels au 31 décembre 2005

## **1.9. Contrat d'animation – Listing Sponsor**

HARVEST a conclu un contrat avec Euroland Finance, listing sponsor, dans le cadre de ses obligations propres à la cotation sur le marché Alternext.

Par ailleurs, HARVEST Gestion a également conclu un contrat avec Euroland Finance afin de disposer d'une liquidité satisfaisante sur le marché secondaire des actions HARVEST cotées sur le marché Alternext.

## **2. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION**

### **2.1. Renseignements relatifs à l'admission sur l'Alternext d'Euronext Paris**

#### **2.1.1. Nature**

Actions ordinaires de même catégorie.

#### **2.1.2. Nombre**

L'admission porte sur un nombre maximum de 1 328 674 actions dont 110 000 actions nouvelles issues de l'augmentation de capital réalisée dans le cadre de la présente opération et 1 218 674 actions existantes. Ces 1 328 674 actions représenteront la totalité du capital post opération. A ce nombre s'ajoutent 6 700 actions nouvelles offertes dans le cadre d'une augmentation de capital réservée aux salariés de la Société et 16 060 actions nouvelles à provenir de l'éventuel exercice des BSPCE.

#### **2.1.3. Valeur Nominale**

1,00 € nominal par action.

#### **2.1.4. Forme des actions (article 12 des statuts)**

Les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Jusqu'à leur entière libération, les actions sont obligatoirement nominatives et sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société.

Conformément aux dispositions des articles L 228-1 du Code de Commerce et L 211-4 du Code monétaire et financier relatifs au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
- chez la société et s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire financier habilité de leur choix pour les titres nominatifs.

La Société est en droit de demander, à tout moment, conformément aux articles 228-2 et 228-3 du Code de Commerce, contre rémunération à sa charge, à l'organisme chargé de la compensation des titres, le nom, ou s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. Ces renseignements doivent lui être communiqués dans les délais fixés par décret. Elle peut, par ailleurs, demander aux personnes inscrites sur la liste fournie par l'organisme, les informations concernant les propriétaires des titres, et ce, conformément aux articles 228-2 et suivants du Code de Commerce.

#### **2.1.5. Date d'Inscription et Première Cotation**

23 juin 2005.

#### **2.1.6. Date de Jouissance des actions**

1<sup>er</sup> janvier 2005.

#### **2.1.7. Libellé d'inscription à la cote d'Alternext**

HARVEST.

### **2.1.8. Code ISIN**

FR0010207795.

### **2.1.9. Nomenclature et dénomination du secteur d'activité**

Code NAF : 722 A

## **2.2. Renseignements relatifs à la présente opération**

### **2.2.1. Cadre de l'opération**

#### **2.2.1.1. Assemblée ayant autorisé l'émission**

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société HARVEST, réunie le 9 juin 2005, a délégué au Conseil d'Administration et ce pour une durée de 26 mois à compter de l'assemblée, sa compétence à l'effet de décider l'augmentation de capital social par voie d'appel public à l'épargne, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, par émission sans droit préférentiel de souscription, d'actions de la société.

Elle a décidé que le montant nominal total des actions (de 1,00 € de nominal) pouvant être émises immédiatement et/ou à terme en vertu de la délégation susvisée ne pourra dépasser le plafond des 500 000 €, plafond auquel s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des augmentations de capital nécessaires à la préservation des droits des porteurs des valeurs mobilières donnant accès à terme au capital de la Société.

Cette même assemblée a par ailleurs autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, et sur ses seules décisions, par émission d'actions à souscrire en numéraire réservée aux salariés de la Société. Le montant nominal maximal des actions qui pourront ainsi être émises ne pourra dépasser le plafond de 6 700 €.

#### **2.2.1.2. Conseil d'Administration ayant autorisé l'émission**

En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société HARVEST réunie le 9 juin 2005, le Conseil d'Administration a décidé, dans sa séance du 9 juin 2005, le principe d'une émission d'actions nouvelles d'un montant nominal maximum de 110 000 €, avec suppression du droit préférentiel de souscription et sans délai de priorité, selon les modalités décrites ci-après. Celles-ci porteront jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 2005 et seront entièrement assimilables aux anciennes dès leur émission.

Le Conseil d'Administration a décidé que si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité de l'Offre, le montant de l'émission pourra être limité au montant des souscriptions recueillies sous la condition que celui-ci atteigne au moins les trois quarts de l'émission prévue. Néanmoins, le Conseil d'Administration a par ailleurs rappelé que, conformément aux dispositions de l'article 3.2 des règles d'Alternext, l'admission des titres dont l'admission est demandée sur ce marché est subordonnée à ce que l'Offre réalisée dans le cadre du Placement donne lieu à une souscription effective d'un montant au moins égal à 2 500 000 euros. En conséquence, le Conseil d'Administration a décidé à l'unanimité que l'opération sera caduque et annulée dans l'hypothèse où le placement effectif issu des souscriptions des titres offerts, en ce incluses les actions offertes par voie de cession, n'atteindrait pas, prime d'émission incluse, le seuil requis de 2 500 000 euros, à partir du prix définitif des actions offertes lors de cette opération. A cet égard, dans une telle hypothèse, les ordres émis par les souscripteurs seront caducs et annulés. Les modalités définitives de l'émission seront arrêtées par le Conseil d'Administration le jour de la fixation du prix de l'Offre, soit le 23 juin 2005.

Par ailleurs, en vertu de l'autorisation votée lors de cette assemblée du 9 juin 2005, le Conseil d'Administration a décidé l'émission de 6 700 actions nouvelles réservées aux salariés de la société, et d'accorder une décote de 20 % sur le prix définitif des actions tel qu'il sera fixé par le Conseil d'Administration.

### **2.2.1.3. Objectifs de l'opération**

L'augmentation de capital réalisée par HARVEST dans le cadre de la présente opération a pour objectif de lui donner davantage de ressources financières afin de poursuivre sa croissance et en particulier pour :

- financer la commercialisation de ses produits auprès des Indépendants intervenant dans les domaines de la gestion de patrimoine,
- poursuivre les efforts de recherche et développement pour accroître la qualité et les fonctionnalités des produits existants et assurer le développement des nouveaux produits, relais de croissance de la Société pour les exercices à venir,
- saisir éventuellement certaines opportunités de croissance externe sur ce segment de niche que constitue l'édition de logiciels d'aide à la décision financière, patrimoniale et fiscale.

Cette opération d'Introduction sur le marché Alternext d'Euronext Paris est également une réelle opportunité pour HARVEST de concrétiser les efforts menés depuis de nombreuses années pour le développement de son image de marque et renforcera la notoriété de la Société auprès de ses clients et partenaires.

Pour FCPI Axa Placement Innovation, l'opération de cession d'une partie des titres HARVEST détenus correspond à un souci de liquidité pour cet investissement, FCPI Axa Placement Innovation ayant accompagné HARVEST depuis 1999. Il est à noter que, post opération, FCPI Axa Placement Innovation conservera une participation d'environ 4,5 % au capital de la Société.

Enfin, pour HARVEST Gestion, holding regroupant les intérêts de Messieurs PINEAU et DUPIOT, fondateurs de la Société, l'opération de cession d'une partie des titres HARVEST détenus correspondant au souhait de rendre partiellement liquide investissement, au terme de 15 années de développement.

## **2.2.2. Modalités de diffusion des actions et fixation du prix d'émission**

### **2.2.2.1. Diffusion des actions**

Préalablement à la première cotation, il est prévu que la diffusion de certaines des actions existantes et des actions nouvelles dans le public (le « Placement ») se réalise dans le cadre :

- d'une offre au public en France réalisée sous la forme d'une « offre à prix ouvert », principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre Publique »),
- d'un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels (le « Placement Global »).

Si la demande exprimée dans le cadre de l'Offre Publique le permet, le nombre définitif d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'Offre Publique sera au moins égal à 10 % du nombre total d'actions offertes dans le cadre du Placement, avant éventuel exercice de la Clause d'Extension. Ainsi, le nombre minimum d'actions offertes dans le cadre de l'Offre Publique est de 39 019, le nombre maximum d'actions théoriquement allouées au Placement Global est de 351 173, avant éventuel exercice de la Clause d'Extension. Les nombres définitifs d'actions affectées à l'Offre Publique d'une part et au Placement Global d'autre part seront arrêtés dans le respect des principes édictés à l'article 7 de la décision n°2000-01 du Conseil des Marchés Financiers.

Il est précisé que la diffusion des actions dans le public en France aura lieu conformément aux dispositions des articles P 1.2.1. et suivants du Livre II (« Règles de marché de la Bourse de Paris ») des règles de marché d'Euronext.

Le nombre définitif d'actions offertes diffusées dans le cadre de l'Offre Publique d'une part, et du Placement Global d'autre part, arrêté dans le respect de l'article 321-115 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, est susceptible d'ajustement en fonction de la demande.

En particulier :

- le nombre définitif d'actions offertes diffusées dans le cadre de l'Offre Publique pourra être augmenté par prélèvement sur le Placement Global sans toutefois que le nombre d'actions diffusées dans le cadre de l'Offre Publique ne puisse excéder 20 % du nombre total d'actions offertes diffusées.

- le nombre définitif d'actions offertes diffusées dans le cadre du Placement Global pourra être augmenté par prélèvement sur l'Offre Publique, dans le cas où cette dernière ne serait pas entièrement couverte.

Le nombre définitif d'actions offertes respectivement dans le cadre de l'Offre Publique et du Placement Global fera l'objet d'un avis d'Euronext Paris.

### **2.2.2.2. Fixation du prix des actions**

Le prix de souscription des actions résultera de la confrontation du nombre de titres offerts et des demandes émanant des investisseurs, selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telles que développée par les usages professionnels, et sera fixé par le Conseil d'Administration.

Le prix de souscription des actions dans l'Offre à Prix Ouvert et le Placement Garanti sera identique. La date de fixation indicative du prix de souscription des actions devrait être le 23 juin 2005.

A titre indicatif, il est possible de préciser que le prix par action devrait être compris entre 8,80 euros et 10,20 euros. Cette indication ne préjuge pas du prix définitif qui pourra se situer en dehors de cette fourchette et sera fixé à l'issue de la période de construction du livre d'ordres, soit le 23 juin 2005. Il fera l'objet d'un communiqué le 23 juin 2005 en fin d'après midi et devrait être publié dans la presse le 24 juin 2005.

En cas de modification de la fourchette de prix susvisée, la nouvelle fourchette de prix sera portée à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse publié dans au moins deux journaux financiers de diffusion nationale et d'un avis publié par Euronext Paris. En cas de fixation du Prix du Placement Global et du Prix de l'Offre Publique en dehors de la fourchette indicative de prix initiale ou, le cas échéant, modifiée, ces prix seront portés à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse publié dans au moins deux journaux financiers de diffusion nationale et d'un avis publié par Euronext Paris. Enfin, en cas de modification de la date de clôture de l'Offre Publique et du Placement Global, ces nouveaux éléments seront portés à la connaissance du public au moyen d'un communiqué de presse publié dans au moins deux journaux financiers de diffusion nationale et d'un avis publié par Euronext Paris.

En cas de modification de la fourchette de prix comme en cas de fixation du Prix du Placement Global et du Prix de l'Offre Publique en dehors de la fourchette indicative de prix, la clôture de l'Offre Publique sera, le cas échéant, reportée de telle sorte que les donneurs d'ordres dans le cadre de cette offre disposent en tout état de cause d'au moins deux jours de bourse complets à compter de la publication d'un communiqué indiquant cette situation pour, s'ils le souhaitent, révoquer avant la clôture de l'Offre Publique les ordres émis avant cette publication auprès des établissements qui auront reçu ces ordres. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'Offre Publique. Celle-ci sera mentionnée dans le communiqué de presse visé ci-dessus.

Toutefois, si le prix définitif retenu pour l'opération devait être inférieur à 8,80 €, le nombre d'actions faisant l'objet du placement serait revu par les Actionnaires Cédants, un nouveau visa de la part de l'Autorité des Marchés Financiers devra en conséquence être délivré sur un prospectus précisant les nouvelles modalités de l'opération.

### **2.2.2.3. Eléments d'appréciation du prix d'Offre – Source Euroland Finance**

Deux approches de valorisation ont été retenues par Euroland Finance. Ces deux méthodes d'évaluation sont les deux seules méthodes utilisées par Euroland Finance dans le cadre de son évaluation de la société, les autres méthodes d'évaluation n'étant

pas été jugées aussi pertinentes que celles présentées ci dessus. La Société n'a pas remis de business plan à Euroland Finance, l'ensemble des hypothèses ayant ainsi été déterminé par le Listing Sponsor.

Les données financières prévisionnelles concernant HARVEST ont été établies avant augmentation de capital, le nombre de titres ayant été retenu est donc de 1 218 674 actions.

#### « Une valorisation de 11,20 € par titre sur la base de l'actualisation des flux futurs

Les flux futurs sont actualisés sur une période de 5 ans (2005 à 2009) et la valeur terminale est calculée grâce au free cash flow opérationnel de 2009, à savoir celui de 2008, incrémenté du taux de croissance à l'infini.

Nos hypothèses pour le calcul du coût moyen pondéré du capital figurent dans le tableau ci-dessous :

Taux sans risque (OAT 10 ans)	3,43%
Prime de risque (source : JCF Group-La Vie Financière)	4,19%
Prime de risque ajustée	4,94%
Bêta sans dette	1,20
Bêta endetté	1,20
<b>Coût des capitaux propres</b>	<b>9,36%</b>
<b>Coût moyen pondéré du capital</b>	<b>11,47%</b>
Taux de croissance à l'infini	3,00%

Notre matrice de sensibilité fait apparaître une fourchette de cours avec un plus bas de 10,40 € par action et un plus haut de 12,30 € par action.

		Taux de croissance à l'infini				
		2,00%	2,50%	3,00%	3,50%	4,00%
	10,47%	11,5	12,0	12,5	13,1	13,8
<b>C</b>	10,97%	11,0	11,4	11,8	12,3	12,9
<b>M</b>	11,47%	10,5	10,8	11,2	11,7	12,2
<b>P</b>	11,97%	10,1	10,4	10,7	11,1	11,6
<b>C</b>	12,47%	9,7	9,9	10,3	10,6	11,0

#### Un objectif cible de 11,20 € par action selon la méthode des comparables

Notre valorisation par les comparables nous permet de dégager une fair value de 13,6 M€ pour la société HARVEST. Par action, nous obtenons un cours de 11,20 €, sur la base d'une valorisation pré-opération.

Données 2005 en K€	Capitalisation	VE	CA	Rex	VE/CA	VE/Rex	PER
Linedata Services	199 833	196 000	121 000	20 700	1,62	9,47	14,6
CEGID	246 492	295 000	233 000	22 500	1,27	13,11	18,4
ITESoft	18 819	9 700	19 600	600	0,49	16,17	36,0
Infovista	83 600	47 700	40 400	2 800	1,18	17,04	28,4
Coheris	27 246	23 500	30 400	2 100	0,77	11,19	19,0
BVRP	115 796	104 000	72 400	9 300	1,44	11,18	19,6
<b>Moyenne comparables</b>	<b>115 298</b>	<b>112 650</b>	<b>86 133</b>	<b>9 667</b>	<b>1,13</b>	<b>13,03</b>	<b>22,7</b>

Données Harvest 2005		==>	Valorisation induite en M€		==>	Moyenne Globale	
CA	7,7 M€		11,0 M€				
Rex	0,9 M€		14,6 M€			13,65 M€	
Rnet	0,7 M€		15,3 M€			11.20 € / action	

Notre choix de comparables repose sur la volonté de réunir des éditeurs de logiciels dont la spécialisation leur confère le statut d'acteurs reconnus, bénéficiant d'une véritable légitimité sur leur secteur d'activité.

**Linedata Services** est créée en 1998 et est spécialisée dans l'édition et l'intégration de progiciels financiers. Complétée par des prestations de services (conseil, infogérance et maintenance), son offre est destinée aux domaines de la gestion de portefeuilles (52,8% du CA). Le groupe propose aussi , à plus de 250 institutions financières internationales, des progiciels couvrant des problématiques liées au processus d'investissement (crédits et financements, épargne et assurance). En tant qu'acteur dominant dans son domaine d'activité, Linedata Services figure en première ligne des comparables de HARVEST.

**Cegid** déploie ses activités autour de l'édition de progiciels destinés aux entreprises et aux cabinets d'experts-comptables. Le CA se répartit essentiellement en vente de licences (80,7%) et de services (16,7%). Cegid équipe environ 34% des experts comptables en France.

**Iteso** intervient dans l'édition de logiciels destinés à l'automatisation de la saisie de supports papier (formulaires, bordereaux, chèques, questionnaires, etc.) et numériques (formulaires Internet, fichiers EDI, e-mails, etc...).

**InfoVista** développe des logiciels de gestion de la qualité de systèmes et de services, destinés aux opérateurs télécoms (65%) et aux entreprises (35%). Le CA se répartit à 65 % en vente de licences et à 35 % en services associés (conseil, maintenance et formation) faisant du groupe un pure player de l'édition et donc un comparable pertinent de HARVEST.

**Coheris**, qui a récemment entamé un processus de reconversion dans l'édition de logiciel se veut dorénavant éditeur de solutions (55 % du CA au 1T 2005) globales de CRM et de Business Intelligence.

**BVRP** est éditeur de logiciels de communication destinés aux professionnels et aux particuliers. L'édition de logiciels représente 77 % du CA et les services (assistance technique, support et formation) environ 15 %.

La valorisation moyenne obtenue est donc de 11,20 euros par action. Le prix médian de 9,50 euros proposé dans le cadre de l'opération affiche donc une décote de 15 % par rapport à cette valorisation moyenne.»

#### Données sur la base du milieu de fourchette : 9,50 € par titre

En milliers d'euros	2002	2003	2004	2005e	2006e	2007p
Chiffre d'affaires	6 076	6 603	6 741	7 650	8 639	9 330
Croissance chiffre d'affaires	0,0%	8,7%	2,1%	13,5%	12,9%	8,0%
Résultat d'exploitation	86	521	413	938	1 358	1 637
Marge d'exploitation	1,4%	7,9%	6,1%	12,3%	15,7%	17,5%
Résultat Net	259	419	345	674	955	1 076
RN en % du chiffre d'affaires	4,3%	6,3%	5,1%	8,8%	11,1%	11,5%
Bénéfice Net par action	0,21	0,34	0,28	0,55	0,78	0,88
Prix d'offre moyen	9.50 €					
Capitalisation induite	11 577 403					
Dettes financières	151	1	1	1	1	1
Trésorerie	1 737	1 672	2 136	2 409	2 876	3 274
Valeur d'entreprise	9 991	9 907	9 442	9 170	8 702	8 305
VE/CA	1,6	1,5	1,4	1,2	1,0	0,9
VE/EBE	35,1	15,7	17,9	8,5	5,8	4,6
VE/REX	116,7	19,0	22,9	9,8	6,4	5,1
PER	44,6	27,6	33,6	17,2	12,1	10,8

Source Euroland Finance – à la date du 20 mai 2005



A titre indicatif, sur la base des comptes sociaux au 31 décembre 2004 et avant prise en compte de l'opération d'augmentation de capital :

	Comptes sociaux au 31 décembre 2004	Données par action, sur la base de 1 218 674 titres
Capitaux Propres	2 993 K€	2,46 €
Résultat d'Exploitation	461 K€	0,38 €
Résultat Net	345 K€	0,28 €
Capacité d'autofinancement	453 K€	0,37 €

#### 2.2.2.4. Evolution de la répartition du capital après opération

Avant exercice de la clause d'extension, y compris offre aux salariés de 6 700 titres

	AVANT OPERATION				APRES OPERATION			
Nom	Nombre d'actions détenues	Pourcentage	Nombre de votes détenus	Pourcentage	Nombre d'actions détenues	Pourcentage	Nombre de votes détenus	Pourcentage
HARVEST Gestion *	1 027 210	84,3 %	1 027 210	84,3 %	807 210	60,5 %	807 210	60,5 %
FCPI Axa Placement Inn.	120 384	9,9 %	120 384	9,9 %	60 192	4,5 %	60 192	4,5 %
Salariés	71 080	5,8 %	71 080	5,8 %	77 780	5,8 %	77 780	5,8 %
Public	-	-	-	-	390 192	29,2 %	390 192	29,2 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 218 674</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 218 674</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 335 374</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 335 374</b>	<b>100,0 %</b>

\* : Société holding regroupant les intérêts de Messieurs Brice PINEAU et Jean Michel DUPIOT, fondateurs de la Société HARVEST.

Après exercice de la clause d'extension, y compris offre aux salariés de 6 700 titres

	AVANT OPERATION				APRES OPERATION			
Nom	Nombre d'actions détenues	Pourcentage	Nombre de votes détenus	Pourcentage	Nombre d'actions détenues	Pourcentage	Nombre de votes détenus	Pourcentage
HARVEST Gestion *	1 027 210	84,3 %	1 027 210	84,3 %	748 682	56,1%	748 682	56,1 %
FCPI Axa Placement Inn.	120 384	9,9 %	120 384	9,9 %	60 192	4,5 %	60 192	4,5 %
Salariés	71 080	5,8 %	71 080	5,8 %	77 780	5,8 %	77 780	5,8 %
Public	-	-	-	-	448 720	33,6 %	448 720	33,6 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 218 674</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 218 674</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 335 374</b>	<b>100,0%</b>	<b>1 335 374</b>	<b>100,0 %</b>

\* : Société holding regroupant les intérêts de Messieurs Brice PINEAU et Jean Michel DUPIOT, fondateurs de la Société HARVEST.

#### 2.2.2.5. Etablissement Introduteur – Centralisation du service financier

Banque Palatine.

#### 2.2.2.6. Produits et charges relatifs à l'opération

Le produit brut de la cession des actions existantes est estimé à environ 3 217 840 euros en considérant que le nombre d'actions cédées est de 338 720 et que la cession est réalisée à un prix égal au point médian de la fourchette indicative de prix (soit 9,50 euros par action).

Le produit brut de l'émission des actions nouvelles est estimé à environ 1 045 000 euros en considérant que le nombre d'actions émises est de 110 000 et que l'émission est réalisée à un prix égal au point médian de la fourchette indicative de prix

(soit 9,50 euros par action). Le produit net de l'émission mis à disposition de la société devrait être de 850 000 euros.

Sur les mêmes bases, la rémunération globale des intermédiaires financiers est estimée à 215 000 euros et le montant des frais juridiques et administratifs est estimé à 25 000 euros. Les frais juridiques et administratifs seront pris en charge par la Société. La rémunération globale des intermédiaires financiers sera répartie entre les Actionnaires Cédants et la Société au prorata des actions cédées et des actions émises dans le cadre du Placement.

A ces montants s'ajoute le montant des souscriptions des titres dont l'émission est réservée aux salariés, soit 50 920 euros, sur la base du prix médian, décoté de 20 %, soit 7,60 euros par titre.

Les frais pris en charge par la Société dans le cadre de cette opération seront imputés en totalité sur la prime d'émission.

### 2.2.2.7. Incidence de l'émission

Un actionnaire de la société détenant actuellement 1 % du capital social, soit 12 187 actions de 1,00 euro de valeur nominale, et ne suivant pas la présente opération, verrait sa part dans le capital final évoluer de la façon suivante, après prise en compte de l'augmentation de capital réservée aux salariés :

	% du capital	Nombre total d'actions
<b>Avant opération</b>	1,00 %	1 218 674
<i>Si prise en compte des plans des BSPCE *</i>	0,99 %	1 234 734
<b>Après opération – souscription de l'intégralité des Actions nouvelles</b>	0,91 %	1 335 374
<i>Après prise en compte des plans de BSPCE *</i>	0,90 %	1 351 434

\* : actuellement, il existe 16 060 options susceptibles d'être exercées.

### Quote-part des capitaux propres consolidés (part du groupe) par action au 31 décembre 2004 :

	Quote-part des capitaux propres par action	Nombre total d'actions
<b>Avant opération</b>	2,46 €	1 218 674
<i>Si prise en compte des plans des BSPCE *</i>	2,52 €	1 234 734
<b>Après opération – souscription de l'intégralité des Actions nouvelles</b>	3,06 €	1 335 374
<i>Après prise en compte des plans de BSPCE *</i>	3,12 €	1 351 434

\* : actuellement, il existe 16 060 options susceptibles d'être exercées.

Il est rappelé que les capitaux propres part du groupe s'élèvent au 31 décembre 2004 à 2 993 K€.

### 2.2.3. Caractéristiques de l'Offre

#### 2.2.3.1. Nombre d'actions offertes dans le cadre du Placement

Les 448 720 actions mises à la disposition du public proviennent d'une augmentation de capital et d'une cession par les Actionnaires Cédants de la société HARVEST, dans l'hypothèse de l'exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension telle qu'exposée ci-après.

Le nombre total maximum et la provenance des actions offertes dans le cadre du placement au public sont les suivantes :

- 280 192 actions existantes de la Société, toutes de même catégorie, nombre susceptible d'être augmenté d'un maximum de 58 528 actions en cas

d'exercice intégral de la Clause d'Extension, portant dans ce cas, le nombre d'actions existantes à 338 720, actions qu'HARVEST Gestion et FCPI Axa Placement Innovation, actionnaires de la société, ont décidé de céder. 220 000 titres devraient être cédés par HARVEST Gestion, ce nombre étant susceptible d'être porté à 278 528 en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension, et 60 192 titres par FCPI Axa Placement Innovation.

- 110 000 actions nouvelles de la Société, toutes de même catégorie, à provenir d'une augmentation de capital, sans clause de surallocation.

Il est entendu que l'opération d'augmentation de capital sera prioritaire par rapport aux cessions de titres.

Le nombre initial d'actions existantes de la Société cédées dans le cadre du Placement et mises à la disposition du marché, soit au total 280 192, pourra être augmenté d'un nombre maximum de 58 528 actions en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension, et sera, dans ce cas, porté à 338 720 actions existantes.

En fonction de l'importance de la demande, les Actionnaires Cédants, en accord avec la Société et Banque Palatine en sa qualité d'Introduit, pourront décider d'augmenter le nombre d'actions initialement offertes dans le cadre du Placement à hauteur de 58 528 actions existantes (la «Clause d'Extension»), soit environ 15 % du nombre d'actions mis initialement à la disposition du public (390 192). Cette décision sera prise au plus tard lors de la fixation du prix des actions dans le cadre de l'Offre Publique et du Placement Global, soit le XX juin 2005.

Les actions offertes représenteront 33,6 % du capital et des droits de vote de la Société, après opération d'augmentation du capital, dans l'hypothèse de l'exercice de l'intégralité de la Clause d'Extension.

#### **2.2.3.2. *Calendrier indicatif***

10 juin 2005	Obtention du visa AMF
13 juin 2005	Publication par Euronext Paris de l'avis d'ouverture de l'opération
15 juin 2005	Début du Placement Global et de l'Offre Publique
22 juin 2005	Clôture de l'Offre Publique
23 juin 2005	Clôture du Placement Global
	Fixation du prix des actions
	Publication par Euronext Paris de l'avis de résultat de l'Offre Publique
	Première cotation des actions de la Société
	Communiqué indiquant le dimensionnement final de l'Offre Publique et du Placement Global ainsi que le prix définitif des actions
24 juin 2005	Publication dans la presse d'un communiqué indiquant le dimensionnement final de l'Offre Publique et du Placement Global ainsi que le prix définitif des actions
28 juin 2005	Règlement/Livraison
29 juin 2005	Début des négociations des actions de la Société sur l'Alternext d'Euronext Paris

#### **2.2.3.3. *Modalités définitives de l'Offre***

Les modalités définitives de l'Offre feront l'objet d'un communiqué de presse et d'un avis diffusé par Euronext Paris.

En cas de modification des modalités initialement arrêtées pour le Placement non prévue par le présent prospectus simplifié, un complément au prospectus sera soumis au visa de l'Autorité des Marchés Financiers. Il est précisé que les ordres émis dans le

cadre de l'Offre Publique et du Placement Global seraient nuls si l'Autorité des Marchés Financiers n'apposait pas son visa sur ce complément.

### **Caractéristiques communes à l'Offre Publique et au Placement Global :**

Le prix des actions acquises ou souscrites dans le cadre du Placement devra être versé comptant par les donneurs d'ordre à la date prévue pour la publication par Euronext Paris de l'avis de résultat du Placement, soit le 23 juin 2005. Ce même jour, un communiqué indiquera le dimensionnement final de l'Offre Publique et du Placement Global ainsi que le prix définitif des actions.

La date prévue pour le règlement aux Actionnaires Cédants et à HARVEST du produit de la cession et du produit de l'émission des actions cédées et des actions émises dans le cadre du Placement est le 28 juin 2005.

L'Offre Publique est principalement destinée aux personnes physiques en France.

Il est précisé qu'aucune démarche n'a été entreprise par la Société en vue de permettre l'offre au public des actions offertes dans le cadre du Placement dans une juridiction étrangère. En particulier, les actions n'ont pas été enregistrées aux Etats-Unis d'Amérique en vertu du Securities Act de 1933. En conséquence, le prospectus ne pourra être utilisé à l'appui d'une quelconque offre ou cession d'actions aux Etats-Unis d'Amérique.

Le Placement Global comportera un placement public en France et un placement privé international en dehors de France.

### **Caractéristiques principales de l'Offre Publique :**

L'Offre Publique débutera le 15 juin 2005 et prendra fin le 22 juin 2005 à 17 heures.

Si la demande exprimée dans le cadre de l'Offre Publique le permet, le nombre définitif d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'Offre Publique sera au moins égal à 10 % du nombre total d'actions offertes dans le cadre du Placement, avant éventuel exercice de la Clause d'Extension. Ainsi, le nombre minimum d'actions offertes dans le cadre de l'Offre Publique est de 39 019, avant éventuel exercice de la Clause d'Extension.

La date de clôture de l'Offre Publique pourra être avancée ou prorogée sous réserve de la publication d'un avis par Euronext Paris et de la publication par la Société d'un communiqué de presse annonçant cette modification, au plus tard la veille de la nouvelle date de clôture ou de la date de clôture initialement prévue, selon le cas. En cas de prorogation de la date de clôture, ce nouvel élément sera porté à la connaissance du public dans au moins deux journaux financiers de diffusion nationale et repris dans un avis publié par Euronext Paris. Dans ce cas, les donneurs d'ordres dans le cadre de l'Offre Publique pourront, s'ils le souhaitent, révoquer avant la nouvelle date de clôture de l'Offre Publique les ordres émis avant la publication de ce communiqué auprès des établissements qui auront reçu ces ordres. De nouveaux ordres irrévocables pourront être émis jusqu'à la nouvelle date de clôture de l'Offre Publique.

Les personnes physiques sont habilitées à émettre des ordres en réponse à l'Offre Publique. Les ordres seront exprimés en nombre d'actions demandées. Ils devront être exprimés sans limitation de prix et seront réputés stipulés au Prix de l'Offre Publique.

Il est précisé qu'un ordre ne peut être dissocié entre plusieurs intermédiaires financiers et devra donc être confié à un seul intermédiaire ; s'agissant d'un compte comportant plusieurs titulaires, il ne peut être émis au maximum que le nombre d'ordres égal au nombre de titulaires de ce compte.

Les ordres émis dans le cadre de l'Offre Publique pourront être servis avec réduction, suivant les modalités indiquées ci-après.

Les ordres émis dans le cadre de l'Offre Publique devront être passés par écrit auprès de tous établissements de crédit ou entreprises d'investissement habilités à la réception et à la transmission d'ordres pour le compte d'investisseurs. Les personnes ne disposant pas en France d'un compte permettant l'acquisition ou la souscription

d'actions de la Société dans le cadre de l'Offre Publique devront à cette fin ouvrir un tel compte chez un prestataire de services d'investissement habilité lors de l'émission de leurs ordres.

Les ordres reçus pendant la période d'ouverture de l'Offre Publique seront irrévocables même en cas de réduction, sous réserve des dispositions applicables en cas de fixation d'une nouvelle fourchette indicative de prix ou en cas de fixation du Prix du Placement Global en dehors de la fourchette indicative de prix.

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre de l'Offre Publique devront être reçus par des prestataires de services d'investissement habilités pendant la période d'ouverture de l'Offre Publique, soit au plus tard le 22 juin 2005 à 17 heures.

Les prestataires de services d'investissement habilités en assureront, conformément aux modalités prévues dans l'avis d'ouverture de l'Offre Publique publié par Euronext Paris, la transmission à Euronext Paris aux fins de centralisation.

Le résultat de l'Offre Publique fera l'objet d'un avis publié par Euronext Paris et d'un communiqué de presse en date du 23 juin 2005 qui préciseront les réductions éventuellement appliquées aux ordres émis. La fraction des ordres inférieure ou égale à 100 actions et la fraction des ordres supérieure à 100 actions pourront chacune faire l'objet d'une réduction proportionnelle, étant précisé que la fraction inférieure des ordres bénéficiera d'un taux de service préférentiel par rapport à la fraction supérieure.

Au cas où l'application des taux de réduction éventuels n'aboutirait pas à l'attribution d'un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur.

#### **Caractéristiques principales du Placement Global :**

Le Placement Global débutera le 15 juin 2005 et prendra fin le 23 juin 2005 à 12 heures.

Si la demande exprimée dans le cadre de l'Offre Publique le permet, le nombre définitif d'actions allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'Offre Publique sera au moins égal à 10 % du nombre total d'actions offertes dans le cadre du Placement, avant éventuel exercice de la Clause d'Extension. Ainsi, le nombre maximum d'actions théoriquement allouées au Placement Global est de 351 173, avant éventuel exercice de la Clause d'Extension.

Le Placement Global pourra être clos par anticipation sans préavis.

En cas de prorogation de la date de clôture du Placement Global, ce nouvel élément sera porté à la connaissance du public dans au moins deux journaux financiers de diffusion nationale et repris dans un avis publié par Euronext Paris

Les entités autres que les personnes physiques sont habilitées à émettre des ordres dans le cadre du Placement Global.

Les ordres seront exprimés en nombre d'actions ou en montant demandés. Ils pourront comprendre des conditions relatives au prix.

Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par Banque Palatine au plus tard le 23 juin 2005 à 12 heures.

Le résultat du Placement Global fera l'objet d'un avis publié par Euronext Paris et d'un communiqué de presse en date du 23 juin 2005.

Le nombre définitif d'actions offertes diffusées dans le cadre de l'Offre Publique d'une part, et du Placement Global d'autre part, arrêté dans le respect de l'article 321-115 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers, est susceptible d'ajustement en fonction de la demande.

En particulier :

- le nombre définitif d'actions offertes diffusées dans le cadre de l'Offre Publique pourra être augmenté par prélèvement sur le Placement Global sans toutefois que le nombre d'actions diffusées dans le cadre de l'Offre Publique ne puisse excéder 20 % du nombre total d'actions offertes diffusées.

- le nombre définitif d'actions offertes diffusées dans le cadre du Placement Global pourra être augmenté par prélèvement sur l'Offre Publique, dans le cas où cette dernière ne serait pas entièrement couverte.

Le nombre définitif d'actions offertes respectivement dans le cadre de l'Offre Publique et du Placement Global fera l'objet d'un avis d'Euronext Paris.

#### **2.2.4. Caractéristiques de l'Offre aux Salariés**

L'assemblée générale des actionnaires de la Société réunie le 9 juin 2005 a par ailleurs autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, et sur ses seules décisions, par émission d'actions à souscrire en numéraire réservée aux salariés de la Société. Le montant nominal maximal des actions qui pourront ainsi être émises ne pourra dépasser le plafond de 6 700 €.

Par ailleurs, en vertu de l'autorisation votée lors de cette assemblée du 9 juin 2005, le Conseil d'Administration a décidé l'émission de 6 700 actions nouvelles réservées aux salariés de la société, et d'accorder une décote de 20 % sur le prix définitif des actions tel qu'il sera fixé par le Conseil d'Administration.

Les modalités détaillées de l'offre réservée aux salariés figurent dans les documents d'information mis à la disposition des bénéficiaires par la Société. L'offre réservée aux salariés permet aux bénéficiaires de souscrire à des actions réservées aux salariés à un prix bénéficiant d'une décote de 20 % par rapport au prix retenu dans le cadre de l'Offre. Ainsi, ce prix devrait être compris dans une fourchette de 7,04 € et 8,16 € par action.

L'offre réservée aux salariés est réalisée sous la condition suspensive de la réalisation de l'opération d'introduction en bourse sur Alternext des actions de la Société.

Les actions nouvelles portent jouissance à compter du 1er janvier 2005 et donneront droit aux dividendes éventuellement payés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2005.

#### **2.2.5. Garantie**

L'émission des actions nouvelles ne fait pas l'objet d'une garantie de bonne fin telle que décrite dans l'article L 225-145 du Code de Commerce. En conséquence, les négociations sur les actions nouvelles, tout comme les négociations sur les actions existantes, interviendront postérieurement à l'émission du certificat du dépositaire, soit dès la réception des fonds par ce dernier (c'est-à-dire à la date de règlement / livraison). Si les trois-quarts (75 %) de l'augmentation de capital d'un montant de 1 045 000 euros n'étaient pas réalisés, prime d'émission incluse, l'opération serait annulée et les ordres seraient caducs.

Il est précisé que l'opération d'introduction sur le marché Alternext d'Euronext Paris ne sera réalisée qu'après constatation par Euronext d'une ouverture effective du capital de la Société pour un montant minimal de 2,5 millions d'euros calculé sur la base du prix définitif des actions offertes dans le cadre de cette opération.

### **2.3. Renseignements complémentaires**

#### **2.3.1. Droits attachés aux actions**

##### **2.3.2.1. Droits et obligations attachés aux actions (article 14 des statuts)**

14.1 - Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social. dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.

Toute action donne droit, en cours de société comme en cas de liquidation, au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement, de

sorte qu'il sera, le cas échéant, fait masse entre toutes les actions indistinctement de toute exonération fiscale comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société.

Les actionnaires ne sont responsables qu'à concurrence du montant nominal de leurs actions.

Le droit de vote attaché à chaque action démembrée ou non est exercé conformément à la Loi.

La possession d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions de l'assemblée générale.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre ; en conséquence, en cas de cession, les dividendes échus et non payés et les dividendes à échoir resteront, sauf clause contraire, attachés aux actions cédées et reviendront au cessionnaire.

Les héritiers ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens de la société, en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration.

Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

14.2 – Toute personne, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir une fraction égale à 5 % du capital social ou des droits de vote ou à tout multiple de 5 % du capital social ou des droits de vote et ce, jusqu'à 50 % du capital social ou des droits de vote inclus, et, au-delà de 50 %, une fraction correspondant aux seuils supérieurs prévus par l'article L 233-7 du Code de commerce, ainsi qu'au seuil de 95 % prévu par les règles du marché Alternext, est tenue, dans les cinq jours de bourse de l'inscription en compte des titres qui lui permettent d'atteindre ou de franchir ces seuils, de déclarer à la société, par lettre recommandée avec accusé de réception, le nombre total des actions et des droits de vote qu'elle possède. Cette déclaration sera effectuée dans les conditions ci-dessus chaque fois que les seuils susvisés seront franchis, à la hausse comme à la baisse.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote dans les conditions prévues par la loi, lorsqu'un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction égale à 5 % au moins du capital ou des droits de vote en font la demande lors de l'assemblée générale.

Cette obligation d'information s'ajoute à l'obligation d'information des franchissements de seuil prévue, le cas échéant, par la loi.

14.3 - Sauf si la loi ou toute autre disposition applicable en dispose autrement, les cessions de blocs de titres conduisant à la détention de la majorité des droits de vote ou du capital par une personne, agissant seule ou de concert, donnent lieu à la mise en œuvre d'une garantie de cours, au sens de la réglementation boursière, pendant au moins dix jours de bourse.

Cette garantie de cours consiste dans l'obligation pour le ou les cessionnaire(s) du ou des bloc(s) visé(s) ci-dessus de se porter acquéreur, au cours auquel la cession du bloc a été ou doit être réalisée, et seulement à ce cours ou à ce prix, de tous les titres présentés à la vente sur le marché sur lequel la société est cotée.

L'offre d'acquisition au titre de la garantie de cours sera ferme et irrévocable et ne pourra être conditionnée à la présentation d'un nombre minimal de titres ou à une quelconque autre condition suspensive.

L'offre d'acquisition desdits titres devra faire l'objet d'un avis publié dans un journal d'annonces légales et dans un quotidien économique et financier de diffusion nationale, en comprenant les principales caractéristiques, conformément aux usages boursiers.

Tous les détenteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital qui souhaitent bénéficier de l'offre devront, si les termes et conditions des valeurs mobilières qu'ils détiennent le permettent, et à compter du jour de publication de l'avis susmentionné dans un journal d'annonces légales et jusqu'au cinquième jour de bourse précédant la fin de l'offre susmentionnée, exercer, souscrire ou convertir l'intégralité des valeurs

mobilières donnant accès au capital de la société qu'ils détiennent alors de manière à devenir titulaires d'actions et être en mesure de participer à l'offre. Dans le cas où ces valeurs mobilières ne seraient pas exerçables, ou convertibles pendant la période d'offre, le ou les cessionnaire(s) du ou des bloc(s) visé(s) ci-dessus devra étendre son offre de telle sorte que ces personnes puissent lui apporter leurs actions, aux mêmes conditions que l'offre initiale, le jour où elles pourront exercer ou convertir les valeurs mobilières qu'elles détiennent.

Celui-ci devra également déférer sans délai à toute demande d'information qui lui serait demandée par la société, en rapport avec les stipulations du présent article.

### **2.3.2.2. *Quorum et vote en assemblée (articles 25 à 33 des statuts)***

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblées Générales Ordinaires, Extraordinaires ou Spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

#### **Convocation et réunions**

Les actionnaires se réunissent chaque année en assemblée générale ordinaire dans les six mois de la clôture de l'exercice. En outre, des Assemblées ordinaires, extraordinaires, ou spéciales peuvent être convoquées à tout moment dans les cas prévus par la loi et les présents statuts. Les assemblées d'actionnaires se tiennent au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration ou par les commissaires aux comptes ou par un mandataire désigné en justice, ou par les liquidateurs, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation en vigueur.

Les convocations proprement dites ont lieu quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée. Le délai est réduit à six jours pour les assemblées réunies en deuxième convocation.

La fixation de l'ordre du jour et la préparation du projet des résolutions à soumettre à l'assemblée générale appartiennent à l'auteur de la convocation.

Cependant, le conseil d'administration doit ajouter à l'ordre du jour les projets de résolutions, présentés par un ou plusieurs actionnaires remplissant les conditions prévues par les textes en vigueur et agissant en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires.

#### **Assistance et représentation aux Assemblées**

Les titulaires d'actions nominatives ou au porteur identifiable, depuis cinq jours au moins avant l'assemblée, peuvent assister ou se faire représenter à cette assemblée. Il devront justifier de leur identité et de la propriété des actions au moyen :

- soit d'une inscription nominative à leur nom,
- soit d'un certificat de l'intermédiaire habilité teneur du compte constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Un actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par un autre actionnaire ou son conjoint. La procuration est signée par le mandant qui indique ses nom, prénom et domicile.

Le mandataire n'a pas la faculté de se substituer à une autre personne. Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Les personnes morales participent aux assemblées par leurs représentants légaux ou par toute personne dûment et régulièrement habilitée par ces derniers ; les mineurs ou incapables majeurs sont représentés par leur administrateur légal ou leur tuteur, le tout sans qu'il soit nécessaire que le représentant légal de la société, son délégué, ou le tuteur, l'administrateur soit personnellement actionnaire de la présente société.



Le pouvoir n'est valable que pour une seule assemblée ; il peut, cependant être donné pour l'assemblée générale ordinaire et l'assemblée générale extraordinaire tenues le même jour, ou dans un délai de sept jours. Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Le vote par correspondance s'exerce selon les conditions et modalités fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. A cet effet, il est précisé que :

- Les formulaires de vote par correspondance ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.
- Lorsque l'assemblée est appelée à voter sur une question soulevée en séance, les actions des actionnaires ayant voté par correspondance ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et ne participent pas au vote. Toutefois, lorsque la proposition soumise au vote a pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante en tout ou partie une résolution inscrite à l'ordre du jour, les actions des actionnaires ayant voté par correspondance sont prises en compte pour le calcul du quorum, mais elles sont considérées comme votant contre la proposition quel que soit le sens du vote émis sur la résolution.
- Le formulaire de vote par correspondance adressé à la société pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

### **Documentation**

Les actionnaires exercent leurs droits d'information, de communication et de copie dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

A cet effet, tous les documents donnant lieu à communication ou copie seront mis à la disposition des actionnaires au siège social, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

### **Bureau et feuille de présence**

#### **BUREAU**

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou en son absence par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

Toutefois, si l'assemblée est convoquée par les commissaires aux comptes, elle est présidée par l'un d'eux. En cas de liquidation, l'assemblée est présidée par le liquidateur ou l'un d'eux s'ils sont plusieurs.

En cas d'absence ou de défaillance de la personne habilitée à présider l'assemblée, celle-ci élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres présents et acceptants de l'assemblée qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires

#### **FEUILLE DE PRESENCE**

Il est tenu pour chaque assemblée une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

La feuille de présence doit être émargée par les actionnaires présents et les mandataires. Elle doit être certifiée exacte par le bureau de l'assemblée. Le bureau annexe à la feuille de présence les procurations et les formulaires de vote par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les pouvoirs et les formulaires de vote par correspondance devront être communiqués en même temps et dans les mêmes conditions que la feuille de présence.

## PROCES-VERBAUX

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau ; ces procès-verbaux doivent être inscrits sur un registre tenu conformément aux dispositions réglementaires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés soit par le président du conseil d'administration ou par un administrateur exerçant les fonctions de directeur général, soit par le secrétaire de l'assemblée.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, les copies ou extraits sont certifiés par le ou l'un des liquidateurs.

### **Quorum et vote en assemblées**

Sous réserve des dispositions légales ou statutaires pouvant le restreindre, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent, chaque action donnant droit ainsi à une voix.

Toutefois, un droit de vote double est accordé aux titulaires d'actions nominatives entièrement libérées lorsque ces actions sont inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire. Il est également conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles ce dernier bénéficiait déjà de ce droit.

Le droit de vote double cesse de plein droit pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert de propriété, sous réserve des exceptions légales ou réglementaires.

L'assemblée générale régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Dans toutes les assemblées, ordinaires ou extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et dans les assemblées spéciales sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite de celles qui sont privées du droit de vote en vertu des dispositions législatives ou réglementaires.

Les actions des actionnaires ayant voté par correspondance seront prises en compte pour le quorum dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

### **2.3.3. Régime fiscal des actions**

En l'état actuel de la législation, le régime fiscal applicable est le suivant.

L'attention des investisseurs est également appelée sur le fait que la Loi de Finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003) a réformé le régime fiscal des distributions de dividendes, et qu'en particulier, elle a définitivement supprimé, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, l'avoir fiscal attaché aux dividendes ainsi que le précompte.

Les investisseurs sont donc invités à se rapprocher de leur conseiller fiscal afin d'étudier avec lui les conséquences de leur investissement au regard de leur situation particulière.

#### 1) Résidents fiscaux français

##### **a. Personnes physiques détenant leur titre dans le cadre de leur patrimoine privé et n'effectuant pas d'opérations de bourse à titre habituel**

###### *(i) Dividendes*

Aux termes de la loi de finances pour 2004, les dividendes distribués, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, à un actionnaire personne physique bénéficieront d'un abattement égal à 50 % du montant des dividendes perçus.

Le montant ainsi déterminé, diminué d'un abattement global et annuel de 2 440 euros pour les contribuables mariés soumis à une imposition commune, ainsi que pour les partenaires faisant l'objet d'une imposition commune à compter de l'imposition de revenus de l'année du troisième anniversaire de l'enregistrement d'un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du Code civil, et de 1 220 euros pour les personnes célibataires, veuves, divorcées ou mariées et soumises à une imposition séparée, sera soumis au barème progressif de l'impôt sur le revenu.

Les actionnaires personnes physiques résidant en France bénéficieront en outre d'un crédit d'impôt égal à 50 % du dividende effectivement perçu. Ce crédit d'impôt, retenu dans les limites globales et annuelles de 230 euros pour les contribuables mariés soumis à une imposition commune, ainsi que pour les partenaires faisant l'objet d'une imposition commune à compter de l'imposition de revenus de l'année du troisième anniversaire de l'enregistrement d'un pacte civil de solidarité défini à l'article 515-1 du Code civil, et de 115 euros pour les personnes célibataires, veuves, divorcées ou mariées soumises à une imposition séparée, sera imputable sur l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année au cours de laquelle les dividendes seront perçus. L'excédent de crédit d'impôt non imputé sur l'impôt sur le revenu sera restitué.

En outre, les dividendes, avant tout abattement, sont soumis :

- à la contribution sociale généralisée au taux de 8,2 % dont 5,1 % sont déductibles de la base de l'impôt sur le revenu de l'année suivante ;
- au prélèvement social de 2 % ;
- à la contribution pour le remboursement de la dette sociale de 0,5 % ;
- à une contribution additionnelle au prélèvement social, de 0,3 %.

#### *(ii) Plus-values*

Si le montant annuel des cessions de valeurs mobilières et droits sociaux réalisés au cours de l'année civile excède, au niveau du foyer fiscal, le seuil actuellement fixé à 15 000 euros, les plus-values de cessions sur ces titres sont imposables, dès le premier euro, au taux effectif de 27 % :

- 16 % au titre de l'impôt sur le revenu ;
- 8,2 % au titre de la contribution sociale généralisée ;
- 0,5 % au titre de la contribution pour le remboursement de la dette sociale ;
- 2 % au titre du prélèvement social ;
- à une contribution additionnelle au prélèvement social, de 0,3 %.

En cas de moins-values, celles-ci peuvent être imputées sur les gains de même nature réalisés au cours de l'année de la cession ou des dix années suivantes, à condition que le seuil de cession de 15 000 euros visé ci-dessus soit dépassé l'année de réalisation des dites moins-values.

#### *(iii) Impôt de solidarité sur la fortune*

Les actions détenues par les personnes physiques dans le cadre de leur patrimoine privé seront comprises dans leur patrimoine imposable, le cas échéant, à l'impôt de solidarité sur la fortune.

#### *(iv) Droits de succession et de donation*

Les actions acquises par voie de succession ou de donation seront soumises aux droits de succession ou de donation en France.

### **b. Personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés (régime de droit commun)**

#### *(i) Dividendes*

Les dividendes perçus seront compris dans le résultat imposable à l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun, soit actuellement au taux de 33,1/3 %, augmenté d'une contribution additionnelle égale à 1,5 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005

de l'impôt sur les sociétés et le cas échéant d'une contribution sociale égale à 3,3 % du montant de l'impôt sur les sociétés excédant 763 000 euros par période de douze mois.

Cependant, pour les entreprises dont le chiffre d'affaires hors taxes est inférieur à 7 630 000 euros et dont le capital social, entièrement libéré, est détenu de manière continue pendant la durée de l'exercice considéré, pour au moins 75 %, par des personnes physiques ou par des sociétés satisfaisant elles-mêmes à l'ensemble de ces conditions, le taux de l'impôt sur les sociétés est fixé à 15 %, dans la limite de 38 120 euros du bénéfice imposable par période de douze mois. Ces entreprises sont, en outre, exonérées de la contribution sociale de 3,3 % mentionnée ci-dessus.

Sous certaines conditions, les dividendes encaissés par les personnes morales détenant au moins 5 % du capital de la société distributrice sont susceptibles, sur option, d'être exonérés (sous réserve de la prise en compte dans le résultat de la société bénéficiaire d'une quote-part de frais et charges égale à 5 % du montant des dividendes, majorés des crédits d'impôt y attachés, limitée au montant total des frais et charges de toute nature exposés par la société au cours de la période d'imposition) en application des dispositions du régime des sociétés mères et filiales prévu aux articles 145 et 216 du CGI.

#### *(ii) Plus-values*

Les plus-values de cession de titres en portefeuille sont soumises à l'impôt sur les sociétés au taux normal de 33,1/3 % (ou, le cas échéant, au taux de 15 % dans la limite de 38 120 euros par période de douze mois pour les entreprises qui remplissent les conditions décrites ci-dessus), augmenté de la contribution additionnelle de 3 % et, le cas échéant, de la contribution sociale de 3,3 % mentionnée ci-dessus.

Toutefois, les plus-values issues de la cession de titres de participation détenus depuis plus de deux ans au moment de la cession sont imposables à l'impôt sur les sociétés au taux réduit de 15 %, majoré de la contribution additionnelle au taux de 1,5 % à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005 et, le cas échéant, de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,3 % précitées.

Sont notamment présumés constituer des titres de participation, les parts ou actions de sociétés revêtant ce caractère sur le plan comptable, et sous certaines conditions, les actions acquises en exécution d'une offre publique d'achat ou d'échange, les titres ouvrant droit au régime fiscal des sociétés mères et filiales, ainsi que les titres dont le prix de revient est au moins égal à 22 800 000 euros qui remplissent les conditions pour bénéficier du régime fiscal des sociétés mères et filiales (à l'exception du seuil de 5 %).

Les moins-values à long terme de cession peuvent être imputées sur les plus-values de même nature de l'exercice ou des dix exercices suivants.

### 1) Non-résidents

#### *(i) Dividendes*

Les dividendes distribués par des sociétés dont le siège social est situé en France font en principe l'objet d'une retenue à la source de 25 % lorsque le domicile fiscal ou le siège du bénéficiaire effectif est situé hors de France.

Sous certaines conditions, cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée, en application des dispositions des conventions fiscales internationales qui le prévoient ou de l'article 119-ter du Code général des impôts.

Par exception, les dividendes de source française versés à des personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal ou leur siège en France et ouvrant droit au transfert de l'avoir fiscal en vertu d'une convention en vue d'éviter les doubles impositions, ne supportent, lors de leur mise en paiement, que la retenue à la source au taux réduit prévu par la convention, à condition, notamment, que les personnes concernées justifient, avant la date de mise en paiement des dividendes, qu'elles ne sont pas résidentes en France au sens de cette convention (Bulletin Officiel des Impôts 4-J-1-94 instruction du 13 mai 1994). L'avoir fiscal est, le cas échéant, remboursé sous déduction de la retenue à la source applicable au taux prévu par la convention.

### *(ii) Plus-values*

Sous réserve des dispositions plus favorables des conventions fiscales applicables, les plus-values réalisées à l'occasion de la cession de leurs actions par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France au sens de l'article 4-B du Code Général des Impôts ou dont le siège social est situé hors de France et, dont la propriété des actions n'est pas rattachée à un établissement stable ou une base fixe en France, ne sont pas imposables en France dans la mesure où le cédant, directement ou indirectement, seul ou avec des membres de sa famille, n'a pas détenu plus de 25 % des droits dans les bénéfices sociaux de la société à un moment quelconque au cours des cinq années qui précèdent la cession.

### *(iii) Impôt de solidarité sur la fortune*

En principe, l'impôt de solidarité sur la fortune ne s'applique pas, à raison de la participation qu'elles détiennent dans la Société, aux personnes physiques domiciliées hors de France, au sens de l'article 4-B du Code Général des Impôts, qui possèdent, directement ou indirectement, moins de 10 % du capital de la Société, pour autant toutefois que leur participation ne leur permette pas d'exercer une influence sur la société.

### *(iv) Droits de succession et de donation*

La France soumet aux droits de succession ou de donation les titres des sociétés françaises acquis par voie de succession ou de donation par un non-résident de France. La France a conclu avec un certain nombre de pays des conventions destinées à éviter les doubles impositions en matière de succession et de donation, aux termes desquelles les résidents des pays ayant conclu de telles conventions peuvent, sous réserve de remplir certaines conditions, être exonérés de droits de succession et de donation en France ou obtenir un crédit d'impôt dans leur pays de résidence.

Il est recommandé aux investisseurs intéressés de consulter dès à présent leurs conseils en ce qui concerne leur assujettissement aux droits de succession et de donation à raison de leur participation dans la Société, et les conditions dans lesquelles ils pourraient obtenir une exonération des droits de succession ou de donation en France en vertu d'une des conventions fiscales ainsi conclues avec la France.

## **2.4. Places de cotation**

A la date du présent prospectus, les actions HARVEST ne sont admises aux négociations sur aucun marché réglementé. L'admission de ces actions est demandée sur l'Alternext d'Euronext Paris. Aucune autre demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé n'a été formulée par la Société.

## **2.5. Tribunaux compétents**

Les tribunaux compétents en cas de litige sont ceux du siège social lorsque la société est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Nouveau Code de Procédure Civile.

### **3. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA SOCIETE ET SON CAPITAL**

*Certaines dispositions des statuts de la Société ont été modifiés par l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires en date du 9 juin 2005, sous la condition suspensive de l'admission aux négociations des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris ou sur tout autre marché réglementé ou non.*

#### **3.1. Renseignements de caractère général concernant la Société**

##### **3.1.1. Dénomination Sociale (article 3 des statuts)**

Dénomination sociale : HARVEST

##### **3.1.2. Siège Social (article 4 des statuts)**

Siège social : 3, rue La Boétie  
75 008 Paris

##### **3.1.3. Date de constitution**

HARVEST a été constitué le 4 septembre 1989 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 352 042 345.

##### **3.1.4. Durée de vie (article 5 des statuts)**

La durée de vie de la Société est fixée à 99 ans à compter de son immatriculation au registre de commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution ou de prorogation prévus aux statuts de la Société.

##### **3.1.5. Forme juridique (articles 1 et 6 des statuts)**

Il est formé entre les propriétaires des actions ci-après créées et de toutes celles qui pourraient l'être ultérieurement une société anonyme régie par le Code de commerce et toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

###### Rappel de la formation du capital :

Il a été apporté à la Société lors de la constitution la somme de 260 000 Frs. Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 décembre 1990, il a été apporté une somme complémentaire de 1 134 000 Frs.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 15 mai 1995, le capital social a été successivement réduit à zéro franc, puis porté à la somme de 533 000 Frs par apport en numéraire d'une somme de 533 000 Frs.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Mixte en date du 10 juin 1996, le capital social a été porté à la somme de 1 394 000 Frs par incorporation du « report à nouveau » pour un montant de 861 000 Frs.

Lors de l'augmentation de capital, décidée par Assemblée Générale Extraordinaire en date du 22 septembre 1999, le capital social a été porté à la somme de 1 549 040 Frs par souscription en numéraire de 155 040 Frs.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 octobre 1999, le capital social a été réduit d'une somme de 1 321 240 Frs par

réduction de la valeur nominale de chaque action de 340 Frs à 50 Frs, puis augmenté d'une somme de 6 606 200 Frs pour le porter de 227 800 Frs à 6 834 000 Frs, par création de 132 124 actions nouvelles de 50 Frs de nominal. La somme de 6 606 200 Frs a été prélevée sur le poste « Prime d'émission » à hauteur de 5 394 960 Frs et sur le poste « Autres Réserves » à hauteur de 1 211 240 Frs.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 2 mars 2000, il a été décidé une augmentation de capital de 338 496,30 Frs par voie d'incorporation du poste « Autres Réserves », pour porter ce dernier de 6 834 000 Frs à 7 172 496,30 Frs, et élévation corrélative du montant nominal de chacune des 136 680 actions de 50 Frs à 52,48 Frs. Il a été décidé que le capital serait désormais exprimé en euro, et serait fixé à 1 093 440 euros.

Lors de la même Assemblée et suite à cette conversion, il a été décidé de procéder à la diminution de la valeur nominale de l'action de 8 à 1 euro, et à l'augmentation corrélative du nombre d'actions de 136 680 à 1 093 440 actions, par création et attribution gratuite de 956 760 actions nouvelles d'un euro chacune.

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale Mixte ordinaire annuelle et extraordinaire en date du 15 juin 2001, il a été décidé une augmentation de capital de 717 249,62 francs par voie d'incorporation du poste « bénéfice en attente d'incorporation au capital » pour 600 000 francs et du poste « autres réserves » pour 117 249,62 francs, pour porter le montant du capital de 1 093 440 euros à 1 202 784 euros, et création de 109 344 actions nouvelles de 1 euro chacune.

Aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration du 22 avril 2002, sur autorisation d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 mars 2000, il a été constaté une augmentation de capital de 2 525 euros, par création de 2 525 actions nouvelles de 1 euro de nominal chacune, avec prime d'émission globale de 17 018,50 euros

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 9 février 2004, il a été constaté une augmentation de capital de 5 835 euros par création de 5 835 actions nouvelles de un euro de nominal chacune, avec prime d'émission globale de 39 327,90 euros.

Aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration du 9 mars 2005, sur autorisation des l'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 décembre 2000 et du 12 mai 2003, il a été constaté une augmentation de capital de 7 530 euros, par création de 7 530 actions nouvelles de 1 euro de nominal chacune, avec une prime d'émission globale de 50 752,20 euros.

### **3.1.6. Exercice Social (article 34 des statuts)**

L'exercice social a une durée de douze mois. Il commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

### **3.1.7. Objet Social (article 2 des statuts)**

La Société a pour objet :

Conception, achat, fabrication, vente, diffusion de tous logiciels, progiciels, matériels informatiques, de traitement ou d'exploitation de données, de tous matériels et outils informatiques, programmes de formation ; Conseil en marketing ; Achat et vente de licences ; Conception, achat et vente de produits bancaires avec production et édition de ces éléments ; Création et diffusion de tous objets publicitaires.

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes.

### **3.1.8.        *Registre du Commerce et des Sociétés***

La Société est enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le n° B 352 042 345.

### **3.1.9.        *Code d'activité NAF***

Le code d'activité NAF de la Société est : 722 A

### **3.1.10.      *Affectation et répartition des bénéfices (articles 35 et 36 des statuts)***

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et une annexe. Il établit en outre un rapport de gestion écrit. Eventuellement, il établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, y compris tous amortissements et provisions, constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est fait un prélèvement d'un vingtième au moins, affecté à la formation d'un fonds de réserve dit « réserve légale ». Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la « réserve légale » est descendue au dessous de cette fraction.

L'Assemblée décide souverainement de l'affectation du solde du bénéfice augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires antérieurs ; elle détermine notamment la part attribuée aux actionnaires sous forme de dividende.

L'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les pertes reportées par décision de l'Assemblée Générale sont inscrites à un compte spécial figurant au passif du bilan pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction, ou apurées par prélèvement sur les réserves.

### **3.1.11.      *Mise en paiement des dividendes (article 37 des statuts)***

Les dividendes des actions sont payés aux époques et lieux fixés par l'Assemblée, ou par le Conseil d'Administration dans un délai maximal de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice. La prolongation de ce délai peut être accordée par décision de justice. Aucun acompte sur dividende ne peut être versé si les conditions prévues par la loi ne sont au préalable remplies.

### **3.1.12.      *Assemblées générales (articles 25 à 33 des statuts)***

Les décisions collectives des actionnaires sont prises en Assemblées Générales Ordinaires, Extraordinaires ou Spéciales selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

#### **Convocation et réunions**

Les actionnaires se réunissent chaque année en assemblée générale ordinaire dans les six mois de la clôture de l'exercice. En outre, des Assemblées ordinaires,



extraordinaires, ou spéciales peuvent être convoquées à tout moment dans les cas prévus par la loi et les présents statuts. Les assemblées d'actionnaires se tiennent au siège social ou en tout autre lieu précisé dans l'avis de convocation.

Les assemblées générales sont convoquées par le conseil d'administration ou par les commissaires aux comptes ou par un mandataire désigné en justice, ou par les liquidateurs, dans les conditions fixées par la loi et la réglementation en vigueur.

Les convocations proprement dites ont lieu quinze jours au moins avant la date prévue pour la réunion de l'assemblée. Le délai est réduit à six jours pour les assemblées réunies en deuxième convocation.

La fixation de l'ordre du jour et la préparation du projet des résolutions à soumettre à l'assemblée générale appartiennent à l'auteur de la convocation.

Cependant, le conseil d'administration doit ajouter à l'ordre du jour les projets de résolutions, présentés par un ou plusieurs actionnaires remplissant les conditions prévues par les textes en vigueur et agissant en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires.

### **Assistance et représentation aux Assemblées**

Les titulaires d'actions nominatives ou au porteur identifiable, depuis cinq jours au moins avant l'assemblée, peuvent assister ou se faire représenter à cette assemblée. Il devront justifier de leur identité et de la propriété des actions au moyen :

- soit d'une inscription nominative à leur nom,
- soit d'un certificat de l'intermédiaire habilité teneur du compte constatant l'indisponibilité des actions inscrites en compte jusqu'à la date de l'assemblée.

Un actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée par un autre actionnaire ou son conjoint. La procuration est signée par le mandant qui indique ses nom, prénom et domicile.

Le mandataire n'a pas la faculté de se substituer à une autre personne. Pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le président de l'assemblée générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolution présentés ou agréés par le conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolution.

Les personnes morales participent aux assemblées par leurs représentants légaux ou par toute personne dûment et régulièrement habilitée par ces derniers ; les mineurs ou incapables majeurs sont représentés par leur administrateur légal ou leur tuteur, le tout sans qu'il soit nécessaire que le représentant légal de la société, son délégué, ou le tuteur, l'administrateur soit personnellement actionnaire de la présente société.

Le pouvoir n'est valable que pour une seule assemblée ; il peut, cependant être donné pour l'assemblée générale ordinaire et l'assemblée générale extraordinaire tenues le même jour, ou dans un délai de sept jours. Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Le vote par correspondance s'exerce selon les conditions et modalités fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. A cet effet, il est précisé que :

- Les formulaires de vote par correspondance ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.
- Lorsque l'assemblée est appelée à voter sur une question soulevée en séance, les actions des actionnaires ayant voté par correspondance ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et ne participent pas au vote. Toutefois, lorsque la proposition soumise au vote a pour objet ou pour effet d'amender ou de rendre inopérante en tout ou partie une résolution inscrite à l'ordre du jour, les actions des actionnaires ayant voté par correspondance sont prises en compte pour le calcul du quorum, mais elles sont considérées comme votant contre la proposition quelque soit le sens du vote émis sur la résolution.
- Le formulaire de vote par correspondance adressé à la société pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

## **Documentation**

Les actionnaires exercent leurs droits d'information, de communication et de copie dans les conditions prévues par la législation et la réglementation en vigueur.

A cet effet, tous les documents donnant lieu à communication ou copie seront mis à la disposition des actionnaires au siège social, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

## **Bureau et feuille de présence**

### **BUREAU**

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration ou en son absence par un administrateur spécialement délégué à cet effet par le conseil.

Toutefois, si l'assemblée est convoquée par les commissaires aux comptes, elle est présidée par l'un d'eux. En cas de liquidation, l'assemblée est présidée par le liquidateur ou l'un d'eux s'ils sont plusieurs.

En cas d'absence ou de défaillance de la personne habilitée à présider l'assemblée, celle-ci élit elle-même son président.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux membres présents et acceptants de l'assemblée qui disposent du plus grand nombre de voix.

Le bureau désigne un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires

### **FEUILLE DE PRESENCE**

Il est tenu pour chaque assemblée une feuille de présence dans les conditions prévues par la loi.

La feuille de présence doit être émargée par les actionnaires présents et les mandataires. Elle doit être certifiée exacte par le bureau de l'assemblée. Le bureau annexe à la feuille de présence les procurations et les formulaires de vote par correspondance dans les conditions prévues par les textes en vigueur. Les pouvoirs et les formulaires de vote par correspondance devront être communiqués en même temps et dans les mêmes conditions que la feuille de présence.

### **PROCES-VERBAUX**

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux signés par les membres du bureau ; ces procès-verbaux doivent être inscrits sur un registre tenu conformément aux dispositions réglementaires.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs, sont certifiés soit par le président du conseil d'administration ou par un administrateur exerçant les fonctions de directeur général, soit par le secrétaire de l'assemblée.

Après la dissolution de la société et pendant la liquidation, les copies ou extraits sont certifiés par le ou l'un des liquidateurs.

### **3.1.13. Droits de vote double (article 29 des statuts)**

Sous réserve des dispositions légales ou statutaires pouvant le restreindre, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent, chaque action donnant droit ainsi à une voix.

Toutefois, un droit de vote double est accordé aux titulaires d'actions nominatives entièrement libérées lorsque ces actions sont inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire. Il est également conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles ce dernier bénéficiait déjà de ce droit.

Le droit de vote double cesse de plein droit pour toute action ayant fait l'objet d'une conversion au porteur ou d'un transfert de propriété, sous réserve des exceptions légales ou réglementaires.

L'assemblée générale régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Dans toutes les assemblées, ordinaires ou extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et dans les assemblées spéciales sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, déduction faite de celles qui sont privées du droit de vote en vertu des dispositions législatives ou réglementaires.

Les actions des actionnaires ayant voté par correspondance seront prises en compte pour le quorum dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

### **3.1.14.      *Dissolution - Liquidation (articles 39 et 40 des statuts)***

A toute époque et en toutes circonstances, l'assemblée générale extraordinaire peut, sur la proposition du conseil d'administration, prononcer la dissolution anticipée de la société.

Un an, au moins, avant la date d'expiration de la durée de la société, le conseil d'administration convoque l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires à l'effet de décider si la société doit être prorogée ou non.

La dissolution pourra également intervenir par décision judiciaire dans les cas prévus par la loi.

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale ordinaire, sur la proposition du conseil d'administration, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, dont elle détermine les pouvoirs.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs des administrateurs et de tous mandataires, ainsi que des commissaires aux comptes.

Durant la liquidation, l'assemblée générale conserve les mêmes attributions que pendant le cours de la société ; elle confère, s'il y a lieu, tous pouvoirs spéciaux aux liquidateurs, elle approuve les comptes de liquidation et donne décharge aux liquidateurs.

Les liquidateurs ont mission de réaliser, même à l'amiable, tout l'actif mobilier et immobilier de la société et d'éteindre le passif. Sauf les restrictions que l'assemblée générale peut y apporter, ils ont à cet effet en vertu de leur seule qualité, les pouvoirs les plus étendus d'après les lois et usages du commerce, y compris ceux de traiter, transiger, compromettre, conférer toutes garanties même hypothécaires, s'il y a lieu, consentir tous désistements et mainlevées avec ou sans paiement.

Une assemblée extraordinaire est nécessaire pour consentir une cession globale de l'actif, un apport de l'actif à une autre société, procéder à toutes opérations de fusion, ou scission, apporter aux statuts toutes modifications correspondant aux besoins de la liquidation.

En cas de décès, démission ou empêchement du ou des liquidateurs, l'assemblée convoquée par l'actionnaire le plus diligent pourvoit à leur remplacement.

Le produit de la liquidation est employé d'abord à éteindre le passif. Après ce paiement et le règlement des frais de liquidation, l'excédent sera réparti à titre de remboursement de capital en premier lieu et de distribution de boni de liquidation ensuite. Au cas de partage en nature des biens sociaux, l'assemblée pourra décider à l'unanimité de l'attribution de biens à certains associés.

### **3.1.15.      *Forme - Identification des porteurs de titres (article 12 des statuts)***

Les actions sont, au choix de l'actionnaire, nominatives ou au porteur.

Jusqu'à leur entière libération, les actions sont obligatoirement nominatives et sont inscrites au nom de leur titulaire à un compte tenu par la société.

Conformément aux dispositions des articles L 228-1 du Code de Commerce et L 211-4 du Code Monétaire et Financier relatifs au régime des valeurs mobilières, le droit des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :

- chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
- chez la société et s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire financier habilité de leur choix pour les titres nominatifs.

La Société est en droit de demander, à tout moment, conformément aux articles 228-2 et 228-3 du Code de Commerce, contre rémunération à sa charge, à l'organisme chargé de la compensation des titres, le nom, ou s'il s'agit d'une personne morale, la dénomination, la nationalité et l'adresse des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenue par chacun d'eux et, le cas échéant, les restrictions dont les titres peuvent être frappés. Ces renseignements doivent lui être communiqués dans les délais fixés par décret. Elle peut, par ailleurs, demander aux personnes inscrites sur la liste fournie par l'organisme, les informations concernant les propriétaires des titres, et ce, conformément aux articles 228-2 et suivants du Code de Commerce.

### **3.1.16. Franchissement de seuil (article 14 des statuts)**

Toute personne, agissant seule ou de concert, qui vient à détenir une fraction égale à 5 % du capital social ou des droits de vote ou à tout multiple de 5 % du capital social ou des droits de vote et ce, jusqu'à 50 % du capital social ou des droits de vote inclus, et, au-delà de 50 %, une fraction correspondant aux seuils supérieurs prévus par l'article L 233-7 du Code de commerce, ainsi qu'au seuil de 95 % prévu par les règles du marché Alternext, est tenue, dans les cinq jours de bourse de l'inscription en compte des titres qui lui permettent d'atteindre ou de franchir ces seuils, de déclarer à la société, par lettre recommandée avec accusé de réception, le nombre total des actions et des droits de vote qu'elle possède. Cette déclaration sera effectuée dans les conditions ci-dessus chaque fois que les seuils susvisés seront franchis, à la hausse comme à la baisse.

A défaut d'avoir été déclarées dans les conditions ci-dessus, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée sont privées de droit de vote dans les conditions prévues par la loi, lorsqu'un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction égale à 5 % au moins du capital ou des droits de vote en font la demande lors de l'assemblée générale.

Cette obligation d'information s'ajoute à l'obligation d'information des franchissements de seuil prévue, le cas échéant, par la loi.

### **3.1.17. Garantie de cours (Article 14 des statuts)**

Sauf si la loi ou toute autre disposition applicable en dispose autrement, les cessions de blocs de titres conduisant à la détention de la majorité des droits de vote ou du capital par une personne, agissant seule ou de concert, donnent lieu à la mise en œuvre d'une garantie de cours, au sens de la réglementation boursière, pendant au moins dix jours de bourse.

Cette garantie de cours consiste dans l'obligation pour le ou les cessionnaire(s) du ou des bloc(s) visés ci-dessus de se porter acquéreur, au cours auquel la cession du bloc a été ou doit être réalisée, et seulement à ce cours, de tous les titres présentés à la vente sur le marché sur lequel la société est cotée.

L'offre d'acquisition au titre de la garantie de cours sera ferme et irrévocable et ne pourra être conditionnée à la présentation d'un nombre minimal de titres ou à une quelconque autre condition suspensive.

L'offre d'acquisition desdits titres devra faire l'objet d'un avis publié dans un journal d'annonces légales et dans un quotidien économique et financier de diffusion nationale, en comprenant les principales caractéristiques, conformément aux usages boursiers.

Tous les détenteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital qui souhaitent bénéficier de l'offre devront, si les termes et conditions des valeurs mobilières qu'ils détiennent le permettent, et à compter du jour de publication de l'avis susmentionné dans un journal d'annonces légales et jusqu'au cinquième jour de bourse précédant la fin de l'offre susmentionnée, exercer, souscrire ou convertir l'intégralité des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société qu'ils détiennent alors de manière à devenir titulaires d'actions et être en mesure de participer à l'offre. Dans le cas où ces valeurs mobilières ne seraient pas exerçables, ou convertibles pendant la période d'offre, le ou les cessionnaire(s) du ou des bloc(s) visé(s) ci-dessus devra étendre son offre de telle sorte que ces personnes puissent lui apporter leurs actions, aux mêmes conditions que l'offre initiale, le jour où elles pourront exercer ou convertir les valeurs mobilières qu'elles détiennent.

Celui-ci devra également déférer sans délai à toute demande d'information qui lui serait demandée par la société, en rapport avec les stipulations du présent article.

### **3.1.18. Consultation des documents sociaux**

L'ensemble des documents juridiques relatifs à la Société, devant être mis à la disposition des actionnaires conformément à la réglementation applicable, peuvent être consultés au siège social de la Société.

## **3.2. Renseignements de caractère général concernant le capital social**

### **3.2.1. Montant du capital social (article 7 des statuts)**

Le capital social est fixé à la somme de 1 218 674 euros, divisé en 1 218 674 actions de 1 euro de valeur nominale chacune, entièrement libérées.

### **3.2.2. Modification du capital et des droits attachés aux actions**

Toute modification du capital social ou des droits attachés aux actions qui le composent est soumise aux prescriptions légales, les statuts de la Société ne prévoyant pas de dispositions spécifiques.

### **3.2.3. Acquisition par la Société de ses propres actions**

Non applicable.

### **3.2.4. Capital autorisé non émis**

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires du 9 juin 2005 a, sous la condition suspensive de l'admission des actions HARVEST aux négociations sur l'Alternext d'Euronext Paris ou de tout autre marché réglementé ou non, délégué au Conseil d'Administration sa compétence à l'effet de décider l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, d'actions et de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de la Société, pour un montant nominal maximum de 500 000 €.

Cette délégation de compétence a notamment été donnée dans le but de permettre l'admission des actions de la Société sur le marché Alternext d'Euronext Paris. Elle a été donnée pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de l'Assemblée Générale Mixte.

De même, cette même Assemblée Générale Mixte des actionnaires a, sous la condition suspensive de l'admission des actions HARVEST aux négociations sur l'Alternext d'Euronext Paris ou de tout autre marché réglementé ou non, délégué au Conseil d'Administration sa compétence à l'effet de décider l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, en une ou plusieurs fois, tant en France qu'à l'étranger, d'actions et de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme à des actions de la Société, pour un montant nominal maximum de 500 000 €.

Le conseil d'administration n'a pas fait usage de ces autorisations préalablement aux opérations faisant l'objet de ce prospectus.

### 3.2.5. **Capital potentiel**

Faisant usage des autorisations que lui ont accordées les Assemblées Générales Extraordinaires des 2 mars 2000 et 12 mai 2003, les Conseils d'Administrations du 4 décembre 2000 et 29 octobre 2003, ont attribué à différents cadres et salariés de la Société HARVEST des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises (BSPCE) de la manière suivante :

Assemblée Générale	Nombre de BSPCE pouvant être attribués selon l'autorisation de l'Assemblée Générale	Conseil d'Administration	Nombre de BSPCE attribués par le Conseil d'Administration	Nombre de BSPCE déjà exercés	Nombre de BSPCE pouvant être exercés *	Prix d'exercice
2 mars 2000	32 800	4 décembre 2000	11 810	5 040	-	7,74 €
12 mai 2003	30 800	29 octobre 2003	27 810	10 850	16 060	7,74 €

\* : le nombre d'actions créées par exercice des bons est de UNE action pour UN BSPCE exercé. La dilution totale résultant de l'exercice de l'intégralité des BSPCE existant est de 1,3 %. Le nombre de BSPCE restant à exercer peut être différent du résultat de l'opération (Nombre de BSPCE attribués – Nombre de BSPCE déjà exercés) du fait du départ de certains bénéficiaires du plan.

Il est à noter que l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 avril 2005 a autorisé le Conseil d'Administration, sur ses seules décisions, à procéder, au profit des membres du personnel salarié assumant des responsabilités particulièrement importantes, à une attribution gratuite d'actions à émettre. Cette autorisation porte sur un nombre maximal de 5 249 actions, soit une dilution éventuelle de 0,4 %, et est valable pour une durée de 36 mois.

L'Assemblée Générale du 9 juin 2005 a elle autorisée le Conseil d'Administration à accorder des stock options ou actions gratuites aux salariés de la société pour une enveloppe globale de 24 373 actions nouvelles, soit une dilution éventuelle de 2,0 %. L'autorisation relative aux stock options est valable pour une durée de 38 mois, celle relative aux actions gratuites de 36 mois. Il est précisé que l'autorisation conférée au conseil d'administration par cette résolution ne vient pas se substituer à celle conférée par la première résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 avril 2005, laquelle demeure en vigueur selon ses conditions et modalités propres.

### 3.2.6. *Tableau d'évolution du capital social au cours des 5 dernières années*

Date	Nature de l'opération	Nombre d'actions émises	Augmentation du capital social	Prime d'émission et d'apport	Nombre d'actions avant	Nombre d'actions après	Valeur nominale de l'action	Capital social
22 septembre 1999	Augmentation de capital en numéraire	456	155 040 Frs	5 394 960 Frs	4 100	4 556	340 Frs	1 549 040 Frs
28 octobre 1999	Réduction de capital	-	-	-	4 556	4 556	50 Frs	227 800 Frs
28 octobre 1999	Augmentation de capital par incorporation	132 124	6 606 200 Frs	-	4 556	136 680	50 Frs	6 834 000 Frs
2 mars 2000	Augmentation de capital par incorporation	-	338 496,30 Frs	-	136 680	136 680	52,48 Frs	7 172 496,30 Frs
2 mars 2000	Capital en euros	-	-	-	136 680	136 680	8 euros	1 093 440 euros
2 mars 2000	Réduction du nominal	956 760	-	-	136 680	1 093 440	1 euro	1 093 440 euros
15 juin 2001	Augmentation de capital par incorporation	109 344	109 344 euros	-	1 093 440	1 202 784	1 euro	1 202 784 euros
22 avril 2002	Augmentation de capital par BSPCE	2 525	2 525 euros	17 018,50 euros	1 202 784	1 205 309	1 euro	1 205 309 euros
9 février 2004	Augmentation de capital par BSPCE	5 835	5 835 euros	39 327,90 euros	1 205 309	1 211 144	1 euro	1 211 144 euros
9 mars 2005	Augmentation de capital par BSPCE	7 530	7 530 euros	50 752,20 euros	1 211 144	1 218 674	1 euro	1 218 674 euros

### 3.3. Répartition du capital et des droits de vote

#### 3.3.1. *Répartition du capital et des droits de vote actuelle*

Nom	Nombre d'actions détenues	Pourcentage du capital détenu	Nombre de droits de vote	Pourcentage de droits de vote
HARVEST Gestion *	1 027 210	84,3 %	1 027 210	84,3 %
FCPI AXA Placement Innovation	120 384	9,9 %	120 384	9,9 %
Salariés	71 080	5,8 %	71 080	5,8 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 218 674</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 218 674</b>	<b>100,0 %</b>

\* : société holding regroupant les intérêts de Messieurs Brice PINEAU et Jean Michel DUPIOT, fondateurs de la Société HARVEST.

Toutes les actions composant le capital de la Société HARVEST sont libres de tout nantissement. De même, le fonds de commerce HARVEST ne fait l'objet d'aucun nantissement particulier.

Aucun pacte d'actionnaires n'est en vigueur.

### 3.3.2. **Modifications intervenues dans la répartition du capital et des droits de vote au cours des 5 dernières années**

Date	Identité de l'actionnaire	Qualité de l'actionnaire	Pourcentage du capital détenu avant l'opération *	Pourcentage du capital acquis ou souscrit lors de l'opération *	Nature de l'opération	Nombre d'actions concernées	Prix d'acquisition ou de souscription par action	Pourcentage du capital détenu après l'opération *
22 septembre 1999	FCPI Axa Placement Innovation	Financier	0,0 %	8,9 %	Augmentation de capital en numéraire	456 **	12 171,05 Frs **	8,9 %
22 avril 2002	Salariés	Salariés	4,5 %	0,2 %	Augmentation de capital par BSPCE	2 525	7,74 €	4,7 %
9 février 2004	Salariés	Salariés	4,7 %	0,5 %	Augmentation de capital par BSPCE	5 835	7,74 €	5,2 %
9 mars 2005	Salariés	Salariés	5,2 %	0,6 %	Augmentation de capital par BSPCE	7 530	7,74 €	5,8 %

\* : sur la base du capital actuel, soit 1 218 674 actions existantes.

\*\* : soit, compte tenu des modifications intervenues depuis sur le capital, un nombre ajusté d'actions de 109 440 pour un montant de souscription par action de 7,74 euros.

Il est à noter que certaines transactions de cession sont intervenues entre les différents actionnaires de la Société au cours de ces 5 dernières années, pour des montants non significatifs, ces transactions ayant toutes été réalisées sur la base d'un prix de cession correspondant à 7,74 euros. Respectivement sur 2001, 2003 et 2004, ces cessions ont concerné 10 522, 4 300 et 1 000 titres.

Par ailleurs, en 2000, 905 440 actions ont été apportées au holding HARVEST GESTION par les dirigeants d'HARVEST (Messieurs Brice PINEAU et Jean Michel DUPIOT), holding regroupant désormais leurs intérêts. Cette opération a été réalisée sur la base d'une valorisation de 11,15 euros par titre.

### 3.4. **Marchés des instruments financiers**

A la date de l'enregistrement du présent prospectus simplifié, les actions HARVEST ne sont admises sur aucun marché réglementé en France ou à l'étranger. La Société a présenté auprès d'Euronext Paris une demande d'admission de ses actions aux négociations sur l'Alternext.

### 3.5. **Etats des inscriptions et nantisements**

Néant.

A ce jour, aucun titre de la Société ne fait l'objet d'un nantissement et la Société n'a par ailleurs consenti aucun nantissement sur l'un de ses actifs.

### 3.6. **Politique de distribution des dividendes**

La politique de distribution des dividendes est définie par le Conseil d'Administration de la Société, après analyse notamment des résultats et de la situation financière de la Société. A l'avenir, la Société envisage de poursuivre une politique de distribution de dividendes volontariste, le niveau de distribution annuel devrait ainsi se maintenir à un niveau supérieur à 50 % du résultat net dégagé par la Société au cours de l'exercice écoulé. Cet objectif ne constitue cependant en aucun cas un engagement de la Société qui pourra, au vu de ses résultats financiers, de ses besoins en investissement et de ceux relatifs à la gestion de son endettement, décider soit de limiter ses distributions de dividendes, soit de ne pas distribuer de dividende.



**Tableau de distribution de dividendes au cours des 5 derniers exercices**

Exercice concerné	Date de l'Assemblée Générale	Résultat de l'exercice	Montant des dividendes distribués			Montant par action		
			Dividendes bruts	Avoirs Fiscaux	Dividendes nets	Dividendes bruts	Avoirs Fiscaux	Dividendes nets
2004	5 avril 2005	344 975 €	-	-	341 229 €	-	-	0,28 €
2003	5 avril 2004	429 280 €	635 850 €	211 950 €	423 900 €	0,52 €	0,17 €	0,35 €
2002	12 mai 2003	259 458 €	253 115 €	84 372 €	168 743 €	0,21 €	0,07 €	0,14 €
2001	15 mai 2002	104 047 €	-	-	-	-	-	-
2000	15 juin 2001	480 553 €	412 567 €	137 522 €	275 045 €	0,34 €	0,11 €	0,23 €

Les dividendes non réclamés dans les 5 ans de leur mise en paiement sont prescrits et doivent, passé ce délai, être reversés à l'Etat.

## 4. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA SOCIETE

*Dans le présent chapitre, toute donnée concernant le positionnement, l'environnement concurrentiel ou encore des données propres aux différents marchés sur lesquels intervient la société sont des estimations indiquées par HARVEST, sauf indication contraire.*

### 4.1. Présentation générale de l'activité de la Société

#### 4.1.1. Activité de la Société

HARVEST est un éditeur spécialisé dans les logiciels d'aide à la décision financière, patrimoniale et fiscale, destinés essentiellement à une clientèle de grands comptes dans la banque et l'assurance. La Société dispose par ailleurs d'une offre logiciel destinée directement aux particuliers en matière de fiscalité.

Créée en 1989 par Messieurs Brice PINEAU et Jean-Michel DUPIOT, HARVEST a su développer une compétence forte en matière d'intégration de processus fiscaux, sociaux, financiers et patrimoniaux dans des logiciels de simulation clairs et ergonomiques et acquérir la confiance d'une clientèle prestigieuse, comptant les acteurs majeurs de la banque et de l'assurance en France.

HARVEST a ainsi mis sur le marché des produits leaders comme BIG, l'outil de référence des gestionnaires de patrimoine ou PREMIS, le premier logiciel de bilan fiscal dans le monde bancaire.

La Société a plus récemment lancé une nouvelle gamme, DECLIC, déjà adoptée par trois des plus grands réseaux bancaires de la place. DECLIC est un logiciel novateur d'aide à la vente de produits financiers, dédié au traitement de la clientèle intermédiaire, cible stratégique de la plupart des établissements financiers.

Enfin, HARVEST est l'éditeur d'une gamme de simulateurs et progiciels thématiques, dont notamment le logiciel CLICKIMPOTS, le premier logiciel de fiscalité destiné aux particuliers en France.

HARVEST propose également la PATRITHEQUE, base documentaire sur le patrimoine disponible sur cédérom ou intranet ainsi qu'une offre complète de formation sur les thèmes de la gestion de patrimoine.

De manière plus globale, les activités d'HARVEST peuvent être réparties de la manière suivante, en fonction de la répartition des revenus pour la Société :

**Tableau de répartition de l'activité au cours des 3 derniers exercices**

Activité en milliers d'euros	Exercice 2002		Exercice 2003		Exercice 2004	
Licences *	2 149	35,4 %	2 195	33,2 %	2 022	30,0 %
Maintenance *	2 971	48,9 %	3 263	49,4 %	3 707	55,0 %
Location	-	-	152	2,3 %	315	4,7 %
Formation	639	10,5 %	780	11,8 %	521	7,7 %
Autres	317	5,2 %	212	3,2 %	176	2,6 %
<b>TOTAL</b>	<b>6 076</b>	<b>100,0 %</b>	<b>6 603</b>	<b>100,0 %</b>	<b>6 741</b>	<b>100,0 %</b>
Croissance de l'activité d'un exercice à l'autre	<b>4,4 %</b>		<b>8,7 %</b>		<b>2,1 %</b>	

\* : La nature des produits HARVEST implique des mises à jour récurrentes des logiciels en fonction de l'évolution de la réglementation fiscale et patrimoniale. Ainsi, une distinction est faite entre les ventes de licences primaires (nouvelles licences) et les ventes de licences secondaires (maintenance, mises à jour réglementaires et techniques).

Il est important de souligner qu'HARVEST se positionne donc comme un éditeur pur, la part des ventes de logiciels (licences et maintenance) représentant 85,0 % du chiffre d'affaires de la Société au cours de l'exercice 2004, et près de 90 % en intégrant l'offre de location proposée plus récemment par HARVEST pour certaines licences. Bien que l'activité d'HARVEST ait progressé de manière relativement modérée au cours de ces 3 derniers exercices, la Société dispose aujourd'hui d'une très bonne visibilité notamment

compte tenu de sa base installée en matière de licences – Cf évolution à la hausse des ventes secondaires de licences.

Au cours de son histoire, HARVEST s'est toujours attaché à préparer l'avenir, dédiant une partie de ses équipes de recherche au développement de nouveaux produits et nouvelles fonctionnalités logicielles tout en affichant des résultats très satisfaisants.

### Chiffres clefs d'HARVEST

Activité en milliers d'euros	Exercice 2002		Exercice 2003		Exercice 2004	
Chiffre d'affaires	6 076	100,0 %	6 603	100,0 %	6 741	100,0 %
Excédent Brut d'exploitation	368	6,1 %	797	12,1 %	607	9,0 %
Résultat d'exploitation	149	2,5 %	611	9,3 %	461	6,8 %
Résultat financier	59		47		51	
Résultat exceptionnel	276		78		55	
Résultat net	259	4,3 %	429	6,5 %	345	5,1 %
Dettes Financières Nettes / Fonds Propres	- 57,7 %		- 55,2 %		- 71,3 %	

Dettes Financières Nettes : ( Emprunts et Dettes Financières + Concours Bancaires Courants ) – ( Disponibilités + Valeurs Mobilières de Placement )

Notons enfin que les activités d'HARVEST sont regroupées au sein d'une seule entité juridique, la Société ne disposant d'aucune filiale.

## 4.1.2. Historique de la Société

Avant même la création effective d'HARVEST, Messieurs Brice PINEAU et Jean Michel DUPIOT ont évolué dans le domaine du logiciel financier. Au milieu des années 1980, les attentes et besoins des systèmes d'exploitation des grandes institutions bancaires sont très importants.

Jean Michel DUPIOT créait sa société dès sa sortie d'HEC dans le domaine de l'édition de logiciels destinés aux marchés de l'assurance ; Brice PINEAU, ESSEC, créait quant à lui sa société dédiée au développement d'outils de gestion de la fiscalité après avoir travaillé sur des logiciels de productivité bancaire à la Chase Manhattan Bank puis à la Caisse d'Epargne. L'union de ces deux expériences et de ces deux sociétés permit la création en 1989 d'HARVEST.

### 1989 Création de la Société HARVEST

Au début des années 1990, le marché est en évolution rapide et exprime de plus en plus de besoins sur les approches patrimoniales et la fiscalité en accord avec les objectifs familiaux des particuliers. Dans le même temps, les formations universitaires spécialisées sur la gestion de patrimoine se multiplient et apportent aux banques des profils de qualité, demandeurs d'outils spécifiques pour le conseil de la clientèle sur ces aspects.

A cette époque, HARVEST est le plus petit des acteurs spécialisés sur l'édition de logiciels d'aide à la décision patrimoniale et fiscale, face à des poids lourds tels que Patrimoine Management et Sycomex.

HARVEST développe au cours de ces années ce qui est aujourd'hui son produit phare : BIG.

### 1994 Sortie de la licence BIG

En 1995, et après un démarrage timide, les ventes de ce produit explosent et permettent notamment à HARVEST de voir son chiffre d'affaires tripler en cinq ans en passant d'environ 1,6 millions d'euros en 1995 à environ 5,2 millions d'euros en 1999. HARVEST conquiert ainsi des parts de marché, notamment au détriment de son concurrent Sycomex, qui sera contraint au dépôt de bilan en 2000.

Poursuivant ses efforts de recherche et de développement fonctionnel, souhaitant par ailleurs élargir la base de sa clientèle finale, et BIG étant essentiellement dédié à une clientèle haut de gamme, HARVEST cherche un nouveau relais de croissance avec le lancement d'un produit dédié à la clientèle moyenne, dite « intermédiaire » : DECLIC.

#### **1999      *Sortie de la licence DECLIC***

Depuis le début des années 2000, HARVEST poursuit l'extension de sa gamme de produits, sur la base notamment de progiciels thématiques (PREMIS, FUTURIS...). Par ailleurs, la Société a adopté pour une partie de sa clientèle une version de BIG sous la forme de contrats de location, avec un nombre limité de dossiers traités et un accès progressif à la version intégrale du logiciel. Sous cette forme, le produit vise particulièrement la clientèle des CGPI (Conseillers en Gestion de Patrimoine Indépendants), des Experts Comptables et des Notaires.

Dans la même période, HARVEST a capitalisé sur son savoir-faire pour développer un produit dédié directement aux particuliers, CLICKIMPOTS, produit relatif à la fiscalité. Ce produit, commercialisé via des réseaux spécifiques, type FNAC, et sur Internet, représente aujourd'hui environ 7 % du chiffre d'affaires de la Société.

### **4.1.3.      *Profils des principaux dirigeants de la Société***

#### **Brice PINEAU : Fondateur et Co-Président**

Diplômé de l'ESSEC (1982), il débute sa carrière à la Chase Manhattan Bank. En 1985, il rejoint la Sorefi Ile de France (groupe Caisse d'Epargne), en charge des outils de productivité des agences, notamment les logiciels d'aide à la vente. En 1987, il crée BMC-ITD, un éditeur de logiciels de simulation pour le monde financier, et lance une première gamme de produits autour du calcul de l'impôt, sur PC et sur Minitel. En août 1989, il s'associe à Jean-Michel DUPIOT pour créer HARVEST.



Né le 20 février 1959, à Nantes, Brice PINEAU est marié, père de trois enfants.

#### **Jean Michel DUPIOT : Fondateur et Co-Président**

Diplômé d'HEC (1984), dès la fin de ses études, il crée Diagnostic Systèmes, un éditeur de logiciels destinés au marché de l'assurance. Il développe dans ce cadre une gamme de logiciels de simulation dans le domaine de la retraite, de la prévoyance et de la gestion du passif social. En août 1989, il s'associe à Brice PINEAU pour créer HARVEST.



Né le 2 décembre 1962, à Dakar (Sénégal), Jean-Michel DUPIOT est marié, père de trois enfants.

#### **Djaouad CHALABI : Directeur Recherche et Développement**

Titulaire d'un DESS Systèmes d'Informations (1989), il a commencé sa carrière en 1989 comme Ingénieur d'études, puis Chef de Projet en SSII. En 1994, il rejoint Aurus, SSII spécialisée dans les architectures I\*net comme Consultant ; en 1998, il devient Directeur du Département Consulting NTIC, au sein duquel il encadre une équipe de 20 personnes et gère une clientèle de grands comptes. Il intègre HARVEST en 2001, avec le titre de Directeur Recherche & Développement.



Né le 17 novembre 1965, à Poitiers, Djaouad CHALABI est marié, père de trois enfants.

#### **Olivier POULAIN : Directeur Produits & Services**

Titulaire d'un DESS "Econométrie" (1985), il participe aux travaux de recherche de la FREF (Fondation pour la Recherche

Economique et Financière) dans les domaines de la gestion de patrimoine et de l'approche "Cycle de vie du ménage". Après une expérience de quatre ans dans le département de veille technologique de l'ex-UAP, il intègre HARVEST en 1991 comme Ingénieur Concepteur Fonctionnel. Concepteur de la gamme BIG, il devient Responsable des Etudes Fonctionnelles en 1993, puis Codirecteur du développement en 1996. En 1999, il devient Directeur Produits & Services, en charge de la mise en œuvre de la stratégie produits, de l'organisation de la production et de l'expertise-métier de la Société.



Né le 15 décembre 1963, à Paris, Olivier POULAIN est marié, père de trois enfants.

**Jean Philippe ROBIN** : Directeur Commercial

Diplômé de l'ESCAE de Pau et titulaire d'un MBA de l'Université de Clemson (Caroline du Sud - USA), il entre chez HARVEST en 1992 comme Ingénieur Commercial. En 1994, il se spécialise dans les relations Grands Comptes. En 1999, il est nommé Directeur Commercial.



Né le 9 septembre 1968, à Avignon, Jean-Philippe ROBIN est marié, père de deux enfants.

#### 4.1.4. Répartition de l'activité par métier et par région

HARVEST est implanté uniquement en France au travers de 2 sites d'exploitation.

##### Liste des implantations opérationnelles de HARVEST

Implantations	Adresse	Echéance du bail	Activité sur le site	Propriétaire	Loyer annuel 2004
Paris	3, Rue la Boétie 75008 Paris	15 février 2008	Siège social (Fonctions Commerciales et Formation)	EXOR	90 K€
Bagnolet	Tour Gallieni I 78 / 80 avenue du Général de Gaulle 93 170 Bagnolet	14 décembre 2009	Site opérationnel (Recherche, Développement, Intégration, Administratif, Formation...)	CIPH Patrimoine	206 K€

*La société tient à préciser que ces sites, actuellement en location, ne présentent pas de risque en terme de pérennité et de disponibilité.*

#### 4.2. Positionnement de la Société sur ses principaux marchés

Éditeur de progiciels d'aide à la décision financière et à l'investissement patrimonial, HARVEST maintient depuis l'origine le cap de sa vocation : construire et développer une suite cohérente de progiciels dédiés à l'analyse, à la simulation et au conseil patrimonial, dans une perspective de vente de produits financiers.

La croissance de la société prend appui sur une double expertise métier :

- une expertise « métier » autour du conseil patrimonial et de l'ingénierie financière du particulier, la gestion de patrimoine fondée sur la maîtrise des paramètres juridiques, fiscaux, sociaux et macroéconomiques (simulations de successions, simulation de l'impôt sur le revenu et sur la fortune, simulation retraite / prévoyance) et des mécanismes de simulation de produits financiers (assurance vie...);

- une expertise technologique fondée sur une ingénierie du développement de logiciels conviviaux, à la base de technologie objets, déployés sur un grand nombre de postes de travail, selon des architectures client/serveur et ou client léger, communiquant avec les ordinateurs centraux.

Spécialiste reconnu sur le marché de la gestion de patrimoine, HARVEST a une clientèle composée majoritairement des grands comptes distribuant des produits financiers (banques, compagnies d'assurance...).

Au sein de ces structures, la gamme de progiciels, actuellement distribuée par HARVEST, est principalement dédiée aux conseillers en gestion de patrimoine, interlocuteurs privilégiés des actifs à hauts revenus et aux chargés de clientèles traitant avec des clients moins aisés mais possédant une capacité d'épargne certaine.

HARVEST s'adresse depuis une période plus récente à une clientèle de conseillers en gestion de patrimoine indépendants et aux professions juridiques.

#### **4.2.1.      *Marché porteur des services financiers en France***

HARVEST se développe sur le marché des vendeurs de services et de produits financiers aux particuliers. Sur ce marché, HARVEST conçoit et développe des outils assurant l'interface commerciale entre les conseillers et leurs clients finaux.

Ainsi, pour bien comprendre la stratégie d'HARVEST et son offre, il est nécessaire :

- (1) de connaître la segmentation du marché des particuliers opérée par les établissements financiers,
- (2) de distinguer les différents établissements intervenant sur ce marché, leur stratégie et leur positionnement par rapport aux segments de clientèle,
- (3) d'identifier, au sein de ces établissements, les acteurs attachés aux différents segments de clientèle, et de connaître leur profil et leurs besoins.

En effet, du profil financier et des comportements des particuliers, clients finaux, vont découler bon nombre d'éléments de stratégie et d'organisation commerciale des réseaux de distribution et notamment leurs besoins en outils commerciaux informatisés.

#### **Eléments statistiques**

La dernière enquête patrimoniale de l'INSEE a été publiée en 1998 et porte sur les années 1970 à 1996. Une étude a été menée entre 2003 et 2004 sur l'évolution des années suivantes. Elle sera publiée au premier trimestre 2006. Les premières informations mises à disposition du public commencent à être diffusées dans des notes de synthèse.

Selon l'INSEE, 5 % des ménages détiennent la moitié du patrimoine financier des ménages et 30 % du total global des actifs.

#### **Les revenus :**

Entre 1970 et 1996, le revenu fiscal moyen a été multiplié par 1,6. Cette augmentation se découpe en 3 sous-périodes avec :

- + 4 % par an de 1970 à 1979,
- + 0,9 % de 1980 à 1989,
- et + 0,2 % de 1990 à 1996.

Le patrimoine brut, défini comme l'ensemble des avoirs (hors dettes) détenus par les ménages, progresse de 3 % par an de 1986 à 1998.

Le revenu et le patrimoine progressent de générations en générations jusqu'aux enfants nés dans les années 40. Puis, ils stagnent pour les générations nées entre 1950 et 1970 et baissent ensuite.

La progression du revenu fiscal pour les ménages nés dans les années 40 est très forte, ce qui fait de cette génération la plus favorisée du siècle.

Sur cette période (1970 à 1996), la part des revenus d'activité dans le revenu global n'a pas cessé de baisser au profit des retraites (les revenus d'activités sont passés de 81,2 % à 71,4 % du total et les retraites de 13,6 % à 24,0 % du total).

Jusqu'en 1975, la croissance des revenus a concerné les ménages de tous âges, puis ensuite, uniquement les ménages les plus âgés qui accèdent à la retraite avec des régimes très favorables.

Le revenu fiscal moyen par ménage est de 25 154 € en 1996.

Le revenu fiscal moyen des ménages de moins de 65 ans est passé de 10 361 € en 1970 à 15 519 € en 1996. Le revenu fiscal moyen des ménages de plus de 65 ans est passé, lui, de 7 873 € en 1970 à 15 153 € en 1996. Le différentiel qui était de 31,6 % en 1970 est devenu quasi nul (2,4 %) en 1996.

2 millions de ménages ont un revenu inférieur à 10 437 €. Ces ménages sont ceux qui ont l'impression de « ne pas y arriver ».

25 % des ménages (tous ceux qui ont un revenu fiscal inférieur à 15 000 €) ont l'impression de juste arriver à « joindre les 2 bouts ».

Ainsi, 35 % des ménages français n'ont aucune capacité d'épargne. 65 % des ménages gagnent plus qu'ils ne dépensent.

Les 25 % des français qui ont les plus hauts revenus se situent au-delà de 28 965 € par an et par foyer fiscal.

Les 10 % des français qui ont les plus hauts revenus se situent au-delà de 42 685 € de revenus par an et par foyer fiscal.

Des informations plus récentes sont fournies par la Direction Générale des Impôts. Selon la DGI, il y avait 33 756 860 foyers fiscaux en France en 2003. 17 184 771 ont fait l'objet d'une imposition au titre de l'Impôt sur le Revenu. 630 000 sont imposés dans les deux tranches les plus élevées du barème fiscal (42,62 % et 48,09 %). 346 000 sont imposés sur la troisième tranche du barème.

Sur l'ensemble des contribuables, les 9 millions qui ont les revenus les plus élevés voient leurs revenus fiscaux augmenter sur les dernières années. Le fossé se creuse ainsi entre des classes moyennes et moyennes supérieures qui voient leur niveau de vie s'élever et les classes moins aisées dont la situation se dégrade.

#### Les patrimoines :

La détention d'actifs financiers a progressé surtout chez les ménages âgés.

Début 2004, 9/10èmes des ménages détiennent des actifs financiers (livret d'épargne, épargne logement, valeurs mobilières et/ou assurance vie). 6/10èmes possèdent un logement, 2/10èmes possèdent des biens professionnels ou des terrains.

En 1996, le patrimoine médian est de 76 500 €. Le patrimoine moyen est de 137 500 €. Les 10 % les plus riches possèdent un patrimoine supérieur à 304 898 €. En 1997, 48 % des ménages estiment avoir mis de l'argent de côté (contre 38 % en 1992). En 2003, 299 656 déclarations d'ISF ont été effectuées (contre 174 726 en 1996) (sources DGI).

En synthèse, il faut souligner une amélioration du niveau de vie des 60 % des français qui ont les revenus les plus élevés. Plus de 600 000 foyers fiscaux sont concernés par la gestion de patrimoine et plus de 9 millions de foyers sont concernés par l'épargne financière.

## Typologie des clients finaux

A partir des éléments précédents et de l'observation depuis 15 ans de la clientèle d'HARVEST, il peut être défini 5 catégories de clients pour les réseaux de distribution de produits financiers.

### Catégorie 1 : Clientèle haut de gamme - ISF

La clientèle aisée (dite clientèle patrimoniale ou clientèle « à stocks ») est plutôt âgée et possède un patrimoine conséquent. C'est donc essentiellement dans cette catégorie que va s'exercer la pratique de la gestion de patrimoine. Les besoins essentiels à satisfaire sont liés à des problèmes de fiscalité (du patrimoine ou des revenus), à l'optimisation de la transmission du patrimoine, et à la valorisation des actifs détenus.

Cette clientèle se recrute dans le vivier des contribuables soumis à l'ISF (1,76 % des foyers fiscaux - cette clientèle a augmenté de 60 % en 4 ans) et de ceux qui devraient l'être (beaucoup de français sous-estiment la valeur de leur patrimoine immobilier). Au total, on peut estimer que la clientèle éligible à la gestion de patrimoine haut de gamme représente près de 2,5 % de la clientèle des réseaux bancaires.

### Catégorie 2 : Clientèle des actifs à hauts revenus

Une autre frange de contribuables (qualifiée de clientèle à potentiel) est composée d'actifs à haut revenus. Ainsi les contribuables dont les revenus et le patrimoine sont situés dans le décile le plus élevé font l'objet d'une attention particulière de la part des réseaux de distribution de produits financiers. Par rapport au cycle de vie, il s'agit en général d'actifs (souvent des professions libérales, cadres supérieurs ou patrons de PME) en phase de consolidation de leur patrimoine (après 45 ans). Leurs besoins peuvent être aisément satisfaits car ils disposent d'une capacité d'épargne confortable. Cette catégorie comporte de 2,5 à 3 % des actifs.

### Catégorie 3 : Clientèle à capacité d'épargne

Elle regroupe les 55 % des foyers qui ont une capacité d'épargne (60 % moins les clients appartenant aux 2 catégories supérieures), c'est à dire tous ceux dont les revenus fiscaux sont situés entre 20 000 et 60 000 € par an et qui pensent pouvoir épargner. Les foyers de cette catégorie possèdent en général un livret A et un Plan Epargne Logement, ils ont peu d'épargne financière car leur préoccupation principale est l'acquisition puis le paiement de leur résidence principale.

### Catégorie 4 : Clientèle d'entrée de gamme

Les 30 % qui n'ont pas de capacité d'épargne et qui pourtant consomment des produits financiers (assurance, compte de dépôt).

### Catégorie 5 : Foyers sans potentiel d'épargne

Les 10 % des français situés sous le seuil de pauvreté.

HARVEST est positionné sur les catégories 1 et 2 avec BIG, sur la catégorie 3 avec PREMIS et sur les catégories 2 et 3 avec DÉCLIC.

Segment	Dénomination	Pourcentage de la clientèle bancaire	Offre HARVEST
1	Clientèle haut de gamme – ISF	2,5 %	BIG, PATRITHEQUE
2	Clientèle des actifs à hauts revenus	2,5 %	BIG, DECLIC, PATRITHEQUE
3	Clientèle à capacité d'épargne	60,0 %	PREMIS, DECLIC, PATRITHEQUE
4	Clientèle d'entrée de gamme	20,0 %	-
5	Foyers sans potentiel d'épargne	15,0 %	-



## Typologies des utilisateurs des logiciels HARVEST

Une des principales problématiques des réseaux de distribution de produits financiers est liée au départ en retraite des enfants du baby boom. Ce phénomène entamé en 2004 va progressivement prendre de l'ampleur dans les années à venir.

Il constitue à la fois un enjeu majeur et une chance pour les réseaux. Un enjeu car les réseaux, aujourd'hui très peu productifs, sont composés de nombreux salariés dont la fibre commerciale n'est pas la caractéristique première. Une chance car le renouvellement des effectifs ne pourra pas se faire au poste par poste et permet à de jeunes diplômés (Bac+4 et au delà) de rentrer dans des carrières commerciales avec un souci de la qualité et un respect du client plus proches de leur culture. Dans ce contexte, les outils de productivité commerciale (comme DECLIC) constituent une base élémentaire sur laquelle les conseillers peuvent s'appuyer pour réconcilier la nécessaire productivité de l'entretien commercial et l'objectif qualitatif d'une véritable découverte du client.

Au sein des différents établissements et populations identifiés, les profils des utilisateurs d'HARVEST se définissent par rapport aux segments de clientèle finale auxquels ils se consacrent.

### Les banques et établissements assimilés

Deux grandes cibles d'utilisateurs peuvent être identifiées au sein des établissements bancaires :

#### *Les gestionnaires de patrimoines, acteurs d'un véritable conseil patrimonial*

Le conseil patrimonial se définit comme un service de qualité, rendu par des professionnels possédant des compétences fortes dans les différents domaines de la gestion de patrimoine (fiscalité des revenus, fiscalité du patrimoine, succession, retraite, prévoyance...).

Pour effectuer une analyse patrimoniale, il faut du temps et de la compétence. C'est un acte coûteux, dont la rentabilité ne peut être assurée que sur une clientèle fortunée, par la captation de capitaux importants. Les catégories de clients visées sont la clientèle dite « à stocks » (catégorie 1 définie plus haut) et tout ou partie de la catégorie 2. Ainsi, chaque conseiller traite, au plus, un portefeuille de 150 clients.

Ce segment de professionnels se caractérise, notamment, par une exigence forte en terme de niveau technologique et de précision des résultats des logiciels qu'ils utilisent. Il est important de noter que ce segment de clientèle représente une énorme contribution au PNB des banques à réseau.

#### *Les chargés de clientèle, pour l'approche de la clientèle intermédiaire*

Cette population va s'intéresser à la clientèle dite « intermédiaire » (catégorie 3 définie plus haut).

A la différence de la clientèle haut de gamme, cette clientèle « moyenne gamme » possède peu ou pas de patrimoine. Elle présente en revanche une structure de revenus permettant une épargne comprise entre 3 et 10 K€ par an.

Ces chargés de clientèle ont un portefeuille d'environ 500 clients, générant chacun un produit très nettement inférieur à celui des clients « patrimoniaux ».

Les chargés de clientèle ont un profil (en termes de diplômes, compétences, etc.) moins élevé que les gestionnaires de patrimoine, et sont difficiles à former de façon lourde à l'ensemble des métiers de la gestion de patrimoine. De plus, les impératifs de rentabilité de leur approche commerciale imposent une structure d'entretien légère, ne nécessitant pas de connaissances techniques trop importantes.

### Les compagnies d'assurance

Elles sont en général organisées autour de trois types de réseaux : les conseillers salariés, les agents (exclusifs de la compagnie), et les courtiers (non exclusifs).

Les courtiers sont traités par HARVEST comme des professionnels indépendants ; il est rare que les compagnies financent des équipements pour ces réseaux qui ne leur sont pas rattachés exclusivement, et les décisions d'achat de logiciels sont donc individualisées.

Quant aux conseillers salariés et aux agents, leur cible de clientèle est la même que celle des chargés de clientèle dans la banque, et leurs attentes et besoins en matière d'outils logiciels sont similaires. Cependant, de par leur culture, ils privilégient les approches basées sur les problématiques de régimes sociaux, de retraite, de prévoyance, de protection de la famille, là où les populations bancaires auront plus naturellement un angle d'attaque autour des produits financiers et de la fiscalité.

### Les indépendants

#### *Les conseillers en gestion de patrimoine indépendants*

Les conseillers en gestion de patrimoine indépendants représentent 10 % de la collecte d'épargne sur le marché français. Cela situe leur importance au niveau d'un réseau bancaire français comme la Société Générale. Cette profession comporte aujourd'hui environ 3 000 professionnels dont plus de la moitié sont adhérents à la Chambre des Indépendants du Patrimoine.

Ces professionnels vivent en pratiquant à la fois une prestation de conseil et en étant commissionnés sur la vente de produits financiers.

#### *Les experts comptables*

Il y a 12 000 cabinets en France.

Un certain nombre d'entre eux commencent à s'intéresser à la gestion de patrimoine.

En septembre 2004, HARVEST a gagné, avec son logiciel BIG, le concours de la «disquette d'or», qui récompense tous les 3 ans un logiciel apportant une valeur ajoutée au métier des Experts Comptables. La Société a mis en oeuvre depuis début 2005 une stratégie commerciale visant à offrir ses logiciels de conseil patrimonial sur ce marché.

#### *Les notaires*

Il y a 4 000 notaires en France. C'est le partenaire par excellence du particulier pour tout ce qui touche au droit de la famille. Quelques cabinets se sont spécialisés en gestion de patrimoine. Aujourd'hui les plus gros groupements sont clients d'HARVEST, qui équipe déjà une trentaine de cabinets.

### Les particuliers

Depuis 1997, HARVEST commercialise le logiciel CLICKIMPOTS auprès de la clientèle des particuliers. Le produit est présent entre février et avril sur les rayonnages de la grande distribution (FNAC, Carrefour, Auchan...). Il est aussi vendu sur Internet, sur le site [www.clickimpots.com](http://www.clickimpots.com). et des sites de distributeurs (Alapage, Amazon, logithèque Wanadoo...)

La clientèle de CLICKIMPOTS est une clientèle aisée appartenant essentiellement aux segments 1 et 2 de la typologie des particuliers.

## **Le marché cible d'HARVEST**

HARVEST se développe sur le marché des vendeurs de services et de produits financiers aux particuliers. Sur ce marché, HARVEST conçoit et développe des outils assurant l'interface commerciale entre les conseillers et leurs clients finaux.

Avec le développement de BIG (Bilan Individuel Global) à partir de 1995, HARVEST s'est tout d'abord positionné sur le segment de la clientèle haut de gamme (en général soumise à l'ISF), ainsi que sur celui de la clientèle des actifs à hauts revenus ; ces deux types de clients représentant un peu plus de 5 % de la clientèle bancaire. Il s'agit de segments non négligeables puisqu'en 2003, 50 % du patrimoine est détenu par les 10 % de ménages aux plus hauts revenus et que, par ailleurs, le nombre de contribuables assujettis à l'ISF, c'est-à-dire dont le patrimoine imposable dépasse 720 000 euros, a été multiplié par 1,8 entre 1993 et 2003.

Avec son logiciel dédié aux réseaux de conseillers financiers, DECLIC, HARVEST a par ailleurs cherché à développer son activité en captant une nouvelle catégorie de clients dits « intermédiaires ». Représentant environ 60 % de la clientèle bancaire, cette clientèle offre en effet à l'entreprise un nouveau relais de croissance.

Parallèlement au développement de ces deux progiciels intégrés, HARVEST a développé des progiciels thématiques tels que PREMIS ou FUTURIS, ainsi que toute une gamme de services associés (formation, prestations de maintenance,...).

Offrant ainsi une gamme de produits complète et des services adaptés, HARVEST évolue sur un marché ayant un potentiel de croissance non négligeable. En effet, en l'espace de 25 ans, le patrimoine net des ménages a un peu plus que doublé, avec une prépondérance des actifs financiers. La demande de conseils et de produits est ainsi de plus en plus importante, et a par ailleurs tendance à se diversifier (épargne salariale, produits d'assurance vie,...).

Dans ce secteur et face à la demande croissante de la part de la clientèle finale en terme de conseils et services patrimoniaux, HARVEST, disposant par ailleurs d'une grande notoriété, se place ainsi comme l'un des acteurs de référence pour l'ensemble des opérateurs intermédiaires tels que les banques et les compagnies d'assurance.

### **4.2.2.      *Métier de la Société***

Le métier d'HARVEST se définit par deux caractéristiques principales :

- HARVEST est un éditeur de progiciels ; les ventes de licence et les redevances de maintenance représentent 85 % à 90 % de ses revenus.
- HARVEST est spécialisé dans un domaine précis – les logiciels de simulation, d'aide à la vente, d'aide au conseil – et s'adresse exclusivement aux métiers du conseil patrimonial et de la distribution de produits financiers pour les particuliers.

Cette focalisation sur un métier a permis depuis plusieurs années une capitalisation importante de savoir-faire, basée sur une double compétence, « métier » et « informatique ».

### **4.2.3.      *Offre de la Société***

HARVEST propose une offre complète de produits et services, à destination des professionnels du conseil patrimonial et de la distribution de produits financiers et d'assurance :

- une gamme de progiciels dédiés,

- des prestations d'ingénierie pour l'intégration de ses progiciels dans les systèmes informatiques clients, ainsi que des prestations de développements spécifiques, notamment de modules complémentaires à ses progiciels,
- des services Internet de simulations financières et patrimoniales : calcul d'impôt, de succession, de bilan retraite, simulation d'épargne, optimisations immobilières...
- une offre complète de formation, comportant plusieurs volets : manipulation et apprentissage des logiciels, bien entendu, mais également techniques métiers (fiscalité, retraite, droit, succession, produits financiers, bancaires, assurance...) et techniques commerciales et comportementales (conduite d'un entretien commercial...).

#### **4.2.3.1. Offre progiciels**

La gamme des progiciels d'HARVEST se décline suivant 3 axes :

- BIG, le progiciel des gestionnaires de patrimoine ;
- DÉCLIC à l'attention des chargés de clientèle ;
- les logiciels périphériques.

##### **BIG, le progiciel des gestionnaires de patrimoine**

BIG (Bilan Individuel Global) est le produit leader d'HARVEST, produit de référence, enseigné dans les universités. Cet outil permet de saisir l'ensemble des éléments qui composent la situation patrimoniale d'un particulier : état civil, données juridiques (contrat de mariage, donations, testaments...), composition de la famille, données relatives à l'historique de carrière du couple, actifs et dettes du ménage, revenus professionnels et du patrimoine, charges de la famille...

A partir de ces éléments, BIG calcule l'impôt sur le revenu, l'impôt sur la Fortune, les différents éléments relatifs à la succession (droits à payer, patrimoine transmis, part de chacun des héritiers...), les droits à la retraite, les diverses données relatives à la prévoyance (couverture maladie, droits en cas d'incapacité ou d'invalidité), et permet d'effectuer une projection dans le temps des stocks (actifs et passifs) et des flux (revenus et charges) du ménage.

De plus, BIG analyse ces données selon plusieurs hypothèses (que se passe-t-il si je me sépare de tel bien ? et si je modifie ma transmission, comment va se dérouler l'héritage ? et si je m'arrête de travailler 5 ans plus tôt, quels sont mes droits ? ...) qui conduisent à bâtir des scénarios de nature à optimiser dynamiquement la structure patrimoniale du client.

##### **DECLIC, à l'attention des chargés de clientèle**

DECLIC est un produit novateur qui permet de traiter l'ensemble de l'approche d'un client du segment intermédiaire.

En amont de l'entretien de vente, DECLIC permet une remontée des données du client depuis le système d'informations central. A partir de ces éléments, DECLIC affiche des recommandations ou des pistes commerciales à suivre lors de l'entretien.

Lorsque le chargé de clientèle se trouve en entretien, le logiciel permet de compléter la découverte du client (en faisant préciser les éléments manquants et notamment en récupérant les informations relatives aux produits gérés dans les établissements concurrents). DECLIC propose alors une liste de recommandations et/ou de projets compatibles avec la structure patrimoniale du client. En fonction du ou des projets choisis par ce dernier, le logiciel va orienter le conseiller vers les produits adaptés aux besoins du client.

Enfin, à l'issue de l'entretien, DECLIC présente au client sa situation financière au terme de son projet et permet ainsi au conseiller de conclure une vente. DECLIC est un produit qui peut être décliné sur les différents sous-segments de la clientèle à flux, et adapté aux pratiques commerciales du réseau utilisateurs.

Ainsi, sa mise en œuvre ne provoque pas de changement trop structurant dans les approches commerciales des différents réseaux.

### **Les logiciels périphériques**

Ces produits sont des outils de simulation qui peuvent intervenir de manière complémentaire par rapport aux 2 produits précités. Ces logiciels peuvent aussi être utilisés sur un poste de travail de manière totalement déconnectée.

#### *Logiciels de calcul d'impôts*

Ce logiciel est décliné en plusieurs versions :

1. La première, CLICKIMPOTS, est une version grand public commercialisée en marketing direct (mailing, Internet) et par la grande distribution (FNAC, Carrefour, Auchan ...). Ce logiciel développé pour les systèmes de la famille Windows existe en 2 versions. Une version dite « plus » qui permet d'effectuer les déclarations 2042, 2044, 2047 et 2074. Une version dite « plus SCI » qui permet « en plus » d'effectuer la déclaration des SCI (2072). Ce logiciel fournit de nombreux conseils d'optimisation de la fiscalité.
2. La deuxième, PREMIS, vise la cible institutionnelle des banques et compagnies d'assurance qui utilisent ce produit durant la période de déclaration de revenus pour assister leur clientèle. Ce produit a la même couverture fonctionnelle que CLICKIMPOTS Plus SCI, et il permet en plus un interfaçage avec les bases de données commerciales des banques et compagnies d'assurance, qui peuvent ainsi utiliser ce service pour affiner la connaissance de leurs clients.
3. La troisième, e-PREMIS, vise aussi la cible institutionnelle des banques et des compagnies d'assurance. Le produit a vocation à être installé sur les Intranet à l'attention des conseillers, mais aussi sur l'extranet réservé aux clients identifiés. Cette version présente les mêmes caractéristiques d'interfaçage que la version PC.

#### *Logiciel de calcul de retraite*

Ce produit existe sous le nom de FUTURIS et permet, après une reconstitution de l'activité professionnelle passée d'un individu d'effectuer un calcul de ses droits à la retraite et de ses garanties-prévoyances. Cet outil est utilisé par des compagnies d'assurances et des banques qui se servent de l'approche « retraite » pour sensibiliser leurs clients à l'épargne longue (type assurance vie).

Il existe aussi une version Intranet/extranet appelée e-FUTURIS, cette version ayant vocation à fonctionner de la même manière que e-PREMIS.

PREMIS et FUTURIS sont des produits qui peuvent être installés en autonome sur les postes de travail. Leurs fonctionnalités en font des compléments naturels de DECLIC, qu'ils peuvent compléter lorsque le chargé de clientèle a besoin de focaliser sur les préoccupations qu'il aborde (la fiscalité et la retraite).

#### *La gamme Optimal*

Cette gamme concerne les logiciels dont l'objectif est d'effectuer des calculs et des simulations produits. Tous ces modules fonctionnent en complément de BIG, certains pouvant être utilisés en complément de DECLIC. Cette gamme a aussi vocation à être déclinée en version Intranet/Extranet

OPTIMMO : ce produit permet de simuler les opérations d'investissements immobiliers (à usage privé) qui associent un ou plusieurs prêts et une épargne. L'objectif est ici de comparer l'intérêt des opérations sur la base de critères comme la fiscalité, la trésorerie ou le rendement.

OPTIPRO : le principe d'OPTIPRO est le même que celui d'OPTIMMO, mais pour les opérations à caractère professionnel (acquisition d'un bien d'équipement, d'un local professionnel...) menées par les travailleurs non salariés soumis au régime fiscal des Bénéfices Non Commerciaux (BNC) ou des Bénéfices Industriels et Commerciaux (BIC).

OPTICAP permet de simuler différents produits de capitalisation : évolution de l'épargne, capital au terme, rentes viagères ...

OPTIPRET permet de calculer un échéancier de prêt en fonction de son taux, de son type, et de sa durée.

#### *La Patritèque*

Ce produit est une base documentaire métier relative à la gestion de patrimoine.

Il est disponible en 2 versions :

- En version cédérom, installable sur PC ; il constitue une aide métier utile au réseau et complémentaire des progiciels d'HARVEST.
- En version Internet ; il peut aisément être mis à disposition de l'ensemble d'un réseau.

### **4.2.3.2. Offre formation**

HARVEST, est également un organisme de formation agréé et propose trois gammes de séminaires à l'attention des professionnels du conseil financier et patrimonial :

- les séminaires Métier, dédiés à l'ensemble des techniques et thèmes liés à la gestion de patrimoine.
- les séminaires BIG, centrés sur l'exploitation du logiciel d'analyse patrimoniale dans le cadre d'une démarche de conseil.
- les séminaires de techniques commerciales en lien avec ses applications d'aide à la vente, notamment de la gamme DECLIC.

HARVEST dispose d'une infrastructure dédiée pour accueillir ces séminaires, avec, répartis sur ses 2 sites de Paris et Bagnolet, trois salles de formation équipées de micro-ordinateurs pour les stagiaires et de systèmes de vidéo-projection.

HARVEST dispense ces formations sous deux formes :

#### **- Les Inters**

Ils se déroulent dans les locaux d'HARVEST, selon un calendrier prédéfini pour l'année. Les Inters sont des séminaires standardisés, regroupant des participants venant d'établissements différents, et commercialisés par participant et par jour.

#### **- Les Intrins**

Les Intrins sont organisés au choix du client dans ses locaux ou dans ceux d'HARVEST. Ils regroupent des participants appartenant au même établissement.

Cette formule a l'avantage de permettre plus de personnalisation en intégrant dans le cursus les produits ou les logiques de l'établissement client, notamment. HARVEST peut également construire des séminaires sur mesure.

Ces séminaires sont vendus par jour, indépendamment du nombre de stagiaires (mais ce nombre est limité à 8 ou 10 pour des raisons d'efficacité pédagogique).

#### 4.2.3.3. Une gamme complète de services

Pour se démarquer de la concurrence, et fidéliser au maximum sa clientèle, HARVEST mise, bien entendu, sur les qualités intrinsèques de ses différents produits. Mais HARVEST met également l'accent sur la qualité de ses prestations de suivi, tant au niveau du produit que de l'accompagnement des utilisateurs.

##### - Des prestations de maintenance exhaustives

HARVEST propose un contrat de maintenance identique, quels que soient le client - institutionnel ou indépendant - et le nombre de licences, permettant de bénéficier d'un service complet :

- Diffusion de trois mises à jour par an liées à l'évolution de l'environnement réglementaire (Projet de Loi de Finances en Novembre, Loi de Finances en Février et Impôts sur la Fortune en Mai) ;
- Mise à disposition de toutes les évolutions fonctionnelles et améliorations apportées au produit ;
- Suivi des utilisateurs au travers notamment de l'assistance téléphonique, la participation à des clubs utilisateurs et un abonnement à la lettre d'information HARVEST News.

##### - Des prestations d'intégration

Dans les réseaux bancaires et d'assurances, l'intégration de l'outil patrimonial au système d'informations permet d'exploiter la base commerciale et de l'enrichir, la connaissance du client constituant aujourd'hui un avantage concurrentiel décisif. Ainsi, HARVEST inclut toutes les prestations d'intégration de ses produits aux architectures techniques de ses clients, à leurs bases de données ainsi qu'à leurs solutions CRM.

#### 4.2.3.4. Répartition du chiffre d'affaires par produits et services

Activité en milliers d'euros	Exercice 2002		Exercice 2003		Exercice 2004	
Produit BIG	3 477	57,2 %	3 586	54,3 %	3 770	55,9 %
Licences	1 263	20,8 %	1 010	15,3 %	731	10,8 %
Maintenance	2 214	36,4 %	2 424	36,7 %	2 724	40,4 %
Location			152	2,3 %	315	4,7 %
Gamme Fiscale, dont CLICKIMPOTS	1 134	18,7 %	1 310	19,5 %	1 140	16,9 %
Licences	740	12,2 %	912	13,8 %	792	11,7 %
Maintenance	394	6,5 %	398	6,0 %	345	5,2 %
Produit DECLIC	277	4,6 %	266	4,0 %	617	9,2 %
Licences	84	1,4 %	26	0,4 %	209	3,1 %
Maintenance	193	3,2 %	240	3,6 %	408	6,1 %
Produit PATRITHEQUE	29	0,5 %	125	1,9 %	147	2,2 %
Licences	6	0,1 %	94	1,4 %	76	1,1 %
Maintenance	23	0,4 %	31	0,5 %	71	1,1 %
Autres	186	3,1 %	273	4,1 %	351	5,2 %
Licences	55	0,9 %	153	2,3 %	214	3,1 %
Maintenance	112	1,9 %	120	1,8 %	125	1,8 %
Autres	19	0,3 %			12	0,2 %
Formation	639	10,5 %	780	11,8 %	521	7,7 %
Séminaires	453	7,5 %	588	8,9 %	459	6,8 %
Bagage pédagogique	129	2,1 %	113	1,7 %	10	0,1 %
Frais et autres	57	0,9 %	79	1,2 %	52	0,8 %
Spécifique	332	5,5 %	262	4,0 %	195	2,9 %
Ventes	298	4,9 %	212	3,2 %	164	2,4 %
Maintenance	34	0,6 %	50	0,8 %	31	0,5 %
<b>TOTAL</b>	<b>6 076</b>	<b>100,0 %</b>	<b>6 603</b>	<b>100,0 %</b>	<b>6 741</b>	<b>100,0 %</b>
Croissance de l'activité d'un exercice à l'autre	4,4 %		8,7 %		2,1 %	

#### **4.2.4. Environnement concurrentiel**

Sur son marché initial, HARVEST était notamment confrontée principalement à deux concurrents : Patrimoine Management et Technologies (PMT) et Sycomex. Ces deux entreprises ont connu des fortunes diverses sur les dix dernières années.

Sycomex a déposé son bilan en 2000 et n'est donc pas analysé ici.

##### **4.2.4.1. Patrimoine Management et Technologies**

Créée en 1977 par Pierre Marie Guillon et Jean Jacques Lengaigne, cette société est à l'origine du concept de l'Approche Patrimoniale Globale (l'APG). Au début des années 80, les deux promoteurs ont su imposer sur le marché l'idée d'une approche originale des préoccupations des particuliers. Cette approche est restée basée sur l'appréhension des stocks et des flux d'un particulier sur l'ensemble de sa durée de vie. Ce modèle, en agrégeant des avoirs présents et des revenus futurs, permet d'identifier un potentiel d'épargne afin de se préparer aux grandes échéances de la vie (arrivée des enfants, acquisition de la résidence principale, retraite, décès ...).

En 1988, PMT poursuit sa logique de développement autour du concept de l'APG, en mettant sur le marché le logiciel DIXIT, premier progiciel d'approche patrimoniale globale. Cet outil sera la base du développement commercial de la société, qui atteint dès 1992 un chiffre d'affaires de l'ordre de 26 millions de francs. Cependant, ce chiffre d'affaires semble ne pas avoir évolué de manière significative depuis cette période.

PMT n'a pas publié ses comptes en 2003. Son chiffre d'affaires 2002 était de 3 976 milliers d'euros pour un effectif de 35 personnes.

##### **4.2.4.2. Autres concurrents sur le marché des grands comptes**

Compte tenu du projet stratégique actuellement développé par HARVEST, nous identifions un certain nombre de concurrents potentiels. Cependant, HARVEST n'a eu que très rarement à les affronter sur le terrain de la gestion de patrimoine.

###### **Adelior / Euvoxa**

Euvoxa est une société, basée à Nantes, qui travaille essentiellement pour les centres techniques et les directions informatiques de banques. Une de ses caractéristiques est d'avoir racheté, en 1995, le fonds de commerce de FBI (l'un des premiers concurrents d'HARVEST) alors en dépôt de bilan. Son offre est basée sur de la prestation en régie et sur une activité de développement de progiciels autour de produits de simulation (épargne logement, retraite et succession). Cette frange de l'activité pourrait les amener à s'intéresser aux outils d'aide à la vente. Cependant, la rentabilité de cette société est assise sur l'activité de régie et la capacité de la direction à imposer une image forte autour du poste de travail bancaire n'est pas évidente. En 2004, après 2 années difficiles, Euvoxa a été racheté par le groupe Adelior dont l'objectif est d'obtenir assez rapidement une taille critique sur le marché des SSII.

###### **Issos**

Cette société est spécialisée dans les outils de calcul sur le poste de travail bancaire. Elle possède des outils de gestion des prêts, différents types de simulateurs (Epargne, Prêts, Calcul d'impôts, succession). Elle semble rencontrer des difficultés à monter en puissance sur les segments plus « hauts » et n'a pas, à ce jour, concrétisé la création d'un outil global de gestion de patrimoine (concurrent de BIG). Son approche semble, par ailleurs, moins axée sur le progiciel et plus tournée vers des développements spécifiques et de la prestation.

Issos compte aujourd'hui une vingtaine de personnes et réalise un chiffre d'affaires de 1,9 millions d'euros en 2003.



## **Quantix**

Quantix présente la caractéristique d'être active sur les secteurs de l'agriculture et de la finance. Son organisation juridique est basée sur une holding qui contrôle trois sociétés : Quantix Agro, Quantix Finance et Quantix Services.

Son activité dans le monde de la banque et de l'assurance a débuté autour de la retraite. Quantix Finance s'est ainsi doté de simulateurs de calcul qui ont constitué son début de gamme. Aujourd'hui, Quantix Finance propose une gamme complète d'outils de simulation en client léger. Ces outils de simulation sont assez basiques mais ils permettent un déploiement rapide à l'attention des clients finaux ou de commerciaux réseau.

La société Quantix Finance réalise 750 milliers d'euros de chiffre d'affaires en 2003 et son effectif est de 9 personnes.

## **Développements internes des organismes financiers**

Durant les années 80, la concurrence issue des directions informatiques était vive. Jusqu'en 2001, un fléchissement de cette tendance a été observé sous la double pression de la nécessaire maîtrise des budgets informatiques et des stratégies d'externalisation largement mises en œuvre dans ce secteur.

Sur la clientèle intermédiaire et dans la mouvance de la mise en place d'outils de CRM, cette tentation d'internaliser le développement de produits d'aide à la vente existe à nouveau. Certains établissements se sont ainsi lancés dans le développement de telles applications et éventuellement achètent sur le marché les moteurs de calcul nécessaires à leur fonctionnement. Néanmoins, ces expériences ne semblent pas de nature à pouvoir perdurer.

### **4.2.4.3. *Autres concurrents sur le marché des indépendants***

HARVEST compte également quelques concurrents de taille plus modeste positionnés quasi exclusivement sur le marché des indépendants :

#### **FVI**

Société basée à Montpellier, créée comme HARVEST en 1989 qui intervient sur le marché des indépendants. Son offre est basée sur plusieurs produits :

- Systela, logiciel d'analyse patrimoniale,
- Saphir, logiciel d'actions commerciales,
- Entreprise, logiciel d'analyse financière,
- IFC, logiciel de calcul de passif social et simulations de couverture,
- A83, logiciel de simulation sur l'Article 83.

La société compte 4 personnes et réalise 345 milliers d'euros de chiffre d'affaires en 2003.

#### **Fractal**

Société basée à Paris, son offre comporte :

- Patriciel, un logiciel d'analyse patrimoniale
- Relatiel, un outil de suivi d'opérations commerciales

La société compte 3 personnes et ne publie pas ses comptes.

#### **AMC**

Basée à Toulouse, cette société a été créée en 1997. Son offre est uniquement composée de Capital Explorer, un logiciel de gestion de patrimoine.

Son chiffre d'affaires sur les dernières années reste fluctuant : 95 milliers d'euros en 1998, 121 milliers d'euros en 1999, non publié en 2000, 109 milliers d'euros en 2001, comptes non publiés en 2002 et 2003.

#### **4.3. Stratégie de la Société**

##### **4.3.1. Importance des efforts de Recherche et Développement**

Tout au long de son histoire, HARVEST a mis l'accent sur le développement de ses produits afin de préparer l'avenir et maintenir l'avance technique et fonctionnelle de ses produits face à ses concurrents.

##### **Montant de l'effort de recherche de la Société (Salaires et charges des départements concernés)**

Activité en milliers d'euros	Exercice 2002	Exercice 2003	Exercice 2004
Etudes Fonctionnelles	404	431	412
Rédaction Aides et Patrimoine	210	203	238
Développement	1 860	1 966	1 961
Qualité	231	220	259
<b>TOTAL HARVEST</b>	<b>2 705</b>	<b>2 820</b>	<b>2 870</b>
<i>En % du chiffre d'affaires annuel</i>	<b>44,5 %</b>	<b>42,7 %</b>	<b>42,6 %</b>

Grâce à ces investissements humains, HARVEST dispose aujourd'hui d'un savoir faire largement reconnu qui peut se décomposer de la manière suivante :

##### Savoir-faire « Métier »

Depuis l'origine, les logiciels d'HARVEST sont construits par deux équipes complémentaires à l'écoute des clients et des technologies nouvelles : une équipe d'ingénieurs de développement et une équipe d'ingénieurs concepteurs fonctionnels.

Le savoir-faire « Métier » d'HARVEST s'est donc matérialisé par la constitution depuis 1991 d'une cellule d'études fonctionnelles aujourd'hui constituée de 8 personnes. Les membres de cette équipe sont diplômés (Bac+4 ou Bac+5, DESS Banque et Finances, troisième cycle de Gestion de patrimoine...).

Ce savoir-faire « Métier » a été à la base de la création des outils d'analyse (gamme BIG) dans les domaines de la gestion de patrimoine : fiscalité, succession, retraite, prévoyance....

Par ailleurs, avec 15 ans d'expérience dans les outils de simulation et une équipe de concepteurs proche des clients, HARVEST dispose d'un savoir-faire éprouvé sur les outils d'aide à la vente adossés aux démarches commerciales des établissements bancaires ou des compagnies d'assurance.

Enfin, le développement d'une équipe de formation, la présence de fortes compétences « Métier » dans l'équipe commerciale (liée à la politique commerciale d'accompagnement des clients et prospects) et la politique « qualité » en matière d'assistance clientèle génèrent une synergie de compétences dont bénéficie le développement des produits.

##### Savoir-faire en ingénierie de conduite de projet

L'environnement exigeant dans lequel évolue HARVEST, mais aussi la nécessaire maîtrise des coûts de développement ont conduit à la mise en place d'une démarche rigoureuse de suivi des délais et de maîtrise des charges. Ce dispositif prend appui sur un système de pilotage intégré à la gestion des projets.

##### Savoir-faire technique

HARVEST possède une très large base installée. Si ses produits sont originellement de type « client lourd » à destination du système d'exploitation Microsoft Windows, ils ont

progressivement évolué pour prendre place au sein d'architectures de type « client / serveur » et « client léger » (technologie Internet).

HARVEST a ainsi capitalisé sur ce savoir-faire avec le temps et a développé deux grandes familles de composants logiciels sur lesquels sont bâtis ses progiciels :

- les Composants Logiciels HARVEST (CLH) étendent des services "techniques" pouvant être fournis par le système d'exploitation ou des composants tiers afin de les adapter aux besoins spécifiques d'HARVEST. Ils regroupent la gestion des impressions, la connexion des aides, les mécanismes de contrôle, le comportement de l'IHM (Interface Homme Machine), le traitement de formats de type XML, la persistance des données, etc...
- les Composants Métiers HARVEST (CMH) constituent le noyau des applications et embarquent les moteurs de calculs (fiscalité, épargne, retraite, succession, etc...) et les différents services métiers nécessaires aux progiciels de la Société.

La centralisation de ces fonctionnalités au sein de composants communs garantit l'homogénéisation des comportements de l'ensemble des produits HARVEST.

L'ensemble de la production logicielle s'appuie sur des outils de conception UML, de la gestion de configuration (CVS, TestDirector, ...), des environnements de développement intégrés (MS Visual Studio, Eclipse, ...) et des outils de mesure de performance et de montée en charge (OpenSTA, JProbe, AQTime, ...) dans un but d'industrialisation alliant sécurité et productivité.

La clientèle patrimoniale travaille avec des PC, souvent déconnectés des systèmes informatiques centraux. Le logiciel BIG est donc disponible dans une technologie "client lourd" et est développé en C++ afin de tirer parti au maximum des possibilités de la plateforme cible (Microsoft Windows).

Toutefois, la plupart des clients d'HARVEST disposent également d'une architecture technique permettant de centraliser certains services, en particulier l'accès aux données. Ses produits ont par conséquent adopté une architecture de type « client / serveur » avec des facultés d'interfaçage avec les bases de données relationnelles (Oracle, MS SQL Server, ...) de ses clients.

Par ailleurs, depuis 7 ans, l'émergence des technologies Internet a amené la Société à développer des produits susceptibles d'être utilisés par ses clients en Intranet, Extranet ou via Internet à destination de leurs propres clients. Dans cette optique, HARVEST adresse désormais de nouveaux socles technologiques correspondant aux environnements Web définis par Microsoft (ASP, ASP.NET) ainsi que Sun (JSP, J2EE, serveurs d'application Java tels qu'IBM WebSphere).

#### **4.3.2. Politique industrielle**

Le développement des activités d'HARVEST ne nécessite pas d'investissement significatif, autre que la formation du personnel et l'achat de systèmes informatiques et logiciels. Il est à noter que la Société ne sous-traite aucun de ses développements logiciel, l'ensemble des développements étant assuré en interne. HARVEST maîtrise ainsi entièrement le développement de ses produits et services et n'est dépendant d'aucun sous-traitant.

Le coût des développements des produits de la Société est ainsi quasiment uniquement constitué des charges de personnels assurant le développement des produits tels qu'indiqué au paragraphe précédent.

### Montants des investissements réalisés

Activité en milliers d'euros	Exercice 2002	Exercice 2003	Exercice 2004
Frais de Formation du personnel	24	17	29
Investissements Logiciels	117	1	5
Aménagement, Matériels Informatiques	86	52	67
<b>TOTAL HARVEST</b>	<b>227</b>	<b>70</b>	<b>101</b>

### 4.3.3. *Enjeux stratégiques à moyen terme sur les marchés d'HARVEST*

#### 4.3.3.1. *Les grands comptes Institutionnels*

##### **La gestion privée**

HARVEST occupe aujourd'hui une position de leader incontesté sur ce marché de la gestion privée avec son logiciel BIG, qui est devenu l'outil de référence des gestionnaires de patrimoine.

Ce segment de marché présente encore des réserves de croissance significatives par :

- la conquête de nouveaux clients, soit qu'ils soient encore équipés de logiciels concurrents, soit qu'ils soient nouveaux entrants sur ce marché ;
- l'extension du parc installé chez les clients existants, liée à la croissance de l'activité de gestion privée dans la plupart des établissements ;
- l'utilisation du niveau de pénétration d'HARVEST sur ce marché pour vendre de nouveaux produits, et notamment la Patritèque, dont il est une des premières cibles.

##### **La clientèle à flux**

Le traitement commercial de cette clientèle d'actifs à hauts revenus (catégorie 2 de la typologie présentée plus haut), à la limite de la gestion privée, n'est pas satisfaisante, à ce jour, dans la plupart des établissements financiers.

Un certain nombre d'entre eux sont actuellement en train de mettre en place une force commerciale spécifique, travaillant généralement en appui du réseau (donc sans clientèle affectée), dont la mission est de pratiquer une approche patrimoniale sur la frange de clientèle identifiée comme « à potentiel » par le réseau. Cette force commerciale représentera probablement, à terme, un effectif supérieur à celui affecté aujourd'hui à la gestion privée.

L'offre de base d'HARVEST sur ce segment est constituée d'une déclinaison adaptée du logiciel BIG - BIG Senior - utilisable en Front Office et permettant d'illustrer visuellement le bien fondé des préconisations effectuées, et de la Patritèque.

HARVEST est idéalement positionné sur ce nouveau segment, de par sa forte implantation sur le segment de la gestion privée, et l'intégration de son offre, qui présente l'avantage de pouvoir aisément transférer les données du client vers BIG et donc d'organiser le passage de l'information d'un segment de conseiller à l'autre.

##### **La clientèle intermédiaire**

Le niveau de service proposé par les établissements financiers à la clientèle intermédiaire ne correspond pas exactement aux attentes de cette clientèle et reste encore teinté d'approche produits. De plus, c'est sur ce segment de clientèle que vont très certainement se porter les efforts de productivité commerciale du monde financier dans les années à venir.

Le recrutement dans les réseaux de distribution de produits financiers est beaucoup plus exigeant qu'il ne l'était auparavant, et favorise l'arrivée de nombreux jeunes diplômés de niveau Bac +4/5. Cette population, plus jeune, plus diplômée, est naturellement plus demandeuse d'une pratique commerciale mettant en œuvre à la fois

le respect - donc la connaissance - du client et leurs compétences financières et patrimoniales acquises à l'université. Elle est également déjà rompue à l'utilisation de logiciels informatiques, et habituée à les utiliser dans le cadre de son travail.

Ce phénomène d'amélioration de la qualité du conseil et du service rendu semble donc être un mouvement de fond qui va progressivement s'appliquer à toutes les strates de la clientèle, et principalement au traitement de la clientèle intermédiaire.

HARVEST a consenti d'importants investissements sur les 5 dernières années, notamment pour créer la gamme DECLIC, adaptée à ce segment de clientèle. Cette gamme DECLIC est disponible aussi bien dans les environnements client/serveur classiques que dans les environnements dits "client léger", plus récents, issus des technologies de l'Internet. Elle est aujourd'hui opérationnelle et implantée dans trois des principaux réseaux bancaires de la place.

Ce marché en est encore à ses balbutiements et va très certainement se développer de manière importante dans les 10 ans, dans la mesure où très peu d'établissements sont aujourd'hui équipés. Ce développement va être favorisé par la mutation technologique en cours, tirée par les technologies de l'Internet, qui voit un grand nombre d'établissements faire migrer leur système informatique vers des architectures "client léger", permettant l'accès à toutes les ressources informatiques (y compris les outils de simulation) au travers d'un Intranet.

Même si les coûts unitaires des licences sont moins élevés que pour des produits de type BIG, les budgets globaux sont significativement plus élevés qu'en gestion privée. D'une part, parce qu'il s'agit de réseaux de distribution comportant des effectifs 10 à 15 fois plus importants que ceux de la gestion privée. D'autre part, parce que DECLIC est, par nature, un produit paramétré en fonction des besoins du client et intégré au système d'informations, ce qui implique des prestations facturables de paramétrage, d'intégration et d'interfaçage avec le système d'informations client.

HARVEST dispose d'atouts décisifs pour être un acteur de référence sur ce type de produit et prendre une part significative de ce marché dans les années à venir :

- l'existence d'une offre compétitive, DECLIC, disponible notamment en technologie "client léger",
- sa présence commerciale dans les grands comptes et la très bonne réputation de ses produits,
- l'effet de « vitrine » lié à la réussite opérationnelle de la solution DECLIC en "client léger", intégrée au système d'informations ou au CRM, dans plusieurs établissements en vue de la place.

#### **4.3.3.2. *Le marché des Indépendants***

##### **Les conseillers en gestion de patrimoine indépendants**

C'est une profession en plein essor, qui comporte 3 000 cabinets à ce jour et peut-être à moyen terme entre 4 000 et 5 000.

Dans ses premières années d'existence, HARVEST s'est focalisé sur les grands comptes et n'a pas prospecté de façon systématique cette clientèle.

A partir de 2003, HARVEST a décidé d'investir ce marché. Une offre spécifique a été mise en place, avec des modalités financières basées sur des principes de location, permettant à ces clients de lisser leurs charges dans le temps et de limiter leur risque immédiat, et à HARVEST de s'assurer des sources de revenus récurrents. Un ingénieur commercial dédié a été affecté à cette clientèle.

Cette politique a déjà permis de conquérir près de 500 clients, le rythme d'acquisition étant actuellement de 10 à 15 nouveaux clients par mois.

## **Les experts comptables et notaires**

HARVEST n'a investi de façon significative ce marché, qui compte 16 000 cabinets et études, que depuis le dernier trimestre 2004.

Le logiciel BIG 20, déclinaison de la gamme BIG, a été lauréat du concours de la Disquette d'Or des Experts-Comptables 2004. Cette distinction, décernée tous les 3 ans, récompense les logiciels apportant la meilleure valeur ajoutée et le meilleur service à la profession.

Des contacts ont été noués avec les différentes instances professionnelles, qui ont mis en évidence l'intérêt d'un nombre croissant de cabinets pour l'activité de conseil patrimonial.

Un ingénieur commercial dédié à ce marché a été intégré début 2005, avec comme objectif d'implanter l'offre BIG sur ce marché.

### **4.3.3.3. Le marché des Particuliers**

Depuis 1997, HARVEST commercialise CLICKIMPOTS, le premier logiciel de déclaration et de calcul d'impôts destiné aux particuliers.

CLICKIMPOTS est vendu dans la grande distribution spécialisée (Fnac, Surcouf, Carrefour, Auchan..) et sur Internet, en direct par HARVEST sur son site [www.clickimpots.com](http://www.clickimpots.com) ou via des distributeurs (Amazon, Alapage, Softela, logithèque Wanadoo...).

Ce produit connaît une croissance régulière de son chiffre d'affaires.

Un des enjeux importants de ce produit, qui devrait "booster" la croissance de ses revenus, est la connexion au système de télédéclaration Internet.

HARVEST est à l'origine d'un groupe de travail, associant le SELF (Syndicat des Editeurs de Logiciels Fiscaux) et le Conseil Supérieur de l'Ordre des Experts Comptables, qui a entamé des négociations avec l'administration fiscale, et plus précisément avec l'équipe Copernic (nom du projet de la Direction Générale des Impôts qui coordonne la modernisation technique de l'administration fiscale), afin de permettre la télé-déclaration via des logiciels privés.

Cette possibilité existe déjà pour la fiscalité des entreprises notamment (télé-transmission des liasses fiscales, des déclarations de TVA etc.) et il paraît plausible, voire probable, qu'elle soit bientôt ouverte aux déclarations fiscales des particuliers.

La mise en œuvre d'une télé-déclaration à partir de CLICKIMPOTS serait un élément de nature à accélérer de façon importante le business de ce produit.

## **4.4. Organisation opérationnelle et moyens humains**

HARVEST compte un effectif de 74 personnes début avril 2005, réparti dans quatre départements :

- le Département Produits & Services (12 personnes),
- le Département Recherche & Développement (43 personnes),
- le Département Administratif & Financier (5 personnes)
- le Département Commercial & Formation (14 personnes),

Les trois premiers Départements sont logés sur le site de Bagnolet, dans des locaux de 1 250 m2 loués par la Société. Le dernier est situé à Paris, rue La Boétie, dans des locaux de 270 m2 également en location. Ce bureau parisien, situé dans un immeuble haussmanien de standing, bénéficie d'une adresse et d'une localisation prestigieuses, puisque destiné à recevoir les clients. Ce site est le siège social de la Société.

Chaque site est doté d'un réseau local Novell, les deux sites étant interconnectés par le biais de routeurs. L'ensemble de la Société communique de façon transparente au travers d'un serveur Lotus Notes, lequel permet de partager les dossiers et de fédérer le travail en commun, y compris entre les équipes de Paris et de Bagnolet.

#### **4.4.1.            *Organisation opérationnelle***

##### **Direction Produits & Services :**

Dirigée par Olivier Poulain, elle se compose de 2 services opérationnels : études fonctionnelles et assistance clientèle.

Le service des études fonctionnelles (9 personnes) a pour mission de réaliser les cahiers des charges et dossiers de spécifications de tous les produits (progiciels ou spécifiques) fabriqués par HARVEST.

Le service d'assistance clientèle (3 personnes) est en charge du support technique sur l'ensemble de la gamme des produits.

##### **Direction Recherche et Développement**

Dirigée par Djaouad CHALABI, cette direction regroupe les services de développement des produits, le service qualité et l'entité de suivi des moyens informatiques.

Le service développement (32 personnes) a en charge le développement des logiciels suivant les spécifications fonctionnelles définies par le service des études fonctionnelles.

Le service qualité, documentation technique, logistique (9 personnes) a en charge les programmes de tests et de qualité de l'ensemble des logiciels sur les différentes plateformes ciblées, la rédaction et la mise à jour des notices techniques et des guides, ainsi que les aspects logistiques (gestion de la base utilisateurs, duplication des différentes versions, mises à disposition des clients par cédérom ou Internet...).

Le service des moyens informatiques (3 personnes) a la responsabilité de l'ensemble du parc informatique et des différents réseaux informatiques : achats, mise en service et installation, maintenance, relations avec les fournisseurs, veille technologique, administration des réseaux etc ...

##### **Direction Commerciale & Formation**

La fonction commerciale compte cinq personnes. Elle est dirigée par Jean Philippe ROBIN, et est chargée de l'activité commerciale classique : prospection, vente, entretien et suivi de la clientèle existante. Il convient de rajouter aux forces commerciales l'activité de Brice PINEAU, qui assure une grande partie des relations grands-comptes.

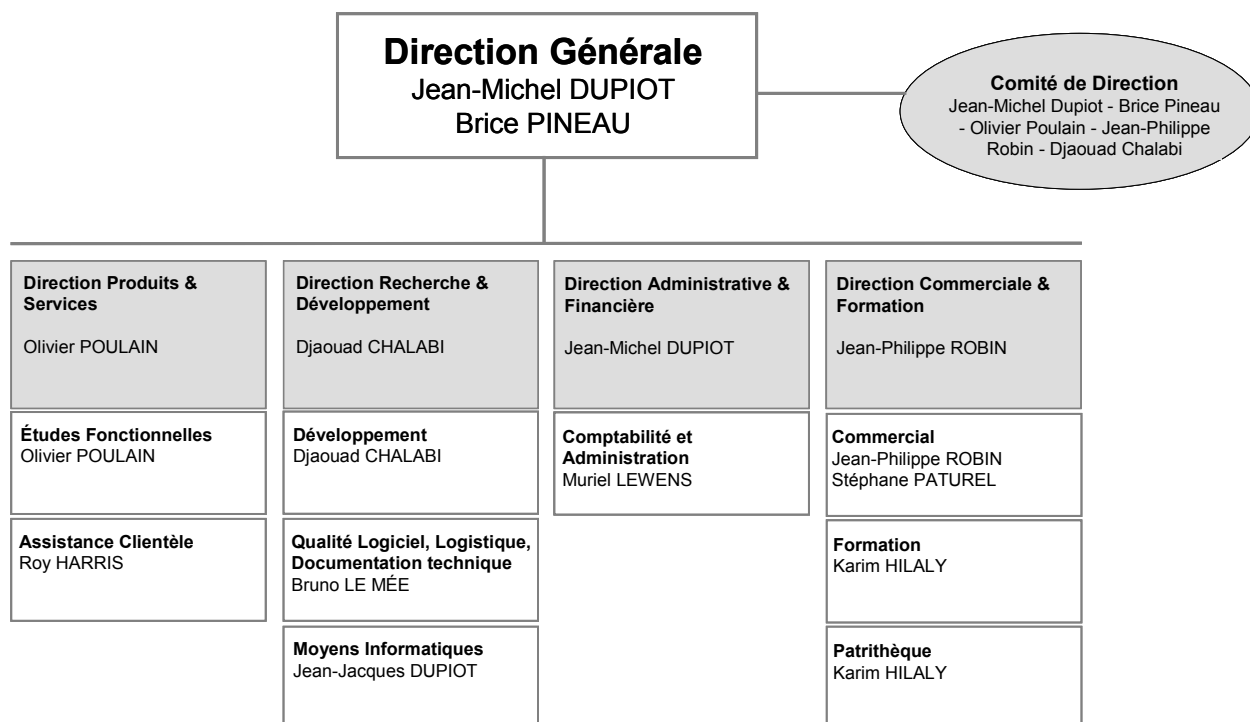
La fonction formation est assurée par une équipe de six personnes dirigée par Karim HILALY : conception et réalisation du matériel pédagogique nécessaire à l'animation des formations (documents papiers, cas, corrigés, quizz, vidéos, etc.), animation des séminaires, recrutement et gestion des vacataires externes, suivi administratif des filières de formation jusqu'à la facturation.

Ce département compte également trois personnes supplémentaires dédiées à la rédaction et la mise à jour de la base de données et d'informations PATRITHEQUE.

##### **Direction Administrative & Financière**

Supervisé par Jean Michel DUPIOT, ce département compte cinq personnes et regroupe l'ensemble des fonctions comptables, administratives, juridiques, financières, ressources humaines de l'entreprise. Il a également en charge la gestion et la logistique des 2 sites de l'entreprise.

#### 4.4.2. Organigramme opérationnel



#### 4.4.3. Données sur les effectifs

Les effectifs ont très peu évolué au cours des trois derniers exercices, permettant ainsi une amélioration de 8 % du niveau de chiffre d'affaires par salarié sur la période, passant ainsi de 83,2 K€ annuel à 89,9 K€ annuel.

##### Répartition des effectifs par fonction

	Exercice 2002		Exercice 2003		Exercice 2004	
Recherche / Développement	55	75,3 %	52	72,2 %	55	74,3 %
Commercial	14	19,2 %	15	20,8 %	14	18,9 %
Administratif	4	5,5 %	5	6,9 %	5	6,8 %
<b>TOTAL HARVEST</b>	<b>73</b>	<b>100,0 %</b>	<b>72</b>	<b>100,0 %</b>	<b>74</b>	<b>100,0 %</b>

##### Politique sociale volontariste

Même si la rémunération est un élément important de la motivation des salariés, HARVEST a toujours souhaité que ce ne soit ni le seul, ni le premier.

Ainsi, la Société a enregistré un turn-over très faible dans ses équipes.

##### Turn-over sur les 3 derniers exercices

	Exercice 2002	Exercice 2003	Exercice 2004
Nombre de départs volontaires	4	2	2
Effectif moyen sur l'exercice	69	70	73
Pourcentage	5,8 %	2,9 %	2,7 %
Pour information, nombre de départs non volontaires	-	-	2



Un certain nombre de facteurs peuvent expliquer cet état de fait :

- une culture d'entreprise, véhiculée par les dirigeants et les principaux animateurs de la Société, fondée sur une éthique forte, un respect du client, une recherche permanente de la qualité, dans laquelle les salariés se retrouvent et ont le sentiment de progresser ;
- une ambiance de travail agréable et conviviale, l'absence de poids hiérarchique, des dirigeants toujours accessibles ;
- la priorité donnée, même dans les périodes de restrictions financières, aux investissements dans l'outil de production par rapport à d'autres types de dépenses ;
- le respect de l'entreprise pour les hommes qui la composent et une préoccupation sociale forte, qui s'est manifestée très tôt notamment par l'octroi de divers avantages sans que l'entreprise n'y soit contrainte. Par exemple, dès la création de la société, les salariés ont bénéficié de systèmes courants dans les grandes entreprises, mais plus rares dans les PME : un régime complémentaire prévoyance-maladie particulièrement performant, des tickets restaurants au prix maximum, des efforts particuliers sur les conditions de travail... Dès que l'entreprise a fait ses premiers bénéfices, un système d'intéressement aux résultats et de Plan d'Epargne Entreprise a été mis en place. Le système d'intéressement a été remplacé en 2000 par un système de Participation.

En matière de rémunération, les principes suivants ont été adoptés.

Chaque salarié a un entretien annuel d'évaluation avec son (ou ses) responsable(s) de département. Au cours de cet entretien, un bilan de l'année passée est établi, et les objectifs pour l'année à venir sont définis. Cet entretien est également l'occasion de discuter d'évolution de salaire ; chaque salarié sait ainsi qu'il a un rendez-vous annuel lui permettant de rediscuter de son niveau de salaire, et que ce dernier sera fixé sur des bases les plus objectives possibles.

Les salaires individuels ne sont pas publiés. Cependant, les grilles de salaires en fonction de la formation, l'expérience et les fonctions sont définies et connues. Dans la fixation des rémunérations individuelles, HARVEST s'efforce de respecter une certaine équité dans le positionnement de chacun dans cette grille de salaires, positionnement basé sur des critères de compétence objectifs et acceptables par tous.

L'ensemble des équipes bénéficie par ailleurs d'un système de primes :

- pour le département commercial, un système de prime basé sur le professionnalisme de la relation et sur le niveau de satisfaction des clients ;
- pour le département formation, des primes sont attribuées pour chaque journée d'animation de séminaire, et des primes individuelles sont mises en place pour des objectifs particuliers (gestion et suivi d'une importante mission de formation par exemple) ;
- pour les départements développement et administratif, une enveloppe globale de prime de performance est décidée et annoncée en début d'année. Ces primes sont attribuées 2 fois par an, après discussion des responsables de département, en cherchant à récompenser plus particulièrement des « sur-performances ». Ces primes sont particulièrement utiles pour récompenser les efforts particuliers fournis lors de périodes chargées (périodes de bouclage des logiciels fiscaux par exemple).

A ces systèmes de primes s'ajoutent la participation et le plan d'épargne entreprise, accompagnés d'abondements réguliers de la part HARVEST selon les bons résultats de l'entreprise.

#### **4.5. Faits exceptionnels et litiges**

Dans le cours normal de ses activités, HARVEST est impliqué dans un certain nombre de procédures juridictionnelles (litiges sociaux, clients, fournisseurs ...). Ces litiges ont été provisionnés conformément aux principes comptables généralement applicables en France. A la connaissance de la Société, il n'existe pas de litige, arbitrage ou fait exceptionnel ayant eu dans un passé récent ou susceptible d'avoir dans le futur une

influence significative sur la situation financière, les résultats, l'activité et le patrimoine de la Société.

Il est précisé que la Société HARVEST avait conclu un accord avec la société PUBLICATIONS FIDUCIAIRES en octobre 1998 visant à concéder à cette dernière un droit non exclusif de distribution d'une version logiciel de calcul d'impôts sous sa propre marque, FIDU-EXPERT. Or, la commercialisation en direct par HARVEST d'un logiciel comparable sous la marque CLICKIMPOTS et les impératifs de mises à jour toujours plus rapides et complexes de la version du logiciel mis à la disposition de PUBLICATIONS FIDUCIAIRES impliquent une situation claire de conflit d'intérêts et de prise de risques supérieure d'année en année pour HARVEST. Ainsi, conformément aux termes définis dans cet accord, HARVEST a décidé d'y mettre fin en date du 1<sup>er</sup> mars 2005 ; celui-ci cessera donc de fait en date du 15 septembre prochain.

HARVEST a dénoncé cet accord en respectant parfaitement les conditions contractuelles de dénonciation. PUBLICATIONS FIDUCIAIRES reproche à HARVEST de lui avoir laissé un délai insuffisant pour trouver une solution de remplacement, alors même que ce délai était celui prévu contractuellement, et demande ainsi à HARVEST de proroger d'un an l'application de ce contrat. Aucune décision n'a encore été prise sur cette demande. Dans le cas où HARVEST refuserait cette solution, ce qui est une éventualité plausible, il est possible que PUBLICATIONS FIDUCIAIRES intente une procédure à l'encontre d'HARVEST. Par ailleurs, PUBLICATIONS FIDUCIAIRES semble vouloir dénier à HARVEST le droit de commercialiser des logiciels sur le marché des experts-comptables, ce qu'HARVEST n'accepte pas. Ayant totalement respecté ses engagements contractuels, la Société HARVEST reste assez sereine sur l'issue d'une éventuelle procédure sur ces thèmes avec le Groupe PUBLICATIONS FIDUCIAIRES.

Pour information, le chiffre d'affaires réalisé avec PUBLICATIONS FIDUCIAIRES a été respectivement de 150 K€, 161 K€ et 170 K€ au cours des exercices 2002, 2003 et 2004.

#### 4.6. Marques déposées

HARVEST dispose de plusieurs marques déposées au cours de son historique qui continuent à être exploitées. La Société et ses différents produits sont par conséquent protégés en France.

##### Marques déposées par la Société HARVEST au cours de son histoire

Marques	Pays concernés	Dépôt France	Expiration France
HARVEST	France	18 mai 1989	18 mai 2009
HARVEST NEWS	France	9 octobre 1999	9 octobre 2009
BIG	France	18 mai 1999	18 mai 2009
PATRITHEQUE	France	9 novembre 2001	9 novembre 2011
EPREMIS	France	9 janvier 2003	9 janvier 2013
PREMIS	France	18 mai 1989	18 mai 2009
DECLIC	France	8 juin 1999	8 juin 2009
FUTURIS	France	16 septembre 1999	16 septembre 2009
EDECLIC	France	9 novembre 2001	9 novembre 2011
CLICK RETRAITE	France	21 septembre 2004	21 septembre 2014
OPTIMMO	France	16 septembre 1999	16 septembre 2009
OPTIPRO	France	16 septembre 1999	16 septembre 2009
CLICKIMPOTS	France	16 février 2000	16 février 2010
OPTINVEST	France	9 octobre 2002	9 octobre 2012

## **4.7. Analyse des risques**

### **4.7.1. Risques liés à l'activité**

#### **4.7.1.1 Risques clients**

La Société HARVEST, en raison du profil de sa cible clientèle (institutionnels, banques, assurances, experts comptables, ...), n'est pas exposée à un risque industriel ou commercial particulier. Le risque de défaillance de clients est extrêmement faible.

Certes, HARVEST dispose de clients représentant des parts parfois importantes de son chiffre d'affaires annuel, mais ceux-ci, comme le montre le tableau ci-dessous, sont fidèles à la Société et lui permettent d'afficher une récurrence significative de ses revenus sur cette même base de clientèle, avec notamment des contrats de maintenance et de services courant pendant plusieurs années – entre 2 et 5 ans renouvelables.

Il est par ailleurs important de noter que les clients tels que les institutions CREDIT AGRICOLE, CAISSE D'EPARGNE ou encore CREDIT MUTUEL/CIC regroupent en fait un ensemble de clients régionaux ayant des processus de décision décentralisés en termes d'achats.

Les évolutions à la baisse sur certains clients entre les exercices correspondent à des évolutions du mix de chiffre d'affaires par client : ainsi, des ventes de licences d'une année permettent à HARVEST de présenter pour ce même client des niveaux de chiffre d'affaires récurrent plus importants les exercices suivants mais ne permettent pas de maintenir un niveau d'activité en hausse si les ventes de licences ne se poursuivent pas d'une année sur l'autre. Par ailleurs, il convient de préciser que la baisse enregistrée sur le Crédit Lyonnais correspond pour une part significative à un transfert d'un contrat de maintenance au Crédit Agricole suite à la fusion.

Dans un contexte où les mouvements au sein du paysage bancaire sont importants, HARVEST demeure peu touché par les grandes opérations de fusions. Ces regroupements permettent souvent à HARVEST de pénétrer de nouveaux clients comme cela a pu être le cas dans le cadre de la fusion BNP Paribas, HARVEST étant à l'origine uniquement présent chez Paribas. Il est important de considérer que ces mouvements n'impliquent pas de réduction des investissements au niveau des efforts commerciaux engagés par les nouveaux ensembles, et que ces fusions entraînent généralement une nouvelle dynamique commerciale dont profite HARVEST.

#### **Répartition du chiffre d'affaires sur les principaux clients d'HARVEST**

Activité en milliers d'euros	Exercice 2002		Exercice 2003		Exercice 2004	
		% CA annuel		% CA annuel		% CA annuel
CREDIT LYONNAIS	518	8,5 %	672	10,2 %	288	4,3 %
CAISSE D'EPARGNE	818	13,5 %	1 023	15,5 %	846	12,5 %
CREDIT AGRICOLE	510	8,4 %	565	8,6 %	714	10,6 %
BANQUES POPULAIRES	507	8,3 %	604	9,2 %	494	7,3 %
CREDIT MUTUEL/CIC	328	5,4 %	328	5,0 %	315	4,7 %
SOCIETE GENERALE	371	6,1 %	436	6,6 %	514	7,6 %
AXA	234	3,8 %	258	3,9 %	225	3,3 %
BNP PARIBAS	170	2,8 %	146	2,2 %	277	4,1 %
AGF ALLIANZ	111	1,8 %	257	3,9 %	152	2,3 %
MMA	218	3,6 %	278	4,2 %	76	1,1 %
GROUPAMA	99	1,6 %	87	1,3 %	116	1,7 %
<b>TOTAL</b>	<b>3 884</b>	<b>63,9 %</b>	<b>4 654</b>	<b>70,5 %</b>	<b>4 017</b>	<b>59,6 %</b>

#### **4.7.1.2. Risques fournisseurs**

Comme indiqué au paragraphe 4.3.3, HARVEST gère l'ensemble des processus liés à la mise en place de ses produits et services. Ainsi, HARVEST ne fait pas appel à la sous-traitance dans le cadre de ses activités, activités par ailleurs où les achats de

marchandises sont quasiment nuls. En conséquence, HARVEST n'est pas exposé aux risques liés à la dépendance vis-à-vis d'un éventuel fournisseur.

#### **4.7.1.3.      *Risques sociaux***

Compte tenu de son secteur d'activité et de son implantation géographique, HARVEST dispose de nombreux atouts pour recruter un personnel qualifié. Le turnover est très faible pour ces mêmes raisons.

#### **4.7.1.4        *Risques lié à l'évolution du marché***

Compte tenu des efforts réalisés ces dernières années par HARVEST en terme de recherche et développement de nouveaux produits et services, la Société affiche de nombreuses innovations sur ses produits actuellement en phase de commercialisation. Les efforts de recherche et développement d'HARVEST s'attachent évidemment à adapter ses solutions et produits au mieux des attentes de ses clients et prospects et à poursuivre leurs évolutions afin de maintenir l'avantage compétitif de ces produits.

Il est important de noter que les différents savoir-faire d'HARVEST placent la Société avec de nombreuses avancées technologiques et fonctionnelles qui la protègent face à ses concurrents. Le fait de maîtriser les aspects « métiers » (gestion patrimoniale, fiscalité,...) et les aspects « techniques » constitue une barrière à l'entrée relativement forte pour tout intervenant souhaitant se développer sur les marchés d'HARVEST.

Enfin, la taille moyenne de la Société lui confère un réel avantage pour s'adapter, aussi bien en terme de structure que d'organisation, devant l'évolution rapide des marchés sur lesquels elle intervient.

#### **4.7.1.5.        *Dépendance à l'égard des dirigeants et des collaborateurs clefs***

HARVEST dispose d'un système d'intéressement de ses collaborateurs afin de les impliquer à la bonne marche du Groupe.

Il convient de signaler que les actionnaires fondateurs de la Société, Messieurs Brice PINEAU et Jean Michel DUPIOT, resteront actionnaires significatifs de la Société post opération, via le holding HARVEST GESTION.

HARVEST a par ailleurs souscrit une assurance Homme Clef à son profit en cas de décès de Monsieur PINEAU ou de Monsieur DUPIOT, la Société bénéficiant alors d'une garantie à hauteur de 457 K€ par personne.

#### **4.7.1.6.        *Risques industriels liés à l'environnement***

La société n'intervient pas dans des domaines susceptibles d'avoir un impact significatif en terme de risques environnementaux.

#### **4.7.2.          *Risques de marché***

##### **4.7.2.1        *Risques de liquidité***

Compte tenu de la situation bilantielle actuelle d'HARVEST, le risque de liquidité est nul. Ainsi, au 31 décembre 2004, la Société bénéficie d'une trésorerie de plus de 2 millions d'euros, et ne présente aucun endettement financier.

Il est important de préciser qu'HARVEST facture une large partie de son chiffre d'affaires au cours du mois de janvier de chaque année, ces facturations correspondant

aux prestations de maintenance logiciels (ventes secondaires). Ainsi, la trésorerie en début d'année est plus importante qu'en fin d'exercice.

#### **Répartition de la facturation du chiffre d'affaires \* au cours de l'exercice**

Activité en milliers d'euros	Exercice 2002		Exercice 2003		Exercice 2004	
		% CA annuel		% CA annuel		% CA annuel
1 <sup>er</sup> trimestre	3 632	59,8 %	4 100	62,1 %	4 061	60,2 %
2 <sup>ème</sup> trimestre	678	11,2 %	742	11,2 %	881	13,1 %
3 <sup>ème</sup> trimestre	501	8,2 %	599	9,1 %	503	7,5 %
4 <sup>ème</sup> trimestre	1 266	20,8 %	1 162	17,6 %	1 296	19,2 %
<b>TOTAL</b>	<b>6 076</b>	<b>100,0 %</b>	<b>6 603</b>	<b>100,0 %</b>	<b>6 741</b>	<b>100,0 %</b>

\* : même si les facturations des ventes secondaires (maintenance) sont émises en début d'année, la constatation du chiffre d'affaires n'est réalisée qu'au fil de l'eau, au prorata des périodes couvertes par ces contrats.

Les investissements de la Société sont très limités. L'investissement de recherche et développement des produits correspondant aux salaires et charges sociales associées est en effet intégralement passé en charges d'exploitation.

#### **4.7.2.2. Risques de taux de change**

La Société intervient uniquement auprès d'une clientèle française, il n'y a pas de risque lié aux évolutions des taux de change.

#### **4.7.2.3. Risques de taux d'intérêt**

La Société n'est pas endettée, il n'y a pas de risque lié aux évolutions des taux d'intérêts.

#### **4.7.2.4. Risques sur actions**

Non applicable. La trésorerie disponible de la Société est exclusivement placée sur des sicav monétaires.

#### **4.7.3. Risques juridiques liés aux contrats clients**

Les différents contrats de licences ou d'assistance conclus par HARVEST avec ses clients ne font pas mention de recours possibles en cas d'erreur ou de défaut sur les logiciels mis au point par la Société. HARVEST, dans ce type de situation, doit faire tous ses efforts pour apporter au client, dans les meilleurs délais, une correction ou une solution de contournement au problème soulevé.

HARVEST ne saurait en aucun cas être tenue responsable du préjudice résultant de la perte de données, des manques à gagner, pertes d'exploitation ou pertes de marchés ou de contrats commerciaux autres que ceux résultant directement ou indirectement d'une faute lourde et intentionnelle d'HARVEST. Dans le cas où la responsabilité d'HARVEST viendrait à être retenue, les pénalités encourues seraient de convention expresse limitées au montant du contrat dans le cas d'une licence ou au montant de la redevance annuelle acquittée dans le cas de contrat d'assistance et de maintenance.

De manière exceptionnelle uniquement, des pénalités de retard sur le respect des délais d'intervention d'HARVEST en réponse à des problèmes techniques ou fonctionnels rencontrés par les clients sont appliquées.

#### **4.8. Assurances et couverture des risques**

Outre les polices à caractère obligatoire, la Société HARVEST est également assurée au titre des dommages aux biens, de la responsabilité civile, de son parc informatique ainsi que des pertes d'exploitation.

Ainsi, globalement, HARVEST dispose d'assurances présentant des garanties que la société estime compatibles avec les risques couverts. Le total des primes d'assurances au titre de l'ensemble des polices d'assurances en vigueur sur l'exercice 2004 s'élève à environ 24 000 euros, contre environ 21 000 euros au cours de l'exercice 2003.

HARVEST a souscrit plusieurs polices d'assurance dont les principales sont les suivantes :

- Assurance dommages aux biens et pertes d'exploitations couvrant les dommages ou pertes matériels (batiments, matériel, mobilier personnel, marchandises, aménagements, ...) ainsi que les frais et pertes résultants (perte d'usage, perte de loyers, pertes financières, frais de reconstruction et pertes indirectes). Ces polices d'assurance présentent un engagement maximum des assureurs d'environ 5 921 K€.
- Assurance responsabilité civile professionnelle couvrant la responsabilité civile de la Société du fait de l'exploitation, ainsi que la responsabilité du fait des produits (dommages corporels, matériels, immatériels, aux biens confiés, causés par les salariés) et garantissant les conséquences pécuniaires causées aux tiers. Ces polices d'assurance présentent des garanties maximales de l'ordre de 10 000 K€ pour chacun des deux sites d'exploitation.

## **5. PATRIMOINE ET SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE**

### **5.1. Comptes sociaux de la Société HARVEST**

#### **5.1.1. Rapport du Commissaire aux Comptes**

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Assemblée Générale, je vous présente mon rapport relatif à l'exercice clos le 31 Décembre 2004, sur :

- le contrôle des comptes de la Société HARVEST, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de mes appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la Loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 9 mars 2005. Il m'appartient, sur la base de mon audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

#### **I - OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

J'ai effectué mon audit selon les normes professionnelles applicables en France; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

J'estime que mes contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

#### **II - JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

En application des dispositions de l'article L 225-235, 1° alinéa, du Code de Commerce relatives à la justification de mes appréciations, introduites par la loi de sécurité financière du 1er août 2003, je vous informe que les appréciations auxquelles j'ai procédé pour émettre l'opinion ci-dessus, portant notamment sur les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, ainsi que leur présentation d'ensemble, n'appellent pas de commentaire particulier.

#### **III - VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES**

J'ai également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la Loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressées aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris, le 18 mars 2005

Benoît de BLIGNIERES

## 5.1.2. Principales données comptables sociales de la Société

### BILAN ACTIF

	31/12/2004			31/12/2003	31/12/2002
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	Net
Capital souscrit non appelé					
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>					
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissements					
Frais de recherches et développements					
Concessions, brevets et droits	138 532	129 119	9 413	18 750	33 526
Fonds commercial (1)					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					75 279
Avances et acomptes					
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains				4 116	4 116
Constructions				469 681	499 584
Installations techniques et outillages					
Autres immobilisations corporelles	810 422	529 344	281 078	430 314	370 006
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes	19 037		19 037		
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés					
Prêts	2 567		2 567	6 417	
Autres immobilisations financières	83 755		83 755	80 187	77 986
	<b>1 054 313</b>	<b>658 463</b>	<b>395 850</b>	<b>1 009 465</b>	<b>1 060 497</b>
<b>ACTIFS CIRCULANT</b>					
<b>Stocks et en-cours</b>					
Matières premières et autres approvisionnements	8 072		8 072	7 189	6 815
En-cours de production ( biens et services )	223 653		223 653	234 559	204 719
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>	2 982		2 982		1 935
<b>Créances d'exploitation (3)</b>					
Clients et comptes rattachés	1 078 804	12 398	1 066 406	1 120 520	1 274 071
Autres créances	258 967		258 967	177 959	39 045
Capital souscrit- appelé, non versé					
<b>Valeurs mobilières de placement</b>					
Actions propres					
Autres titres	1 971 294		1 971 294	1 488 883	1 700 679
Instruments de trésorerie					
<b>Disponibilités</b>	163 994		163 994	182 853	36 401
Charges constatées d'avance (3)	131 095		131 095	127 271	119 800
	<b>3 838 861</b>	<b>12 398</b>	<b>3 826 463</b>	<b>3 339 234</b>	<b>3 383 465</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	2 574		2 574	14 563	22 659
	<b>2 574</b>	<b>0</b>	<b>2 574</b>	<b>14 563</b>	<b>22 659</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 895 748</b>	<b>670 861</b>	<b>4 224 887</b>	<b>4 363 262</b>	<b>4 466 621</b>



## BILAN PASSIF

Euros			
	31/12/2004	31/12/2003	31/12/2002
	Net	Net	Net
<b>CAPITAUX PROPRES</b>			
Capital (dont versé 1211144)	1 211 144	1 205 309	1 202 784
Primes d'émission, de fusion, d'apport	56 346	17 019	
Ecart de réévaluation			
<b>Réserves</b>			
Réserve légale	121 114	120 279	114 546
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées	98 201	98 201	98 201
Autres réserves	972 658	972 658	972 658
Report à nouveau	188 371	183 828	98 845
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE (Bénéfices ou Pertes)</b>	344 976	429 280	259 458
Subventions d'investissements			
Provisions réglementées			
	<b>2 992 810</b>	<b>3 026 574</b>	<b>2 746 492</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>			
Produits des émissions de titres part			
Avances conditionnées			45 735
	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>45 735</b>
<b>PROVISIONS POUR R.ET C</b>			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	8 954	5 786	
	<b>8 954</b>	<b>5 786</b>	<b>0</b>
<b>DETTES (1)</b>			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes aup ets de créd (2)	853	845	147 016
Emprunts et dettes financières divers			4 116
Avces et acptes reçus sur commandes en cours			3 269
Dettes fournisseurs et cptes rattachés	109 947	92 910	292 449
Dettes fiscales et sociales	1 077 452	1 166 188	1 138 846
Dettes sur immo et cptes rattachés			
Autres dettes	8 545	51 711	62 437
Produits constatés d'avance	26 325	19 250	26 261
	<b>1 223 122</b>	<b>1 330 904</b>	<b>1 674 394</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>4 224 886</b>	<b>4 363 264</b>	<b>4 466 621</b>
(1) dont à plus d'un an			92 525
dont à moins d'un an	1 223 122	1 330 903	1 578 600
(2) solde créditeurs de banque			

# COMPTE DE RESULTAT

				Euros	
				31/12/2003	31/12/2002
	France	Exportation	Total	Total	Total
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>					
Ventes de marchandises	934		934	478	54
Production vendue (biens)	2 331 798	4 994	2 336 792	2 343 934	2 148 559
Production vendue (services)	4 389 955	13 296	4 403 251	4 258 235	3 927 090
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES NET</b>	<b>6 722 687</b>	<b>18 290</b>	<b>6 740 977</b>	<b>6 602 647</b>	<b>6 075 703</b>
Production stockée			-10 907	29 840	-74 284
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation					
Reprises sur prov et amt, transferts de charges			23 476	75 754	19 511
Autres produits			276	20 185	12 807
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>			<b>6 753 822</b>	<b>6 728 426</b>	<b>6 033 737</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>					
Achats de marchandises			934	478	54
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres appro					
Variation de stock (matières et autres appro)			-883	-374	-473
Autres achats et charges externes			1 535 256	1 549 874	1 498 432
Impôts, taxes et versements assimilés			169 724	166 961	144 948
Salaires et traitements			3 013 404	2 847 657	2 758 538
Charges sociales			1 421 010	1 330 388	1 261 424
Dotations aux amortissements et provisions					
- sur Immobilisations : dotation aux amortissements			137 132	179 809	204 129
- sur Immobilisations : dotation aux provisions					
- sur actif circulant : dotation aux provisions					14 657
Dotations aux provisions pour risques et charges			8 954	5 786	
Autres charges			7 005	36 494	2 568
<b>TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION</b>			<b>6 292 536</b>	<b>6 117 073</b>	<b>5 884 277</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>			<b>461 286</b>	<b>611 353</b>	<b>149 460</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>					
De participations				267	267
D'autres valeurs mob, créances d'actifs immob					
Autres intérêts et produits assimilés			1 336	985	
Reprises sur prov et transferts de charges					
Produits nets sur cession valeurs mob de placement			49 321	50 498	67 325
<b>TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS</b>			<b>50 657</b>	<b>51 750</b>	<b>67 592</b>
<b>CHARGES FINANCIERES</b>					
Dotations aux amortissements et provisions					
Intérêts et charges assimilés			8	4 973	8 219
Charges nettes sur cessions valeurs mob de placement					
<b>TOTAL DES CHARGES FINANCIERES</b>			<b>8</b>	<b>4 973</b>	<b>8 219</b>
<b>RESULTAT FINANCIER</b>			<b>50 649</b>	<b>46 777</b>	<b>59 373</b>
<b>RESULTAT COURANT AV IMPOTS</b>			<b>511 935</b>	<b>658 130</b>	<b>208 833</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>					
Sur opérations de gestion				4 116	
Sur opérations en capital			634 083	3 373	384 969
Reprises sur prov et transferts de charges			2 174	137 252	32 777
<b>TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			<b>636 257</b>	<b>144 741</b>	<b>417 746</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>					
Sur opérations de gestion			35	475	35
Sur opérations en capital			581 542	2 419	2 044
Dotations aux amortissements et provisions				63 428	139 426
<b>TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			<b>581 577</b>	<b>66 322</b>	<b>141 505</b>
<b>RESULTAT EXCEPTIONNEL</b>			<b>54 680</b>	<b>78 419</b>	<b>276 241</b>
Participation des salariés			57 559	80 209	63 808
Impôts sur les bénéfices			164 080	227 060	161 808
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>			<b>7 440 736</b>	<b>6 924 917</b>	<b>6 519 075</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>			<b>7 095 760</b>	<b>6 495 637</b>	<b>6 259 617</b>
<b>BENEFICE OU PERTE</b>			<b>344 976</b>	<b>429 280</b>	<b>259 458</b>

# SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION - PRODUCTION

Euros

	31/12/2004		31/12/2003		31/12/2002	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>6 740 977</b>		<b>6 602 647</b>		<b>6 075 703</b>	
Ventes de marchandises	934	100,0	478	100,0	54	100,0
- Coût d'achat des marchandises vendues	934	100,0	478	100,0	54	100,0
<b>Marge commerciale (a)</b>						
Production vendue	6 740 043	100,1	6 602 169	99,5	6 075 649	101,2
+ Production stockée ou déstockage	( 10 907)	- 0,2	29 840	0,4	( 74 284)	- 1,2
+ Production immobilisée						
<b>PRODUCTION DE L'EXERCICE</b>	<b>6 729 136</b>	<b>100,0</b>	<b>6 632 010</b>	<b>100,0</b>	<b>6 001 365</b>	<b>100,0</b>
<b>Production + Ventes de marchandises</b>	<b>6 730 070</b>	<b>100,0</b>	<b>6 632 488</b>	<b>100,0</b>	<b>6 001 420</b>	<b>100,0</b>
- Achats de matières premières et approv.						
- Variation de stocks	( 883)	- 0,0	( 374)	- 0,0	( 473)	- 0,0
- Sous-traitance directe	149 355	2,2	199 008	3,0	160 843	2,7
<b>Marge brute de production (b)</b>	<b>6 580 665</b>	<b>97,8</b>	<b>6 433 376</b>	<b>97,0</b>	<b>5 840 996</b>	<b>97,3</b>
<b>Marge brute globale (a + b)</b>	<b>6 580 665</b>	<b>97,8</b>	<b>6 433 376</b>	<b>97,0</b>	<b>5 840 996</b>	<b>97,3</b>
- Autres achats et charges externes	1 385 904	20,6	1 350 866	20,4	1 337 589	22,3
<b>Valeur ajoutée</b>	<b>5 194 761</b>	<b>77,2</b>	<b>5 082 509</b>	<b>76,6</b>	<b>4 503 407</b>	<b>75,0</b>
+ Subventions d'exploitation						
- Impôts et taxes	169 724	2,5	166 961	2,5	144 950	2,4
- Rémunérations	3 013 404	44,8	2 847 657	42,9	2 758 538	46,0
- Charges sociales	1 421 010	21,1	1 330 388	20,1	1 261 424	21,0
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>590 623</b>	<b>8,8</b>	<b>737 503</b>	<b>11,1</b>	<b>338 496</b>	<b>5,6</b>
+ Reprises sur amort. et provis., transfert de charges	23 476	0,3	75 754	1,1	19 511	0,3
+ Autres produits de gestion courante	276	0,0	20 185	0,3	12 807	0,2
- Dotations aux amortissements et provisions	146 086	2,2	185 595	2,8	218 786	3,6
- Autres charges de gestion courante	7 005	0,1	36 494	0,6	2 568	0,0
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>461 285</b>	<b>6,9</b>	<b>611 353</b>	<b>9,2</b>	<b>149 460</b>	<b>2,5</b>
+ Quote-part sur opérations faites en commun						
+ Produits financiers	50 657	0,8	51 749	0,8	67 592	1,1
- Charges financières	8	0,0	4 973	0,1	8 219	0,1
<b>Résultat courant</b>	<b>511 934</b>	<b>7,6</b>	<b>658 130</b>	<b>9,9</b>	<b>208 834</b>	<b>3,5</b>
Produits exceptionnels	636 258	9,5	144 741	2,2	417 745	7,0
- Charges exceptionnelles	581 577	8,6	66 322	1,0	141 505	2,4
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>54 681</b>	<b>0,8</b>	<b>78 419</b>	<b>1,2</b>	<b>276 240</b>	<b>4,6</b>
- Participation des salariés	57 559	0,9	80 209	1,2	63 808	1,1
- Impôt sur les bénéfices	164 080	2,4	227 060	3,4	161 808	2,7
<b>Résultat net</b>	<b>344 976</b>	<b>5,1</b>	<b>429 280</b>	<b>6,5</b>	<b>259 458</b>	<b>4,3</b>
<i>Plus ou moins-values sur cessions d'actif</i>	<i>26 958</i>		<i>954</i>		<i>1 802</i>	

### **5.1.3.      *Annexes aux données comptables sociales de la Société***

Règles et méthodes comptables

(Décret n° 83-1020 du 29-11-1983 - articles 7, 21, 24 début, 24-1, 24-2 et 24-3)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2004 dont le total est de 4 224 887,04 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un résultat de : 344 975,82 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2004 au 31/12/2004.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Faits caractéristiques de l'exercice.

Néant

Evènements significatifs postérieurs à compter de la clôture .

Néant

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
  - permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
  - indépendance des exercices,
- et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (Prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- Constructions 20 ans
- Agencements et aménagements des constructions 10 ans
- Matériel de transport 5 ans
- Mobilier de bureau 10 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 à 5 ans

Stocks

La production est valorisée au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourants à la production.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Changement de méthodes

Il n'y a pas de changement de méthode d'évaluation au cours de l'exercice.

Il n'y a pas de changement de méthode de présentation au cours de l'exercice.

Aucun changement n'est intervenu par rapport au précédent exercice.

Seuls les éléments significatifs sont exprimés ci-après.

## Immobilisations 2004

Euros

Cadre A		Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
			Réévaluations	Acquisitions
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement, de recherche et développement	Total I			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Total II	133 775		4 757
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains		4 116		
Constructions sur sol propre		598 058		
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers		401 294		12 741
Matériel de transport		27 592		
Matériel de bureau et informatique, mobilier		566 145		54 642
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes			19 037	
	Total III	1 597 204	19 037	67 384
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		86 603		3 569
	Total IV	86 603		3 569
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>		<b>1 817 583</b>	<b>19 037</b>	<b>75 709</b>

Cadre B		Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
		Par virement	Par cession		
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établissement, de recherche et développement (I)					
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)				138 532	
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains			4 116		
Constructions sur sol propre			598 058		
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements, aménag. constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Installations générales, agencements et aménagements divers			240 752	173 284	
Matériel de transport				27 592	
Matériel de bureau et informatique, mobilier			11 240	609 547	
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes				19 037	
	Total III		854 165	829 459	
<b>Immobilisations financières</b>					
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts et autres immobilisations financières			3 850	86 322	
	Total IV		3 850	86 322	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>			<b>858 016</b>	<b>1 054 313</b>	

# Immobilisations 2003

Euros

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement, de recherche et développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
<b>Total I</b>			
<b>Total II</b>	208 496		63 986
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains	4 116		
Constructions sur sol propre	598 058		
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers	395 844		8 628
Matériel de transport	26 971		621
Matériel de bureau et informatique, mobilier	556 395		42 704
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
<b>Total III</b>	1 581 384		51 952
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	77 986		9 901
<b>Total IV</b>	77 986		9 901
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	1 867 865		125 839

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement, de recherche et développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	75 279	63 428	133 775	
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains			4 116	
Constructions sur sol propre			598 058	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers		3 178	401 294	
Matériel de transport			27 592	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		32 954	566 145	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<b>Total III</b>		36 132	1 597 204	
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		1 283	86 603	
<b>Total IV</b>		1 283	86 603	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	75 279	100 843	1 817 583	

## Immobilisations 2002

Euros

Cadre A	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
<b>Immobilisations incorporelles</b>			
Frais d'établissement, de recherche et développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
<b>Total I</b>			
<b>Total II</b>	<b>144 603</b>		<b>116 678</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>			
Terrains	4 116		
Constructions sur sol propre	598 058		
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Installations générales, agencements et aménagements divers	380 407		24 782
Matériel de transport	26 971		
Matériel de bureau et informatique, mobilier	579 408		61 663
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	16 861		
Avances et acomptes			
<b>Total III</b>	<b>1 605 820</b>		<b>86 445</b>
<b>Immobilisations financières</b>			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	76 025		2 037
<b>Total IV</b>	<b>76 025</b>		<b>2 037</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>1 826 448</b>		<b>205 160</b>

Cadre B	Diminutions		Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations Valeur d'origine
	Par virement	Par cession		
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement, de recherche et développement (I)				
Autres postes d'immobilisations incorporelles (II)	<b>42 525</b>	<b>10 260</b>	<b>208 496</b>	
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains			4 116	
Constructions sur sol propre			598 058	
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers		9 345	395 844	
Matériel de transport			26 971	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		84 676	556 395	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	16 861			
Avances et acomptes				
<b>Total III</b>	<b>16 861</b>	<b>94 021</b>	<b>1 581 384</b>	
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		76	77 986	
<b>Total IV</b>		<b>76</b>	<b>77 986</b>	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>59 386</b>	<b>104 358</b>	<b>1 867 865</b>	

## Amortissements 2004

Euros

<b>Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES</b>	<b>Valeur en début d'exercice</b>	<b>Augmentations Dotations</b>	<b>Diminutions Sorties / Reprises</b>	<b>Valeur en fin d'exercice</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement recherche développ.				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Total I</b>				
<b>Total II</b>	<b>115 025</b>	<b>14 094</b>		<b>129 119</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	128 376	7 475	135 851	
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers	162 668	21 037	125 533	58 173
Matériel de transport	24 241	2 917		27 159
Matériel de bureau et informatique, mobilier	375 633	79 620	11 240	444 013
Emballages récupérables et divers				
<b>Total III</b>	<b>690 919</b>	<b>111 049</b>	<b>272 624</b>	<b>529 344</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>805 944</b>	<b>125 143</b>	<b>272 624</b>	<b>658 463</b>

Cadre B			VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE		Cadre C		PROV. AMORT DEROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Dotations		Reprises	
Immobilisations incorporelles									
Frais d'établis., recherche développ. (I)									
Aut. immobilisations incorporelles (II)			14 094						
Immobilisations corporelles									
Terrains									
Constructions sur sol propre			7 475						
Constructions sur sol d'autrui									
Instal. génér., agenc. aménag. construc.									
Instal. techn., matériel outil. industriels									
Instal. génér., agenc. et aménag. divers			21 037						
Matériel de transport			2 917						
Matériel bureau et informatique, mobilié			14 200	65 420					
Emballages récupérables et divers									
Total III			45 629	65 420					
TOTAL GENERAL (I + II + III)			59 724	65 420					

<b>Cadre D MOUVEMENTS DES CHARGES A REPARTIR S/ PLUSIEURS EXERCICES</b>	<b>Montant net début d'exercice</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Dotations exercice aux amort.</b>	<b>Montant net en fin d'exercice</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	14 563		11 988	2 574
Primes de remboursement des obligations				



## Amortissements 2003

Euros

<b>Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES</b>	<b>Valeur en début d'exercice</b>	<b>Augmentations Dotations</b>	<b>Diminutions Sorties / Reprises</b>	<b>Valeur en fin d'exercice</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement recherche développ.				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Total I</b>				
<b>Total II</b>	<b>99 691</b>	<b>78 762</b>	<b>63 428</b>	<b>115 025</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	98 473	29 903		128 376
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers	124 053	39 457	841	162 668
Matériel de transport	18 783	5 458		24 241
Matériel de bureau et informatique, mobilier	326 942	81 561	32 872	375 633
Emballages récupérables et divers				
<b>Total III</b>	<b>568 252</b>	<b>156 378</b>	<b>33 713</b>	<b>690 919</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>667 943</b>	<b>235 140</b>	<b>97 141</b>	<b>805 944</b>

<b>Cadre B VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE</b>				<b>Cadre C PROV. AMORT DEROGATOIRES</b>	
<b>IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES</b>	<b>Amortissements linéaires</b>	<b>Amortissements dégressifs</b>	<b>Amortissements exceptionnels</b>	<b>Dotations</b>	<b>Reprises</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>					
Frais d'établis., recherche développ. (I)					
Aut. immobilisations incorporelles (II)	<b>15 334</b>		<b>63 428</b>		
<b>Immobilisations corporelles</b>					
Terrains					
Constructions sur sol propre	29 903				
Constructions sur sol d'autrui					
Instal. génér., agenc. aménag. construc.					
Instal. techn., matériel outill. industriels					
Instal. génér., agenc. et aménag. divers	39 457				
Matériel de transport	5 458				
Matériel bureau et informatique, mobilié	14 045	67 516			
Emballages récupérables et divers					
<b>Total III</b>	<b>88 862</b>	<b>67 516</b>			
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>104 196</b>	<b>67 516</b>	<b>63 428</b>		

<b>Cadre D MOUVEMENTS DES CHARGES A REPARTIR S/ PLUSIEURS EXERCICES</b>	<b>Montant net début d'exercice</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Dotations exercice aux amort.</b>	<b>Montant net en fin d'exercice</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	22 659		8 097	14 563
Primes de remboursement des obligations				

## Amortissements 2002

Euros

<b>Cadre A SITUATION ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE</b>				
<b>IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES</b>	<b>Valeur en début d'exercice</b>	<b>Augmentations Dotations</b>	<b>Diminutions Sorties / Reprises</b>	<b>Valeur en fin d'exercice</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement recherche développ.				
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Total I</b>				
<b>Total II</b>	<b>93 207</b>	<b>16 745</b>	<b>10 260</b>	<b>99 691</b>
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions sur sol propre	68 571	29 903		98 473
Constructions sur sol d'autrui				
Instal. générales, agenc. et aménag. constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et aménagements divers	94 269	38 698	8 914	124 053
Matériel de transport	13 389	5 394		18 783
Matériel de bureau et informatique, mobilier	313 331	96 674	83 063	326 942
Emballages récupérables et divers				
<b>Total III</b>	<b>489 560</b>	<b>170 669</b>	<b>91 977</b>	<b>568 252</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>582 766</b>	<b>187 414</b>	<b>102 237</b>	<b>667 943</b>

Cadre B			VENTILATIONS DES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS DE L'EXERCICE		Cadre C		PROV. AMORT DEROGATOIRES		
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES			Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Dotations		Reprises	
Immobilisations incorporelles									
Frais d'établis., recherche développ. (I)									
Aut. immobilisations incorporelles (II)			16 745						
Immobilisations corporelles									
Terrains									
Constructions sur sol propre			29 903						
Constructions sur sol d'autrui									
Instal. génér., agenc. aménag. construc.									
Instal. techn., matériel outil. industriels									
Instal. génér., agenc. et aménag. divers			38 698						
Matériel de transport			5 394						
Matériel bureau et informatique, mobilié			13 934	82 741					
Emballages récupérables et divers									
Total III			87 928	82 741					
TOTAL GENERAL (I + II + III)			104 673	82 741					

<b>Cadre D MOUVEMENTS DES CHARGES A REPARTIR S/ PLUSIEURS EXERCICES</b>	<b>Montant net début d'exercice</b>	<b>Augmentations</b>	<b>Dotations exercice aux amort.</b>	<b>Montant net en fin d'exercice</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices	39 375		16 716	22 659
Primes de remboursement des obligations				

## Provisions inscrites au Bilan 2004

				Euros
	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Provisions réglementées</b>				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>Total I</b>				
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges	5 786	8 954	5 786	8 954
<b>Total II</b>	<b>5 786</b>	<b>8 954</b>	<b>5 786</b>	<b>8 954</b>
<b>Provisions pour dépréciations</b>				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles	2 174			
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	15 428		3 030	12 398
Autres provisions pour dépréciations				
<b>Total III</b>	<b>17 602</b>		<b>3 030</b>	<b>12 398</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>23 388</b>	<b>8 954</b>	<b>8 816</b>	<b>21 352</b>
- d'exploitation		8 954	8 816	
Dont dotations et reprises : - financières				
- exceptionnelles			2 174	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)				

## Provisions inscrites au Bilan 2003

				Euros
	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Provisions réglementées</b>				
Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92				
Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
<b>Total I</b>				
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés				
Autres provisions pour risques et charges		5 786		5 786
<b>Total II</b>		5 786		5 786
<b>Provisions pour dépréciations</b>				
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles	139 426			2 174
Sur titres mis en équivalence				
Sur titres de participation				
Sur autres immobilisations financières				
Sur stocks et en-cours				
Sur comptes clients	58 094		42 666	15 428
Autres provisions pour dépréciations				
<b>Total III</b>	197 520		42 666	17 602
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	197 520	5 786	42 666	23 388
- d'exploitation		5 786	42 666	
Dont dotations et reprises : - financières				
- exceptionnelles			137 252	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-I-5 du CGI)				

## Provisions inscrites au Bilan 2002

				Euros
	Montant au début de l'exercice	Augmentations : Dotations exercice	Diminutions : Reprises exercice	Montant à la fin de l'exercice
<b>Provisions réglementées</b> Provisions pour reconstitution gisements miniers et pétroliers Provisions pour investissements Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions fiscales pour implantation à l'étranger av. 01/01/92 Provisions fiscales pour implantation à l'étranger ap. 01/01/92 Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
<b>Total I</b>				
<b>Provisions pour risques et charges</b> Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions et obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement des immobilisations Provisions pour grosses réparations Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés payés Autres provisions pour risques et charges	1 067		1 067	
<b>Total II</b>	1 067		1 067	
<b>Provisions pour dépréciations</b> Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres provisions pour dépréciations	32 777			139 426
	43 437	14 657		58 094
<b>Total III</b>	76 214	14 657		197 520
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	77 281	14 657	1 067	197 520
- d'exploitation		14 657	1 067	
Dont dotations et reprises : - financières				
- exceptionnelles		139 426	32 777	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation de l'exercice (Art. 39-1-5 du CGI)				

## Etats des créances et des dettes 2004

Euros

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)		2 567	2 567	
Autres immobilisations financières		83 755		83 755
<b>De l'actif circulant</b>				
Clients douteux ou litigieux		12 524	12 524	
Autres créances clients		1 066 280	1 066 280	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		2 562	2 562	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices		62 979	62 979	
Taxe sur la valeur ajoutée		15 692	15 692	
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)		151 431	151 431	
Débiteurs divers		26 304	26 304	
Charges constatées d'avance		131 095	131 095	
<b>Total</b>		<b>1 555 188</b>	<b>1 471 433</b>	<b>83 755</b>

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts et avances consenties aux associés

3 850

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine		853	853		
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés		109 947	109 947		
Personnel et comptes rattachés		357 791	357 791		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		482 762	482 762		
Impôts sur les bénéfices					
Taxe sur la valeur ajoutée		234 604	234 604		
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés		2 295	2 295		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
Autres dettes		8 545	8 545		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		26 325	26 325		
<b>Total</b>		<b>1 223 122</b>	<b>1 223 122</b>		

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice

(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés



## Etats des créances et des dettes 2003

Euros

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)		6 417	3 850	2 567
Autres immobilisations financières		80 187		80 187
<b>De l'actif circulant</b>				
Clients douteux ou litigieux		18 544	18 544	
Autres créances clients		1 117 404	1 117 404	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		7 254	7 254	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux				
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée		14 189	14 189	
Autres impôts taxes et versements assimilés		7 172	7 172	
Divers				
Groupe et associés (2)		149 251	149 251	
Débiteurs divers		92	92	
Charges constatées d'avance		127 271	127 271	
<b>Total</b>		<b>1 527 782</b>	<b>1 445 029</b>	<b>82 753</b>
(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice		7 700		
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice		1 283		
(2) Prêts et avances consenties aux associés				

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine		845	845		
- à plus d'un an à l'origine					
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)					
Fournisseurs et comptes rattachés		92 910	92 910		
Personnel et comptes rattachés		376 420	376 420		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		501 896	501 896		
Impôts sur les bénéfices		65 269	65 269		
Taxe sur la valeur ajoutée		221 710	221 710		
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés		893	893		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
Autres dettes		51 711	51 711		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		19 250	19 250		
<b>Total</b>		<b>1 330 903</b>	<b>1 330 903</b>		
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice					
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice		146 044			
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés					

## Etats des créances et des dettes 2002

Euros

Cadre A	ETAT DES CREANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>				
Créances rattachées à des participations				
Prêts (1) (2)				
Autres immobilisations financières		77 986		77 986
<b>De l'actif circulant</b>				
Clients douteux ou litigieux		70 928	70 928	
Autres créances clients		1 261 238	1 261 238	
Créances représentatives de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		2 552	2 552	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		2 034	2 034	
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée		23 361	23 361	
Autres impôts taxes et versements assimilés				
Divers				
Groupe et associés (2)				
Débiteurs divers		11 098	11 098	
Charges constatées d'avance		119 800	119 800	
<b>Total</b>		<b>1 568 996</b>	<b>1 491 010</b>	<b>77 986</b>

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice	
(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice	76
(2) Prêts et avances consenties aux associés	

Cadre B	ETAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit : (1)					
- à un an maximum à l'origine		972	972		
- à plus d'un an à l'origine		146 044	50 250	95 794	
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)		4 116	4 116		
Fournisseurs et comptes rattachés		292 449	292 449		
Personnel et comptes rattachés		325 204	325 204		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		462 081	462 081		
Impôts sur les bénéfices		83 316	83 316		
Taxe sur la valeur ajoutée		267 354	267 354		
Obligations cautionnées					
Autres impôts, taxes et versements assimilés		892	892		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Groupe et associés (2)					
Autres dettes		62 437	62 437		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		26 261	26 261		
<b>Total</b>		<b>1 671 125</b>	<b>1 575 331</b>	<b>95 794</b>	

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	47 968
(2) Emprunt, dettes contractés auprès des associés	



## Produits à recevoir 2004 et 2003

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2004	31/12/2003
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	183 260	93 046
Autres créances	28 662	14 426
		7 254
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>Total</b>	<b>211 922</b>	<b>107 472</b>

## Produits à recevoir 2003 et 2002

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	31/12/2003	31/12/2002
Créances rattachées à des participations		
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	93 046	381 519
Autres créances	14 426	13 582
Fournisseurs-Avoirs à recevoir		10 340
Organismes sociaux	7 254	3 242
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
<b>Total</b>	<b>107 472</b>	<b>395 101</b>

## Charges à payer 2004 et 2003

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article23)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2004	31/12/2003
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	853	845
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	62 748	58 945
Dettes fiscales et sociales	569 587	633 848
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :	8 545	6 549
		6 549
<b>Total</b>	<b>641 734</b>	<b>700 186</b>

## Charges à payer 2003 et 2002

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article23)

Charges à payer incluses dans les postes suivants du bilan	31/12/2003	31/12/2002
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	845	972
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	58 945	70 396
Dettes fiscales et sociales	633 848	556 643
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes :	6 549	34 524
Avoirs Clients à Etablir	6 549	34 524
<b>Total</b>	<b>700 186</b>	<b>662 535</b>

## Produits et charges constatés d'avances 2004 et 2003

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits constatés d'avance	31/12/2004	31/12/2003
Produits d'exploitation	26 325	19 250
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
<b>Total</b>	<b>26 325</b>	<b>19 250</b>

Charges constatées d'avance	31/12/2004	31/12/2003
Charges d'exploitation	131 095	127 271
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
<b>Total</b>	<b>131 095</b>	<b>127 271</b>

## Produits et charges constatés d'avances 2003 et 2002

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Produits constatés d'avance	31/12/2003	31/12/2002
Produits d'exploitation	19 250	26 261
Produits financiers		
Produits exceptionnels		
<b>Total</b>	<b>19 250</b>	<b>26 261</b>

Charges constatées d'avance	31/12/2003	31/12/2002
Charges d'exploitation	127 271	119 800
Charges financières		
Charges exceptionnelles		
<b>Total</b>	<b>127 271</b>	<b>119 800</b>

## Charges à répartir sur plusieurs exercices 2004

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Nature des charges à répartir sur plusieurs exercices	Montant net	Durée d'amortissement restant à courir
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts		
Charges à étaler	2 574	1
<b>Total</b>	<b>2 574</b>	

## Charges à répartir sur plusieurs exercices 2003

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Nature des charges à répartir sur plusieurs exercices	Montant net	Durée d'amortissement restant à courir
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations	9 304	2
Frais d'émission des emprunts		
Charges à étaler	5 259	2
<b>Total</b>	<b>14 563</b>	

## Charges à répartir sur plusieurs exercices 2002

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 23)

Nature des charges à répartir sur plusieurs exercices	Montant net	Durée d'amortissement restant à courir
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations	14 716	3
Frais d'émission des emprunts		
Charges à étaler	7 943	2
<b>Total</b>	<b>22 659</b>	

## Composition du capital 2004

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-12)

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exercice	En fin d'exercice
Actions ordinaires	1,00	1 205 309	5 835		1 211 144

## Composition du capital 2003

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-12)

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exercice	En fin d'exercice
Actions ordinaires	1,00	1 202 784	2 525		1 205 309

## Composition du capital 2002

Euros

(Décret 83-1020 du 29-11-1983 - Article 24-12)

Différentes catégories de titres	Valeur nominale	Nombre de titres			
		Au début de l'exercice	Créés pendant l'exercice	Remboursés pendant exercice	En fin d'exercice
Actions ordinaires	1,00	1 202 784			1 202 784

## Engagements hors bilan

Néant

## **5.2. Conventions réglementées**

### **5.2.1. *Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées***

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de Commissaire aux Comptes de votre société, je vous présente mon rapport sur les conventions réglementées.

Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

En application du décret du 23 mars 1967, j'ai été informé que l'exécution des conventions suivantes, approuvées au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

La Société HARVEST GESTION a facturé à votre société des prestations de services pour un montant HT de 396 367,48 Euros pour l'année 2004.

La convention de gestion centralisée de trésorerie et d'avances intragroupe conclue avec la Société HARVEST GESTION s'est poursuivie au cours de l'exercice 2004. Dans le cadre de cette convention, votre société a donné mandat à la société HARVEST GESTION de gérer sa trésorerie, moyennant un intérêt calculé sur la base du taux moyen de rémunération des Sicav détenues par le groupe, sur les six dernier mois majoré de un point.

Administrateurs concernés : Messieurs Brice PINEAU et Jean-Michel DUPIOT.

Paris, le 18 mars 2005

Benoît de BLIGNIERES

### **5.2.2. *Convention réglementée HARVEST Gestion - HARVEST***

Il a été conclu entre les sociétés HARVEST Gestion et HARVEST la convention suivante en date du 3 janvier 2000.

-----  
« CONTRAT DE PRESTATIONS DE SERVICES

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

La Société HARVEST GESTION, SARL au capital de 9 478 334 euros dont le siège social est 3 rue la Boétie à PARIS (75008) en cours d'immatriculation représentée aux fins des présentes par Monsieur Jean-Michel DUPIOT, co-gérant, dûment habilité à cet effet

Ci-après désignée "le Prestataire"

D'UNE PART,  
ET :

La Société HARVEST SA, société anonyme au capital de 6 834 000 francs dont le siège social est 9 rue Louis David à Bagnole (93170) immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le n° B 352 042 345 représentée aux fins

des présentes par Monsieur Brice PINEAU, Président Directeur Général dûment habilité à cet effet

Ci-après désigné "le Client"

D'AUTRE PART

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :

#### ARTICLE 1 - OBJET

Le Prestataire s'engage et s'oblige par les présentes envers le Client qui accepte à lui fournir son assistance et ses conseils dans l'accomplissement des opérations énumérées ci-dessous et dans les domaines suivants :

##### 1 - Conseil en organisation

Définition et organisation des moyens de communication à mettre en oeuvre dans la société et vis-à-vis des clients par la préconisation de procédures de travail, de cahiers des charges, de sélection d'outils informatiques ou autres...

##### 2 - Négociations commerciales et autres

Le Prestataire s'oblige à assister le Client dans toutes négociations commerciales, financières ou autres de son choix, sur simple demande du Client, et notamment à :

- participer aux négociations avec les différents conseils extérieurs de la société,
- participer à la préparation des dossiers pour les conseils extérieurs,
- assister le Client auprès des différentes administrations et organismes de quelque nature qu'ils soient,
- assister le Client dans ses négociations avec ses partenaires (banques, fournisseurs, prestataires...).

##### 3 - Services financiers et administratifs

Le Prestataire assiste et conseille le Client dans les domaines suivants

- conseil en matière de gestion des comptes clients,
- assistance dans la stratégie d'expansion,
- conseil dans la préparation des réunions des organes de direction,
- travaux comptables ne relevant pas du monopole des experts comptables et commissaires aux comptes.

##### 4 - Assistance informatique

Le Prestataire effectuera les travaux suivants :

- travaux de conception de logiciel dans tout domaine et spécifiquement les domaines d'intervention du Client

##### 5 - Mission de formation

Le Prestataire assurera la formation continue du personnel du Client et de ses clients dans le cadre d'animation de séminaires.

Le Prestataire animera, sur demande du Client, les équipes commerciales, administratives et de production de l'entreprise.

##### 6 - Mission commerciale

Le Prestataire participera, accessoirement aux missions précitées, aux réunions relatives à l'amélioration des produits existants et au projet de lancement de nouveaux produits.

Accessoirement, le Prestataire pourra participer à la prospection de nouveaux clients et entretenir les relations avec la clientèle existante.

## ARTICLE 2 - MODALITES D'EXECUTION

### 2.1.- Le personnel

Le Prestataire décidera seul du choix du personnel devant être affecté aux missions faisant l'objet de la présente convention.

Il pourra également faire appel à tous consultants extérieurs, justifiant d'une compétence particulière eu égard à la prestation d'assistance requise, sans toutefois qu'il en résulte une quelconque atténuation de sa responsabilité à l'égard du Client, lequel demeure seul responsable des agissements de son personnel.

Le personnel ne pourra recevoir aucune directive de la part du Client et restera, en toute hypothèse, sous la responsabilité hiérarchique entière et exclusive du Prestataire.

### 2.2. - Obligations du Prestataire

Il supporte la responsabilité des services qu'il exécute dans le cadre du présent contrat tant à l'égard des tiers que vis-à-vis du Client.

Il s'engage à informer régulièrement le Client de l'état d'avancement des prestations à réaliser.

Il s'engage à mettre en œuvre, pour l'exécution de l'ensemble des prestations à sa charge en vertu des présentes, toute la diligence requise.

Le Prestataire est responsable de la qualité de ses prestations et de leur exécution, conforme aux dispositions convenues avec le Client.

Il est toutefois expressément convenu que les obligations souscrites par le Prestataire en vertu des présentes n'ont que le caractère d'obligations de moyens.

D'autre part, le Prestataire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable de la mauvaise utilisation ou de la non utilisation, par le Client, des conseils et recommandations qu'il sera amené à donner en vertu des présentes ou des services qu'il sera amené à rendre.

Le Prestataire devra souscrire toutes polices d'assurances nécessaires en vue de couvrir l'intégralité des responsabilités pouvant résulter, à sa charge, de l'exécution des présentes.

### 2.3. - Obligations du Client

2.3.1 - Il s'engage à fournir toutes les informations et toutes les explications nécessaires à l'accomplissement, dans les délais et dans des conditions optimales, des tâches imparties au Prestataire en vertu des présentes. De même, il remettra en temps utile tous les documents nécessaires à l'accomplissement des prestations par le Prestataire.

2.3.2 - Chaque partie s'engage à traiter confidentiellement toutes les connaissances et informations communiquées par l'autre partie dans le cadre des présentes et à ne pas les divulguer.

Chaque partie prendra toutes mesures appropriées, notamment à l'égard de son personnel, pour le respect permanent et rigoureux de la présente obligation.

La présente obligation de confidentialité ne s'applique pas aux informations qui :  
- sont connues de l'une des parties au moment de la signature des présentes et dont la preuve de cette connaissance antérieure sera rapportée ;



- ont été, de façon légale, déjà obtenues par l'une des parties de source indépendante de l'autre partie ou d'une Société du groupe auquel elle appartient ;
- sont dans le domaine public ou y tomberaient au cours de l'exécution des présentes autrement que par des actions ou omissions de sa part ou de ses préposés.

2.3.3 - Il s'engage, en outre, chaque fois que les prestations demandées par lui en vertu des présentes le rendront nécessaire, à laisser au personnel du Prestataire libre accès à ses locaux et installations et à mettre à la disposition dudit personnel tous moyens susceptibles de faciliter son intervention, ledit personnel devant respecter toutes dispositions édictées par le Client en matière de circulation dans les locaux, de sécurité, d'hygiène, de confidentialité, etc.

Plus généralement, chaque partie s'engage à respecter toute réglementation en vigueur relative aux conditions et lieux de réalisation des prestations.

### ARTICLE 3 - PRIX

En contrepartie des prestations fournies par le Prestataire, le Client s'engage à régler la rémunération forfaitaire trimestrielle H.T. de 650 000 francs à laquelle s'ajoutera le remboursement des frais exposés et justifiés par le Prestataire.

Le prix et le remboursement des frais sont payables sur facturation détaillée H.T., TVA en sus, adressée chaque fin de mois par le Prestataire au Client.

Tout retard de paiement de l'une quelconque des sommes dues en vertu du présent article emportera de plein droit, à la charge du Client, intérêt de retard à un taux égal à une fois et demie le taux de l'intérêt légal, TVA en sus.

### ARTICLE 4 - DUREE

Le présent contrat est conclu pour une durée de 12 mois à compter du 1er janvier 2000 pour s'achever le 31 décembre 2000.

A son expiration, il ne se renouvellera pas par tacite reconduction, tout renouvellement donnant lieu à une nouvelle négociation.

### ARTICLE 5 - RESILIATION

A défaut par l'une ou l'autre des parties d'exécuter ses obligations contractuelles, le présent contrat sera résilié de plein droit et sans formalité si bon semble à l'autre partie, 30 jours calendaires après un simple commandement de payer ou d'exécuter resté en tout ou en partie sans effet et contenant déclaration par la partie poursuivante de son intention d'user du bénéfice de la présente clause.

Le Prestataire pourra, en outre, sous réserve des pouvoirs légaux de l'administrateur judiciaire, résilier le présent contrat en cas de cessation des paiements ou de redressement ou de liquidation judiciaire du Client.

Compte tenu du caractère fortement intuitu personae du présent contrat, le même droit de résiliation sera reconnu au Prestataire en cas de modification sensible dans la structure ou le capital de la Société cliente.

Malgré cette résiliation, la partie demanderesse pourra toujours demander le paiement de tous dommages-intérêts auxquels elle pourra avoir droit.

### ARTICLE 6 - INCESSIBILITE

Le présent contrat est conclu "intuitu personae". Il n'est ni cessible, ni transmissible, sauf accord particulier et préalable de l'autre partie.

## ARTICLE 7 - STATUT

Le présent contrat définit un ensemble de prestations que s'engage à réaliser le Prestataire. La mission commerciale est une mission accessoire de l'ensemble des autres missions principales. En conséquence, et en application expresse de l'article 15 de la loi du 25 juin 1991 relative aux rapports entre les agents commerciaux et leurs mandants, les dispositions de ladite loi ne sont pas applicables aux présentes, le Prestataire renonçant irrévocablement au statut d'agent commercial et, notamment, à l'indemnité visée par la loi au cas de cessation des relations contractuelles.

## ARTICLE 8 - ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

## ARTICLE 9 - INTEGRALITE DU CONTRAT - PORTEE

Le présent contrat traduit l'ensemble des engagements pris par les parties contractantes dans le cadre de son objet. Il annule et remplace tous accords verbaux et écrits antérieurs à sa signature et pouvant s'y rapporter.

Aucune tolérance, quelle qu'en soit la nature, l'ampleur, la durée ou la fréquence, ne pourra être considérée comme créatrice d'un quelconque droit et ne pourra, en aucune manière, conduire à limiter, d'une quelconque manière que ce soit, la possibilité d'invoquer chacune des clauses du présent contrat à tout moment, sans aucune restriction.

Le présent contrat ne pourra être modifié que par voie d'avenant écrit, signé par les personnes dûment habilitées à cet effet.

## ARTICLE 10 - LOI APPLICABLE

La présente convention est soumise à la loi française, à l'exclusion expresse de toutes règles de conflit de lois pouvant conduire à l'application d'autres dispositions.

## ARTICLE 11 - LITIGES

Tous les litiges auxquels le présent contrat pourra donner lieu, tant pour sa validité, que pour son interprétation, son exécution, ou sa résiliation, seront soumis au Tribunal de Commerce de Paris.

## ARTICLE 12 - TRAVAIL CLANDESTIN

Conformément aux dispositions du décret n° 92-508 du 11 juin 1992, le Prestataire s'engage à remettre au Client les documents requis par la législation relative au travail clandestin dans un délai d'un mois à compter de la signature des présentes.

Le Prestataire certifie sur l'honneur que les salariés qui exécuteront l'objet du présent contrat seront employés régulièrement au regard des articles L.143-3, L.143-5 et L.620-3 du Code du Travail.

Fait à Bagnolet Le 3 janvier 2000 en 2 exemplaires.

HARVEST Gestion

HARVEST »

-----

La convention présentée au paragraphe précédent recouvre des prestations récurrentes telles que la supervision des finances et de la gestion, la gestion des contrats de travail et ressources humaines, l'organisation opérationnelle, les

négociations commerciales Grands Comptes. Cette convention couvre par ailleurs des missions plus ponctuelles, comme par exemple, au titre des exercices 2003 et 2004 :

- la mise en œuvre de la stratégie pour le marché des indépendants élaborée fin 2002 (offre de location des logiciels, réalisation des contrats et documents commerciaux, grilles de tarifs, recrutement ...) ;
- l'accompagnement d'un projet Diag Optim auprès de la Société Générale ;
- la conception et le pilotage du nouveau site web institutionnel pour la Société HARVEST suite à la défaillance du précédent prestataire ;
- le lancement d'une réflexion stratégique sur les choix technologiques à opérer ;
- la conception et le démarrage de la mise en œuvre d'un nouveau système d'information pour la facturation des contrats et la gestion des clients ;
- la réorganisation du projet PATRITHEQUE et la relance commerciale de ce produit.

Au regard de ces prestations rendus par HARVEST Gestion au profit de la Société HARVEST, le montant des honoraires, fixe depuis l'origine de cette convention, paraît justifié compte tenu de l'importance des prestations accomplies. Il est par ailleurs important de préciser que cette convention prévoit un niveau de facturation forfaitaire, clairement défini, sans corrélation avec le niveau de chiffre d'affaires de la Société HARVEST, ce qui ne limite l'augmentation du coût de ces aspects stratégiques à assumer pour la Société HARVEST.

Enfin, la convention présentée au paragraphe précédent inclut les rémunérations des dirigeants fondateurs de la Société HARVEST, Messieurs Brice PINEAU et Jean Michel DUPIOT, chacun de ces derniers ayant uniquement de la part d'HARVEST perçu une rémunération annuelle fixe de 9 058 € nette au titre de leur mandat social au cours de l'exercice 2004 (cf paragraphe 6.2.2.).

### 5.3. Honoraires du Commissaire aux Comptes

En € HT	Exercice 2002		Exercice 2003		Exercice 2004	
Missions d'Audit	4 500	100,0 %	5 000	100,0 %	5 600	100,0 %
Missions de Conseil	-	-	-	-	-	-
Total	4 500	100,0 %	5 000	100,0 %	5 600	100,0 %

## **6. GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE**

### **6.1. Composition et fonctionnement des organes d'administration et de direction**

#### **6.1.1. Fonctionnement des organes d'administration et de direction**

##### **Conseil d'administration (article 17 des statuts)**

###### *1 – Organisation du Conseil*

La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la loi en cas de fusion.

En cours de vie sociale, les administrateurs sont nommés, renouvelés ou révoqués par l'Assemblée Générale Ordinaire. Ils sont toujours rééligibles.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années ; elles prennent fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire leur mandat.

En cas de vacance, par décès ou par démission, d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire.

Les nominations effectuées par le Conseil d'Administration sont soumises à la ratification de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur. Si le nombre des administrateurs devient inférieur à trois, une Assemblée Générale Ordinaire doit être immédiatement convoquée en vue de compléter l'effectif du Conseil d'Administration.

Le nombre d'administrateurs personnes physiques et de représentants permanents de personnes morales âgés de plus de soixante-dix ans ne pourra pas dépasser à la date de clôture de chaque exercice le tiers, arrondi au chiffre immédiatement supérieur des administrateurs en fonction.

Si ce pourcentage vient à être dépassé, l'administrateur le plus âgé sera réputé démissionnaire d'office.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action.

Les administrateurs, nommés en cours de société, peuvent ne pas être actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils seraient réputés démissionnaires d'office. L'ancien administrateur ou ses ayants-droits recouvrent la libre disposition des actions de garantie du seul fait de l'approbation par l'assemblée générale ordinaire des comptes du dernier exercice relatif à sa gestion.

###### *2 - Président*

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un Président qui est, à peine de nullité de la nomination, une personne physique. Il détermine sa rémunération.

Nul ne peut être nommé Président s'il est âgé de plus de soixante-dix ans. Si le Président en fonction vient à dépasser cet âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Président représente, organise et dirige le Conseil. Il préside l'Assemblée Générale et lui rend compte des travaux accomplis par le Conseil ou par le Directeur Général, sur information de celui-ci.

### *3 - Délibérations*

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige, sur la convocation de son Président. Lorsqu'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, un tiers au moins des administrateurs, ou le Directeur Général, peuvent demander au Président, qui est lié par cette demande, de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Les convocations sont faites par tous moyens et même verbalement.

La réunion a lieu soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

Le Conseil ne délibère valablement que si la moitié au moins des administrateurs sont présents ou assistent par visio-conférence. Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

### *4 – Pouvoirs du Conseil*

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la Société et veille à leur mise en oeuvre. Sous réserve des pouvoirs expressément attribués par la loi aux assemblées d'actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Conseil d'Administration qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Le Conseil d'Administration procède aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns. Chaque administrateur reçoit toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission et peut se faire communiquer tous les documents qu'il estime utiles.

### **Direction générale (article 18 des statuts)**

La direction générale est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le Conseil d'Administration choisit entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

### *1 - Directeur Général*

Le Directeur Général est une personne physique choisie parmi les administrateurs ou non.

La durée des fonctions du Directeur Général est déterminée par le Conseil au moment de la nomination. Cependant, si le Directeur Général est administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat d'administrateur.

Nul ne peut être nommé Directeur Général s'il est âgé de plus de soixante-dix ans. Lorsque le Directeur Général atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts, sauf lorsque le Directeur Général assume les fonctions de Président du Conseil d'Administration.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ses pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

## *2 - Directeurs Généraux délégués*

Sur proposition du Président, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général délégué.

Le Conseil d'Administration peut choisir les directeurs généraux délégués parmi les administrateurs ou non et ne peut pas en nommer plus de cinq.

La limite d'âge est fixée à soixante-dix ans. Lorsqu'un Directeur Général délégué atteint la limite d'âge, il est réputé démissionnaire d'office.

Les directeurs généraux délégués sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration, sur proposition du Directeur Général. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Lorsque le Directeur Général cesse ou est empêché d'exercer ses fonctions, les directeurs généraux délégués conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination du nouveau Directeur Général.

En accord avec le Directeur Général, le Conseil d'Administration détermine l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux directeurs généraux délégués. Les directeurs généraux délégués disposent à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Directeur Général.

### **6.1.2. Composition du conseil d'administration**

#### **Conseil d'administration**

**Brice PINEAU** : Président du Conseil d'administration

1<sup>ère</sup> nomination : 4 septembre 1989

Echéance du mandat : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2010.

Autres mandats :

- Co-gérant de la SARL HARVEST GESTION ;
- Co-gérant de la SCI HARVEST A CARREAUX.

**Jean Michel DUPIOT** : Directeur Général

1<sup>ère</sup> nomination : 4 septembre 1989

Echéance du mandat : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2010.

Autres mandats :

- Co-gérant de la SARL HARVEST GESTION ;
- Co-gérant de la SCI HARVEST A CARREAUX.

**François CARAYOL** : Administrateur

1<sup>ère</sup> nomination : 30 juin 1992

Echéance du mandat : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2010.

Monsieur CARAYOL a été notamment Directeur de la Stratégie de Thalès (ex-Thomson CSF), Président Directeur Général de Thomson Marconi Sonars, Président Directeur Général de Canal + Technologies et Directeur Général Adjoint du groupe Canal + ; il est actuellement Président du groupe La Brosse et Dupont.

Autres mandats :

- Représentant pour EUROPA SASU ;
- Représentant pour LBD SASU ;
- Représentant pour LBD MENAGE SASU ;
- Représentant pour LADOE SASU ;
- Administrateur de la société MANCRET.

**Jean-Jacques GUIONY** : Administrateur

1<sup>ère</sup> nomination : 9 juin 2005

Echéance du mandat : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2010.

Monsieur GUIONY a été analyste financier à la BNP puis chez Merrill Lynch. Il a ensuite intégré, en 1990, l'équipe de fusion acquisition de Lazard Frères, dont il est devenu associé gérant en 1997. Il a rejoint en 2003 le groupe LVMH, dont il est aujourd'hui Directeur Financier et membre du Comité Exécutif

Autres mandats :

- Président Directeur Général de LVMH Finance ;
- Administrateur de Kenzo Parfums ;
- Director de SOFIDIV INC ;
- Director de SOFIDIV UK Ltd ;
- Président de DELPHINE SAS ;
- Président de SOFIDIV ;
- Président de UFIPAR ;
- Président du Comité de Direction de SOFIDIV ;
- Membre du Comité de Direction de DELPHINE SAS ;
- Membre du Comité de Direction de UFIPAR.

**Hervé PHILIPPE** : Administrateur

1<sup>ère</sup> nomination : 9 juin 2005

Echéance du mandat : Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice qui sera clos le 31 décembre 2010.

Monsieur PHILIPPE a travaillé à la COB pendant 9 ans ; il a notamment occupé les fonctions de Chef du Service des Opérations et de l'Information Financières. Après avoir rejoint le groupe SAGEM dont il a été Directeur Financier et membre du Directoire, il est actuellement Directeur Financier du groupe SAFRAN.

Autres mandats :

- Membre du Conseil de Surveillance de NRJ GROUP ;
- Membre du Conseil d'Administration de SIFRABA et de sa filiale JEAN BAL ;
- au sein du groupe SAGEM (SAFRAN) :
  - Administrateur de Eurofog, Positive, Safran Informatique, Javel, Sagem Electronic Equipment (Beijing), Sagem Security International (Shanghai), Sagem Communication (Tianjin), Sagem Avionics Inc (USA), Gérant de l'Immobilière des Ullis (filiale SAGEM).

### **6.1.3. Rapport du Président sur le contrôle interne**

#### **Introduction**

Les procédures de contrôle interne en vigueur dans la société ont pour objet,

- d'une part, de veiller à ce que les actes de gestion et de réalisation des opérations, ainsi que les comportements des personnels, s'inscrivent dans le cadre défini par les orientations données aux activités de l'entreprise par les organes sociaux, par les lois et règlements applicables et par les valeurs, normes et règles internes à l'entreprise ;

- d'autre part, de vérifier que les informations comptables, financières et de gestion communiquées aux organes sociaux de la société reflètent avec sincérité l'activité et la situation de la société.

Le rapport du commissaire aux comptes, relatif au contrôle interne, ne portera que sur cet aspect, à savoir les procédures d'élaboration et de traitement de l'information comptable et financière.

### **Organisation générale des procédures de contrôle interne**

#### **Acteurs ou structures exerçant des activités de contrôle**

##### Champs et répartition des compétences

Le Département Administratif et Financier (service comptable, service du personnel et service juridique) est contrôlé et supervisé directement par le Directeur Général qui est le seul signataire autorisé de tous les documents établis dans le cadre de ce département.

Le Département Commercial est supervisé directement par le Directeur Commercial et le Président du Conseil d'Administration plus particulièrement attaché à cette partie de l'activité.

Le Département Production est supervisé par deux directeurs, spécialisés dans le domaine d'activité et le métier de l'entreprise.

##### Niveau de rattachement des différents acteurs ou structures

Toutes les opérations sont rattachées directement au Directeur Général, qui a un suivi permanent des opérations par le biais de réunions mensuelles avec les Directeurs de Département.

##### Organisation des délégations et autorisations

Les délégations de signature sont les suivantes :

- Le Directeur général,
- Le Président du Conseil d'Administration,
- Un Directeur du Département Production qui est autorisé à signer uniquement des chèques en cas d'urgence et d'impossibilité d'avoir recours aux deux autres signataires.

##### Rôle du Conseil d'Administration

Conformément à la loi, le Conseil d'Administration :

- fixe la stratégie globale de l'entreprise et s'assure au moins une fois par an qu'elle est mise en œuvre par le Directeur Général,
- arrête les comptes de l'exercice écoulé,
- nomme le Président et le ou les Directeurs Généraux et fixe leur rémunération,
- approuve les conventions spéciales intervenant entre un dirigeant ou un actionnaire visé par la loi et la société.

#### **Rôle des différents acteurs ou structures exerçant des activités de contrôle**

Le Conseil d'Administration s'assure que les informations nécessaires à ses décisions lui sont transmises dans les délais, que le contrôle interne lui permet de disposer d'informations fiables lui permettant des prises de décision.

Le Directeur Général met en application la stratégie du Conseil d'Administration, il s'assure que les travaux des services comptables, du personnel et juridique sont réalisés quotidiennement et dans le respect des normes et procédures de la société.

Il analyse régulièrement les comptes pour détecter et corriger toute anomalie, par le moyen de tableaux de bord hebdomadaires (trésorerie, facturation, recouvrement des



créances), d'un suivi budgétaire mensuel, de situations comptables intermédiaires trimestrielles et de réunions hebdomadaires avec les collaborateurs attachés aux différents services.

Le service comptable enregistre les opérations de comptabilité, s'assure que les comptes sont mouvementés normalement et avertit le Directeur Général de toute anomalie.

### **Références externes ou internes de l'entreprise (manuels de procédures)**

Des procédures internes ont été établies pour :

- la facturation,
- le recouvrement,
- le contrôle des notes de frais,
- les achats et le contrôle des factures fournisseurs.

Une partie importante de la facturation est automatisée par informatique : contrats de maintenance, formation, location de logiciels.

### **Elaboration de l'information financière et comptable destinée aux actionnaires**

#### Principaux acteurs du contrôle interne impliqués dans le contrôle de cette information

En interne, les principaux acteurs du contrôle interne sont le Directeur Général, le Président du Conseil d'Administration, les Directeurs de Département et les comptables.

En externe, les acteurs du contrôle interne sont l'expert-comptable, le commissaire aux comptes, le cabinet comptable en charge des fiches de paies et les différents cabinets juridiques appliqués à conseiller le Directeur Général en matière sociale et de droit des sociétés.

#### Liaisons et interactions entre ces acteurs

Toutes les pièces qui ont une valeur comptable, financière ou juridique sont automatiquement transmises à la comptabilité ( facture, bon de commande, bon de livraison, contrat fournisseurs et clients etc) vérifiées par la comptabilité et le Directeur Général. Les opérations associées à ces pièces sont enregistrées par la comptabilité et les pièces sont conservées par elle.

En cas d'anomalies constatées, de pièces manquantes ou incomplètes, la comptabilité transmet l'information au service concerné avec une demande de régularisation et/ou d'explications et informe le Directeur Général lorsqu' il lui est impossible d'obtenir une réponse suffisante ou les éléments manquants ou incomplets.

#### Références générales (Manuels de Procédures Comptables)

Néant

#### Liaisons avec les Commissaires aux Comptes et l'Expert Comptable

Le service comptable établit chaque trimestre une situation intermédiaire, cette situation est ensuite analysée par le Directeur Général et deux fois par an, en juin et décembre par l'Expert Comptable. Ces situations intermédiaires sont réalisées dans des conditions strictement identiques à celles d'une clôture annuelle des comptes ; un dossier complet est créé, avec le détail de tous les comptes, des régularisations, et les pièces justificatives.

Lors de l'intervention du Commissaire aux Comptes, l'exhaustivité des documents, informations et enregistrements comptables sont mis à sa disposition.

La société prend en compte, pour son organisation, les remarques qui lui sont faites par les intervenants extérieurs.

### **Procédures de contrôle interne sur des éléments significatifs susceptibles d'avoir un impact sur le patrimoine ou les résultats de la société.**

#### **Principales procédures de contrôle interne mise en place par la société**

##### Caractère centralisé ou décentralisé des procédures de contrôle interne

Compte tenu de la taille de la société, les procédures de contrôles internes sont centralisées par les principaux interlocuteurs décrits ci-dessus à savoir : le Directeur Général, le Président du Conseil d'Administration, les Directeurs de Département.

##### Nature de ces principales procédures

Les procédures de contrôle interne sont concentrées sur les éléments significatifs et bénéficient de la parfaite connaissance qu'ont Le Président du Conseil d'Administration, le Directeur Général et les Directeurs de Département des opérations et spécificités de la société.

##### Le Directeur Général

- surveille toutes les opérations comptables, financières, administratives et juridiques et notamment les risques et impayés clients, les règlements fournisseurs, tiers et organismes sociaux et fiscaux, les comptes bancaires, l'établissement et le paiement des rémunérations et les contrats d'assurance,
- vérifie et signe tous les contrats engageant la société : contrats de travail, contrats commerciaux,...
- est informé de tout litige éventuel avec un client, un fournisseur, un autre tiers, un collaborateur; etc., et pilote directement la gestion du litige jusqu'à son complet règlement,
- fait une revue annuelle, avec le Responsable Comptable, de tous les contrats fournisseurs et d'assurance, ainsi que de tous les contrats de maintenance clients.

Le Président et le Directeur Commercial surveillent toutes les opérations commerciales et notamment le suivi et les relations avec les clients, l'établissement des contrats et factures.

Les Directeurs de Département surveillent toutes les opérations de production de l'entreprise et notamment le développement, la production des logiciels et les traitements des commandes.

##### Principes essentiels de ces procédures

Le principe essentiel de ces procédures est de détecter rapidement toute anomalie significative ou répétitive, d'en diagnostiquer la cause, d'en déterminer l'origine et de mettre en place des mesures correctives adéquates.

##### Modalités pratiques de mise en œuvre de ces procédures

Chaque acteur du contrôle interne donne ses instructions aux personnels concernés.

Ils s'assurent de la mise en œuvre des procédures en vérifiant par sondage et par le biais de réunion mensuelle avec les principaux responsables, de leur bonne application. Ils recherchent systématiquement les raisons de toutes anomalies qu'ils détectent et qui leur sont rapportées.

##### Méthodes existantes d'appréciation du dispositif de contrôle interne

Compte tenu de la taille de la société, il n'y a pas de documents écrits concernant l'appréciation du contrôle interne.

## **Elaboration et traitement de l'information financière destinée aux actionnaires**

### Elaboration et traitement de l'information comptable et financière

Le Directeur Général s'assure que toutes les factures et avoirs fournisseurs sont reçues, que les factures et avoirs clients sont émis et que ces éléments sont comptabilisés par l'entreprise.

Il vérifie que l'ensemble des dettes (fournisseurs, sociales, fiscales et financières) sont connues et correctement appréhendées par l'entreprise.

### Contrôle de la qualité des informations financières et comptables

Le Directeur Général s'assure de la cohérence des différents comptes par des comparaisons avec les exercices et mois antérieurs lors de l'établissement des budgets et des situations comptables trimestrielles.

Il s'assure régulièrement du montant normal des soldes des dettes et des créances notamment par le moyen d'un tableau de bord établi hebdomadairement.

### Suivi des actifs

Le Directeur Général et le service comptable établissent chaque année un inventaire des immobilisations, des stocks et fournitures.

### Suivi des engagements hors bilan

Le Directeur Général communique à la fin de chaque exercice à son Expert Comptable et son Commissaire aux Comptes les engagements hors bilan avec la copie des contrats qui les justifient.

Il vérifie la conformité des informations de l'annexe avec les contrats en vigueur à la date de clôture.

### Reporting

Néant

### Consolidation des comptes

Néant

## **Les limitations apportées aux pouvoirs du Directeur Général**

Aucune limitation de pouvoir n'a été apportée aux pouvoirs du Directeur Général

Le Président du Conseil d'Administration

### **6.1.4. *Rapport du Commissaire aux comptes sur le rapport du Président sur le contrôle interne***

Mesdames, Messieurs,

En ma qualité de commissaire aux comptes de la société HARVEST et en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-235 du Code de commerce, je vous présente mon rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2004.

Sous la responsabilité du conseil d'administration, il revient à la direction de définir et de mettre en oeuvre des procédures de contrôle interne adéquates et efficaces. Il

appartient au Président de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il m'appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de ma part les informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

J'ai effectué mes travaux selon la doctrine professionnelle applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du Président, concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des objectifs et de l'organisation générale du contrôle interne, ainsi que des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, présentés dans le rapport du Président ;
- prendre connaissance des travaux sous-tendant les informations ainsi données dans le rapport.

Sur la base de ces travaux, je n'ai pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Paris, le 18 mars 2005

Le Commissaire aux Comptes

Benoît de BLIGNIERES

## **6.2. Intérêts et rémunérations des dirigeants**

### **6.2.1. Intérêts des dirigeants dans le capital de la Société**

Nom	Nombre d'actions détenues	Pourcentage du capital détenu	Nombre de droits de vote	Pourcentage de droits de vote
HARVEST Gestion *	1 028 210	84,4 %	1 028 210	84,4 %
FCPI AXA Placement Innovation	120 384	9,9 %	120 384	9,9 %
Salariés	70 080	5,7 %	70 080	5,7 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 218 674</b>	<b>100,0 %</b>	<b>1 218 674</b>	<b>100,0 %</b>

\* : société holding regroupant les intérêts de Messieurs Brice PINEAU et Jean Michel DUPIOT, fondateurs de la Société HARVEST.

### **6.2.2. Rémunérations et avantages en nature attribués aux dirigeants**

L'Assemblée Générale peut allouer aux administrateurs à titre de jetons de présence, une somme fixe annuelle, dont le montant est porté aux charges d'exploitation et reste maintenu jusqu'à décision contraire. Sa répartition entre les administrateurs est déterminée par le Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration détermine la rémunération du Président du Conseil d'Administration, du Directeur Général et des Directeurs Généraux Délégués. Ces rémunérations peuvent être fixes et/ou proportionnelles.

Aucun jeton de présence n'a été versé depuis 1995.

## Rémunérations perçues par les mandataires au titre des exercices 2002, 2003 et 2004

En €		Rémunération nette perçue de la part d'HARVEST	Rémunération nette perçue de la part d'HARVEST GESTION, holding contrôlant HARVEST *	Rémunération en nature (voiture de fonction) perçue de la part d'HARVEST GESTION, holding contrôlant HARVEST **	Dont Partie variable
Brice PINEAU	Exercice 2002	-	99 469	7 958	-
	Exercice 2003	-	99 469	17 126	-
	Exercice 2004	9 058	104 000	18 561	-
Jean Michel DUPIOT	Exercice 2002	-	99 469	6 373	-
	Exercice 2003	-	99 469	20 469	-
	Exercice 2004	9 058	91 500	11 774	-
François CARAYOL	Exercice 2002	-	-	-	-
	Exercice 2003	-	-	-	-
	Exercice 2004	-	-	-	-

\* : ces rémunérations nettes sont assises sur la convention d'assistance conclue entre HARVEST GESTION et la Société HARVEST pour le travail de Messieurs Brice PINEAU et Jean Michel DUPIOT tant en matière administrative, financière, qu'en terme de management, Messieurs Brice PINEAU et Jean Michel DUPIOT disposant chacun de 50 % du capital de cette société HARVEST GESTION. Les mandataires sociaux ci-dessus n'ont bénéficié d'aucune prime de départ ou d'arrivée ni complémentaire retraite spécifique à la charge de la Société.

\*\* : sur la base d'un exercice de 6 mois en 2003, puis de 12 mois sur 2003-2004 et estimation sur 2004-2005, suite au changement de date de clôture des comptes de la Société HARVEST GESTION, celle-ci clôturant ses comptes au 30 juin.

### 6.2.3. Options de souscription d'actions attribuées aux dirigeants et salariés

Faisant usage des autorisations que lui ont accordées les Assemblées Générales Extraordinaires des 2 mars 2000 et 12 mai 2003, les Conseils d'Administrations du 4 décembre 2000 et 29 octobre 2003, ont attribué à différents cadres et salariés de la Société HARVEST des bons de souscription de parts de créateurs d'entreprises (BSPCE) de la manière suivante :

Assemblée Générale	Nombre de BSPCE pouvant être attribués selon l'autorisation de l'Assemblée Générale	Conseil d'Administration	Nombre de BSPCE attribués par le Conseil d'Administration	Nombre de BSPCE déjà exercés	Nombre de BSPCE pouvant être exercés *	Prix d'exercice
2 mars 2000	32 800	4 décembre 2000	11 810	5 040	-	7,74 €
12 mai 2003	30 800	29 octobre 2003	27 810	10 850	16 060	7,74 €

\* : le nombre d'actions créées par exercice des bons est de UNE action pour UN BSPCE exercé. La dilution totale résultant de l'exercice de l'intégralité des BSPCE existant est de 1,3 %. Le nombre de BSPCE restant à exercer peut être différent de la quantité (Nombre de BSPCE attribués – Nombre de BSPCE déjà exercés) du fait du départ de certains bénéficiaires du plan.

### Bénéficiaires des plans de BSPCE

Salariés	Plan 2000 : Options accordées	Plan 2000 : Options exercées	Plan 2003 : Options accordées	Plan 2003 : Options exercées
Mandataires sociaux	-	-	-	-
10 premiers attributaires	11 810	5 040	27 810	10 850
Autres	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	<b>11 810</b>	<b>5 040</b>	<b>27 810</b>	<b>10 850</b>

Il est à noter que l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 avril 2005 a autorisé le Conseil d'Administration, sur ses seules décisions, à procéder, au profit des membres du personnel salarié assumant des responsabilités particulièrement importantes, à une attribution gratuite d'actions à émettre. Cette autorisation porte sur un nombre maximal de 5 249 actions, soit une dilution éventuelle de 0,4 %, et est valable pour une durée de 36 mois.

Il convient de préciser que les deux dirigeants-fondateurs, Messieurs Brice PINEAU et Jean-Michel DUPIOT, ne sont bénéficiaires ni de BSPCE, ni d'actions gratuites au titre des plans cités ci-dessus.

**6.2.4.      *Actifs nécessaires à l'exploitation de la Société qui seraient la propriété des dirigeants et/ou principaux actionnaires***

Néant.

## 7. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA SOCIETE

### 7.1. Evolution récente

#### Evolution du chiffre d'affaires trimestriel – 1<sup>er</sup> trimestre 2005

Activité en milliers d'euros	Exercice 2003	Exercice 2004	Exercice 2005
Chiffre d'affaires	1 706	1 704	1 910

Le chiffre d'affaires observé lors du premier trimestre 2005 est en hausse de 12,1 %, passant de 1 704 K€ en 2004 à 1 910 K€ au cours de ce début d'année.

Au cours de cette même période, le niveau de facturation d'HARVEST s'est élevé à 4 762 K€ contre 4 060 K€ en 2004, soit une hausse de plus de 17 %. Cette évolution résulte de la plus grande base installée de logiciels HARVEST et du succès de l'offre de location mise en place sur certains produits par la Société.

Il est rappelé que même si les facturations des ventes secondaires (maintenance) sont émises en début d'année, la constatation du chiffre d'affaires n'est réalisée qu'au fil de l'eau, au prorata des périodes couvertes par ces contrats.

La trésorerie disponible au 20 mai 2005 est de 4 662 K€.

Le recrutement d'une personne pour appuyer la démarche commerciale a été réalisée au mois d'avril afin de confirmer le positionnement d'HARVEST auprès de la clientèle des experts comptables, notamment sous la forme de l'offre de location mise en place récemment par la Société.

### 7.2. Perspectives d'avenir

HARVEST dispose aujourd'hui d'une base installée très importante, notamment sur le produit BIG, entre 10 000 et 12 000 licences et sur le produit DECLIC, entre 8 000 et 10 000 licences.

Cette base installée est le fondement de l'évolution à venir de la Société. L'évolution des revenus des ménages, la multiplication des transmissions d'entreprises dans les années à venir (1/3 des entreprises devrait changer de mains dans les 10 ans à venir) offrent d'importants soutiens à l'évolution de l'offre des banques et assurances en matière de produits financiers, et donc, soutiendront la demande de produits HARVEST de la part de ces établissements.

A plus court terme, la Société dispose de plusieurs leviers importants :

- le produit DECLIC, aujourd'hui concentré principalement sur 3 grands établissements, Crédit Lyonnais, BNP Paribas et Société Générale, doit profiter de l'uniformisation des systèmes d'informations des établissements mutualistes. En effet, des établissements comme le Crédit Agricole, les Caisses d'Epargne, les Banques Populaires, la Poste ou le Crédit Mutuel et de nombreuses compagnies d'assurance sont en cours de refonte de leurs systèmes internes pour disposer d'un système centralisé dans les années à venir. Ainsi, DECLIC pourrait alors être mis en place au sein de ces établissements, ce qui ouvre d'importantes perspectives pour HARVEST au cours des prochains exercices.

- le produit BIG, produit de référence dans son domaine, est aujourd'hui commercialisé auprès des indépendants avec succès, et devrait permettre à HARVEST de poursuivre la phase de croissance rapide observée de ses ventes en location sur ce produit.

- la gamme FUTURIS, qui bénéficie aujourd'hui d'importantes commandes, devrait poursuivre un développement soutenu de ses ventes, profitant de l'engouement des particuliers pour les solutions de placements retraite.

- enfin, une gamme intermédiaire du produit BIG, BIG SENIOR, version plus simple, doit être lancée auprès de certains établissements souhaitant développer une offre spécifique pour une clientèle intermédiaire supérieure (CCF HSBC, Société Générale,...).

Ces développements permettent à la Société HARVEST d'être confiante sur l'évolution de son niveau d'activité pour 2005, dont la croissance devrait être conforme à la hausse du niveau du chiffre d'affaires observée au cours du premier trimestre, et pour les prochains exercices.